

LE ROLE DES CLASSES MOYENNES DANS LA SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 17 Juin 1940, à 14 heures

PAR

Titus PETRINGENAR

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. LESCURE, Professeur

Suffragants : MM. PIROU, Professeur
R. PICARD, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1940



LE RÔLE DES CLASSES MOYENNES DANS LA SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 17 Juin 1940, à 14 heures

PAR

Titus PETRINGENAR

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. LESCURE, Professeur

Suffragants : MM. PIROU, Professeur
R. PICARD, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1940

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*



AVANT-PROPOS

« Encore une dissertation sur les classes moyennes, se dira-t-on, après tant d'autres qu'on nous a présentées, voilà donc du travail inutile ! Surtout par les temps que nous vivons... »

L'auteur de ce modeste ouvrage n'essayera pas de se disculper, en entendant cette exclamation : en effet, elle ne contient que trop de bon sens. Car on a beaucoup écrit et beaucoup parlé, en France surtout, des classes moyennes, ce qui ne doit étonner personne. Car, précisément par leur situation *moyenne*, de quelque point que l'on parte, d'un extrême à l'autre, il faut toujours passer par ce carrefour.

Beaucoup de livres et de brochures portent dans leur titre même l'indication de ce vaste sujet ; d'autres, dans lesquels, nous fiant à leur couverture, nous cherchions un exposé sur des questions, n'ayant en apparence, aucun rapport avec le sujet qui nous préoccupe, nous ont révélé aussi, certains aspects du problème des classes moyennes. — C'étaient des traités généraux et des cours d'Economie Politique, des ouvrages de Sociologie, des programmes des Partis, sans compter les innombrables ouvrages présentés sous la forme de thèses de doctorat ou d'études monographiques ayant trait à une branche isolée de l'Economie : petit commerce, petite industrie et artisanat, petite propriété rurale, fermage et métayage, avec leur régime de crédit, etc...

Mais, s'il se contentait de faire un « *compendium* » de toutes ces lectures et de présenter, en les intercalant parmi quelques phrases d'enchaînement, une série de statistiques et d'opinions diverses, glanées dans les bibliothèques, le présent essai serait dépourvu, non seulement de

toute originalité, — ce qui n'est point notre intention — mais encore de tout intérêt.

Ce serait ridiculement prétentieux de dire qu'il a tenté de faire mieux.. Il voudrait présenter autre chose que des données scientifiques rigoureusement exactes, mais par cela même, arides. Il voudrait faire part, en les éclairant par les théories économiques et sociales, de quelques observations, cueillies sur le vif, par un étudiant étranger, qui, comme mille autres de ses semblables, fait un effort pour « comprendre la France ».

Il croit cette explication nécessaire pour s'excuser d'avoir noirci du papier à traiter un sujet, déjà si discuté, que toute possibilité d'y apporter des lumières nouvelles lui paraît interdite.

A Rougebourse, dans la Brie, au printemps 1940.

INTRODUCTION

La plupart des Traités, Cours, et Manuels d'Economie Politique, parlent, à notre avis, assez peu du milieu économique et sont très sobres, en général, sur le fait social, pourtant assez évident, des classes.

Certains auteurs s'en occupent seulement à l'occasion de l'exposé des théories marxistes sur la lutte des classes, d'autres le laissent entièrement dans l'ombre.

Et pourtant, il semble évident, qu'on ne saurait comprendre le mécanisme de la vie économique, lorsqu'on s'engage dans l'analyse méthodique des phénomènes de la production, de la circulation et répartition, de la consommation des richesses, si on fait abstraction de l'existence des classes sociales.

Les « clartés » que nous pouvons acquérir, à la lecture d'un Traité classique d'Economie Politique, sur le mécanisme de la Production en général, sont, sans doute, d'une précision de contours remarquable. Elles restent néanmoins des notions très abstraites. Car nous omettons, sciemment ou inconsciemment, en procédant à cette analyse, une quantité de facteurs, qui, pour ne pas être assez saillants, existent quand même en réalité.

Il est vrai que dans les sciences naturelles, aussi bien que dans les sciences exactes, en chimie par exemple, on procède de la même façon. Lorsqu'on veut se rendre compte d'un phénomène chimique d'aggrégation ou de décomposition d'un corps quelconque, on s'occupe des transformations que ce corps *seul* subit et on relègue dans l'ombre les phénomènes et les corps accessoires, qui accompagnent, qui aident, qui déterminent même, les réactions du corps soumis à l'expérience. Et dans la formule, qui représentera ce processus pour celui qui vient de réaliser l'expérience et l'observation, comme pour celui qui s'en rendra compte

plus tard, par simple lecture, — ces corps et phénomènes accessoires ne paraîtront pas.

On pense, en faisant cette analogie, à ce processus, moitié physique, moitié chimique, de la catalyse, qui joue un rôle si important dans la fabrication de l'acide sulfurique.

Il en est de même dans les phénomènes sociaux.

Les économistes classiques, ceux qu'on a convenu d'appeler les « Economistes » tout court, ont voulu nous présenter une société au travail. Ils sont parvenus à nous donner des « Tableaux Economiques » d'une netteté remarquable.

Pour cela, ils ne se sont pas embarrassés du complexe d'actions et de réactions qui régissent ce monde. Ils firent abstraction de tous ces accessoires, pour nous montrer uniquement la *vie économique*. Ils nous exposèrent donc, comment, ici-bas, dans les conditions données par un certain âge de la planète, des richesses sont créées, échangées et consommées.

De la Politique, dont le nom se trouve cependant, depuis Montchrestien (1615), dans les titres de leurs ouvrages, — du moral, du social, du spirituel en général, ils se souciaient fort peu. Ils n'en voyaient rien, éblouis comme ils étaient par les mirages, que la mécanique naissante, au début du xix^e siècle, laissait entrevoir.

Ils ne voyaient que montagnes de charbon noir, destinées à se transformer dans les chaudières en milliers de « chevaux »-vapeur, que sacs de blé et de farine, ballots de coton, pièces de drap et, bien sûr, partout, cet admirable lubrifiant, *l'argent*, qui faisait, que tous ces produits hétéroclites se mouvaient, glissaient, se transformaient et s'échangeaient les uns contre les autres, sans frottements, sans accrocs, sans grincement aucun.

Mais ils ne voyaient pas l'homme qui faisait mouvoir, transformer, échanger ces montagnes de charbon, de blé, de coton et de laine. Ils ne le voyaient pas, eux qui avaient réalisé, — on le croit tout au moins, — le « *homo æconomicus* ». S'ils négligeaient l'homme, ils distinguaient encore moins, quoique bien plus apparents, — quantitativement parlant, — *les hommes*, les classes sociales.

Car s'occuper des classes, cela signifie, quitter sa « tour d'ivoire », économique, s'abaisser à la réalité, tâcher de discerner, quelle est la force qui anime ce grouillement humain, que les économistes ne pouvaient pas voir. Forcément, les tas de coke, les hauts-fourneaux, et les immenses cales des navires, au ventre plein de blé ou de pétrole, sont gigantesques, à côté de la petite fourmi qui s'agite autour d'eux.

S'occuper des classes sociales, cela signifie donc, abandonner le terrain économique pur, pour faire des incursions dans le domaine voisin, plus grand, mais aussi, combien plus touffu, et plus mouvant — le vrai maquis — le domaine politique. Et de là encore, errer plus loin, dans le champ du social.

Quand on est amené à traiter des classes sociales, on se rend compte surtout, de la fragilité et de l'irréel des démarcations que les savants (nous ne trouvons pas un autre mot, plus modeste, qui représente les deux activités réunies, celle de la recherche et celle de l'exposé), doivent s'imposer pourtant, à la discipline de leur travail.

Car ici c'est la vie, et dans la vie tout s'enchevêtre : économique, moral, politique, social, psychologique.

Les lisières nettes et bien tracées s'estompent et les domaines qui paraissaient distincts, paraîtront confondus. Ils ne perdront pas, à cause de cela, leur diversité, au contraire ; ils paraîtront seulement beaucoup plus réfractaires à se laisser saisir dans des formules frappantes, simples et claires.

Si ces domaines, qui paraissaient séparés dans un plan vertical ou horizontal, continuaient au moins d'exister dans le même ordre, une fois les bornes disparues. Mais non, tout se met en mouvement, tout s'amalgame, s'entrepénètre. Ce qui paraissait simple, parce que distinct, deviendra complexe et paraîtra inextricable.

Ce sont ci-dessus des simples suggestions, des intuitions qui vous viennent à l'esprit, chaque fois que vous essayez de vous retrouver parmi les faits.

Mais si elles vous hantent lorsqu'il s'agit de procéder

à l'étude des classes sociales en général, elle deviennent une obsession, quand on est obligé de pénétrer au milieu même de cette structure, dans les classes moyennes.

* * *

Karl Marx nous est présenté communément, comme le doctrinaire qui a mis en relief l'existence des classes, en insistant surtout sur le fait de leur lutte. Marx se tenait pour le continuateur des économistes classiques Quesnay, Malthus, Smith et Ricardo (1) et en cette qualité, il ambitionnait de compléter le Tableau économique que ces prédécesseurs, lui avaient légué, en fouillant à fond les classes sociales. Il n'y est pas parvenu, « Le Capital », œuvre de toute sa vie, s'arrête, après s'être fastidieusement allongé sur la plus-value, la valeur et la formation des prix, au seuil d'aborder le problème des classes sociales.

On peut objecter que Marx a, quand même, mis en saillie le premier, ce problème ; qu'il a présenté, d'une façon schématique et très intelligible, la lutte des classes. Dans son « Manifeste » il lui donna la force d'un mythe.

Cela est incontestable. Mais ce qui est incontestable aussi, c'est que Marx voulait synthétiser de trop. C'était là son procédé de travail, en tant que disciple de Hegel. En partant à l'étude, à l'aide d'une minutieuse analyse, qui voulait tout épuiser, il aboutit, d'une manière très logique, à confectionner une doctrine avec deux pôles opposés. Pour être très frappant, par sa simplicité, ce schéma reste néanmoins incomplet.

Marx sentait la difficulté ; il sentait qu'entre les deux extrémités, dont il avait réussi à dégager l'existence comme nul ne le fit avant lui, il restait un creux, dans lequel il ne savait quoi mettre.

Entre le prolétariat d'une part, tendant, d'après ses théories, à tomber de plus en plus bas, à s'accroître en misère et en nombre ; et une bourgeoisie d'autre part, de

(1) Il est amusant de constater combien sont rares, inexistantes presque, les railleries à leur égard, quand il n'a que traits vénénux et ironies, à l'adresse des socialistes « utopistes », genre Cabet et Owen, ou « petit-bourgeois », comme Proudon.

plus en plus riche, mais de moins en moins nombreuse, il y avait une tierce couche sociale, dont l'existence l'embarrassait, car elle nuisait, non seulement à la belle unité de ses théories, mais au concept de la lutte de classe lui-même.

* * *

Ce que Marx et bien d'autres avec lui et contre lui, ne purent pas élucider, aurions-nous la prétention de trancher ici, en arguant, que depuis, le Capitalisme a fait quand même son chemin, qu'il a prouvé sa vitalité, qu'on peut, par conséquent, parler aujourd'hui en connaissance de cause ?

Que non pas !

Nous nous bornerons dans ce modeste ouvrage, de constater seulement, que ce grand malade, dont on a tant claironné la mort prochaine, est toujours bien en vie, qu'il se porte ni mieux ni pire, qu'auparavant. Quantité de médecins et de guérisseurs rôdaient autour de lui ; à tel point, qu'il avait fini par se croire lui-même, gravement atteint (2).

Il ne pouvait plus marcher qu'avec des béquilles et il les réclamait par force gémissements, il ne fallait pas les lui enlever, de peur qu'il ne s'écroulât raide, par terre.

On se penchait apitoyé sur son sort, on lui prescrivait des ordonnances contenant les médications les plus variées, qu'il devait prendre « pour se sauver ». C'étaient des dosages forts savants de capitalisme et de socialisme, de coopératisme et de corporatisme, de néo-libéralisme et de néo-socialisme, de monarchisme (3), de fédéralisme, et de syndicalisme, sans parler du grand remède, celui qui devait le soulager de toute peine, dans cette vallée des pleurs, le communisme.

(2) V. La Déclaration confédérale sur le syndicalisme des classes moyennes. Paris, 1938. Sans édit.

(3) Henri, Comte de Paris. « Essai sur le gouvernement de demain ». Paris, Flammarion, 1936.

Il y eut des écrits attendrissants, toute une littérature, mi-sentimentale, mi-impressionniste, suivant le genre, im-bue d'un romantisme ou d'un cynisme de la souffrance, de la misère et de la douleur, des analyses minutieuses de ces drames déchirants qui se déroulaient « derrière les por-tières des salons à lambris dorés, vestiges des temps meil-leurs ».

Il y eut le thème exploité à souhait par tous les genres littéraires, comme par maints ouvrages économiques (4) du nouveau riche et du nouveau pauvre, du petit rentier ruiné par l'inflation, de l'intellectuel chômeur, du paysan écrasé d'hypothèques, de l'ingénieur qui travaille pour un salaire de manœuvre, etc...

L'économiste de l'école libérale d'avant la Guerre de 1914-1918, « quand tout allait bien », célébrait les vertus de cette petite bourgeoisie et de la paysannerie, dont l'exis-tence même était la négation de la lutte de classe. Le même économiste, devenu plus rare après cette Guerre, cherchera les causes, qui pourraient bien déterminer ces bouleverse-ments, qui d'ailleurs, n'étaient pas particuliers à cette clas-se, mais dont elle se ressentait le plus.

Les socialistes, d'autre part, versaient là-dessus des larmes, tout en se composant une mine de sereine résigna-tion. « Le petit » doit disparaître, car tel est son sort.

Ce même « petit » de toute catégorie, que ce fût le petit propriétaire cultivateur, viticulteur, commerçant, in-dustriel, artisan, ou fonctionnaire, devenait l'objet des mé-nagements de tous les Gouvernements.

De cette littérature sentimentale, à laquelle sont venus se rejoindre, ces dernières années, divers manifestes et pro-clamations des intéressés eux-mêmes — ce qui pourrait traduire à la fin, un malaise réel, quoique sensiblement exagéré — que peut tirer une enquête comme la nôtre ?

Nous estimons que l'on saurait tirer bien peu de chose, si on néglige de la confronter avec des statistiques si im-parfaites qu'elles soient, et avec des enquêtes menées dans

(4) Un exemple, la thèse de M. de Chilly : La classe moyenne en France. 1918-1924. Paris, 1924.

le milieu même. Il faudra cependant, tenir compte de quelques observations, en ce qui concerne l'interprétation du matériel présenté sous cette forme.

Tout d'abord, pour les statistiques, nous remarquerons qu'il n'existe, dans aucun pays, des statistiques officielles, classant les faits, d'après le critérium social qui nous préoccupe. Cette insertion deviendra plus claire par la suite, quand nous serons amenés à interpréter divers chiffres. Il faudrait pouvoir suivre, à grandes distances dans le temps, l'évolution de ces couches sociales et pour obtenir par ces sondages statistiques, des données comparables, il faudrait qu'ils fussent faits suivant les mêmes critères.

Je m'explique : Lors du mouvement « social » de 1936, quantité de petits artisans, de travailleurs indépendants, de petits commerçants même, demandèrent, parfois isolés, parfois en groupes, d'être affiliés à la C.G.T. Celle-ci se vit obligée, à maintes reprises, de rendre public cet article de ses statuts, stipulant que la première condition à remplir pour adhérer à un Syndicat, était la qualité de salarié.

Et combien de fois n'y eut-il double emploi. Dans les statistiques compulsées pour établir la force du monde ouvrier ou celle des classes moyennes, les mêmes individus étaient comptés, comme appartenant tantôt au prolétariat, tantôt aux classes moyennes. Des agents de maîtrise, des techniciens, des employés de bureau, sont considérés par les uns comme prolétaires, parce que salariés, jouissant d'une indépendance relative ; par les autres comme « professions moyennes », parce que leur mentalité, les rapprocherait plutôt de certaines catégories qui ne se sentent pas du tout prolétaires.

D'un côté, on n'épargnait aucun effort, et on se prêtait à beaucoup de transactions pour se les attirer, en les qualifiant, suivant la mode, de « prolétaires en redingote, prolétaires en faux-col », ou « prolétaires en veston ». On leur promettait pour l'avenir un rôle essentiel ; celui d'organisateurs et de directeurs de l'Economie future.

D'autre part, ils se voyaient réclamer par ceux qui formaient sans conteste, les classes moyennes : intellectuels, professions libérales, petite bourgeoisie, qui les considé-

raient comme leur appartenant de droit parce qu'issus d'eux.

Et pour mieux les convaincre et se les attacher plus solidement, on faisait passer devant leurs yeux, le spectre de la prolétarianisation.

*
* *

Alors, au milieu de toutes ces fluctuations, de ces hésitations et de ces tiraillements, — pour employer à notre tour le langage « romantique » — que peut saisir de palpable l'économiste, dont la matière première est faite, en premier lieu, par des statistiques ? Y a-t-il une tendance réelle à la prolétarianisation telle que nous l'ont présentée les socialistes ? Les classes moyennées, diminuent-elles, augmentent-elles, ou restent-elles stationnaires en nombre ?

A quelles déductions utiles sur leur évolution, ne pourrait-on arriver, si l'on pouvait comparer seulement des statistiques, dressées à des larges intervalles, d'après les mêmes critères, sur les effectifs des classes, ne fût-ce, pour un pays comme la France, à un million d'unités près !

Une bonne étude sur les classes moyennes, ne devrait pas être une coupe arbitraire, faite à une date arbitraire, dans la structure sociale, mais elle doit suivre, si possible, l'évolution même de cette structure.

Car le manieur de statistiques, aboutit souvent à la constatation décevante, que les rubriques restent stables, pendant que les réalités qu'on y fait entrer, périodiquement, d'après les mêmes normes, changent rapidement. Ceci voudrait-il dire, qu'il ne faut pas se fier, pour ce genre de recherches, à la statistique ? Loin de là ! Il faut y avoir recours le plus souvent possible, mais, en lui attribuant le rôle qui lui convient.

Il nous reste aussi la méthode préconisée par Le Play, dans ses célèbres « Enquêtes sur les familles d'ouvriers Européens ». On prétend, qu'en fouillant les budgets familiaux, on peut se rendre compte, par la comparaison des dépenses affectées aux divers chapitres, — nourriture, vê-

tement, logement, loisirs, etc. — de la façon de vivre de telle ou telle classe sociale, à un moment donné, dans un milieu donné.

Cela, sans doute, est très exact ; et nous n'hésiterons pas à recourir à cette méthode, chaque fois, qu'elle nous paraîtra nécessaire. Les monographies de Le Play, sont très utiles, quoique si peu consultées aujourd'hui, pour nous servir de terme de comparaison dans les études similaires.

* * *

Sous la direction de feu C. Bouglé, directeur de l'Ecole Normale Supérieure, une équipe d'enquêteurs, se sont livrés à un travail d'abeilles, fort intéressant par beaucoup de côtés, sur l'existence des classes moyennes, dans divers pays. Leur récolte est ramassée, sous forme d' « Inventaires » dans un volume, que ces travailleurs modestes, nous présentent comme une simple « Introduction », à un ouvrage, qui reste encore à faire.

Cependant ce volume renferme une foule de renseignements très précieux. Quiconque voudrait s'instruire sur les faits, ne pourra se passer de ce substantiel ouvrage, auquel nous enverrons le lecteur, plus d'une fois. En le consultant, il est à recommander seulement, de ne pas oublier que les enquêtes qu'il contient, furent menées à une époque de quelque remous (5) qui parut très socialisante aux observateurs du moment, mais qui déjà aujourd'hui, avec à peine quelques années de recul, nous paraît purement politique.

Quant aux enquêtes qu'on peut faire soi-même en se penchant sur des « cas isolés », comme nous avons eu très souvent l'occasion de le faire, elles sont très utiles, elles aussi, à condition qu'on ne tende pas nécessairement à généraliser. Un petit commerçant dans la gêne, un artisan serrurier obligé de cesser à travailler à son compte, pour

(5) Il s'agit des élections législatives, en France, au mois de Mai 1936.

aller s'embaucher à l'usine, un menuisier qui débute plein de courage, mais qui, ne pouvant pas tenir, submergé par des entreprises plus fortes, qui lui font concurrence, va se faire enrôler comme garde-mobile, — qui ne connaît autour de soi au moins une dizaine de ces semblables ?

Peut-on s'en servir pour illustrer une thèse de la prolétarianisation ? Oui et non. Car un changement d'outil, n'est pas inévitablement une prolétarianisation, mais bien souvent une élévation sociale. Et puis, à côté de ces cas, qu'on peut facilement pousser au noir, combien d'autres ne pouvons-nous pas constater, où se produit au contraire, un embourgeoisement du prolétaire ?

*
**

On a beaucoup insisté sur la création de nouvelles classes moyennes que la technique elle-même, cette cause de prolétarianisation, — engendre chaque jour, sous nos yeux.

D'après les socialistes et les pessimistes en général, le machinisme devait nous entraîner vertigineusement, vers une concentration gigantesque, qui, tel un Baal insatiable, allait engloutir tous ceux qui esquaissaient la moindre velléité d'indépendance.

Bien entendu, depuis que le chemin de fer et l'automobile ont remplacé la diligence et la roulotte, beaucoup d'artisans charrons et carrossiers se virent réduits à la seule ressource des véhicules employés dans l'agriculture.

La grande construction mécanique, a sans doute, fermé pas mal d'ateliers de charrons. Les grandes usines de construction automobile — c'est une loi à laquelle elles ne peuvent pas se soustraire — ont concentré dans leurs bâtiments, toutes les phases, pourtant nombreuses, de la fabrication d'une voiture. Elles auront même leurs carrossiers, tant que la carrosserie automobile garde encore quelques points communs avec celle des voitures à traction animale. Ces carrossiers seront pour la plupart des apprentis formés par les artisans du temps des fiacres et des diligences. Mais aujourd'hui, quand il ne rentre plus un morceau de bois dans une voiture automobile, la carrosserie

s'appelle « carrosserie en acier monocoque ». Les ouvriers qui la fabriquent s'appellent à leur tour, des tôliers, des emboutisseurs, des riveteurs, des soudeurs à l'arc, des peintres au pistolet : autant de « spécialités » qui ne s'approchent que de très loin, du métier, considéré déjà comme ancien, de charron ou de carrossier.

Voilà donc un exemple, où une industrie en se transformant, a été poussée à une forte concentration, jetant de ce fait, dans le prolétariat, une quantité de producteurs libres. Et avec ceux-ci, elle a fini de ruiner, — nous diront les soupirants du « bon vieux temps » — ceux, que les chemins de fer avaient déjà commencé de ruiner avant l'automobile, c'est-à-dire, les aubergistes, les rouliers, les postillons et tout un « petit monde » d'hommes libres.

Mais ces pessimistes ne penseront pas que les transports modernes ont créé, et créent chaque jour, un autre « petit monde » d'hommes indépendants. Les mécaniciens dépanneurs, remplacent les maréchaux-ferrants, les petits ateliers de réparations mécaniques et électriques se substituent aux forgerons et aux charrons d'hier. Quant aux carrossiers, ils sont encore nombreux, qui continuent à carrosser des camions, des bennes, des voitures commerciales, au goût du client, sans compter ces carrossiers de luxe, capables de donner un style, à une voiture qui ne veut pas être « de série ».

Les aubergistes n'ont pas disparu tous, sur les routes, que jalonnent aujourd'hui les postes à essence, tenus par des commerçants qui font de cette occupation, leur unique métier. La plupart des auberges qui marquaient les relais du temps des diligences, continuent. Elles conservent même leurs vieilles enseignes en fer forgé, tout en installant le « confort moderne », exigé par une nouvelle clientèle, qui se déplace plus souvent pour son plaisir, que pour ses affaires.

De nouvelles auberges s'élèvent, qui cherchent à se donner le cachet « postillon », car il n'est pas plus coûteux d'équiper un hôtel en faux-rustique, que de le meubler à la moderne. On trouvera dans ces fausses-auberges, l'enseigne en fer forgé qui n'a pas eu le temps d'être mordue

par la rouille, les quinquets en vieux bronze patiné en 24 heures, mais équipés d'ampoules électriques en forme de chandelle.

*
**

Ce qui vient d'être cité ne constitue qu'un exemple, parmi beaucoup d'autres que nous pouvons voir se dérouler sous nos yeux, tendant à prouver que les formes de production, à l'âge du machinisme, ne détruisent pas forcément les classes moyennes. Elles les obligent seulement à s'adapter, bien mieux, elles en créent souvent des nouvelles, correspondant aux nouvelles fonctions à remplir dans une économie en permanente transformation.

LES DOCTRINES

CHAPITRE PREMIER

DES CLASSES SOCIALES EN GÉNÉRAL

SECTION 1. — *Généralités*

Dans l'Introduction de ce livre, nous avons parlé de la lacune qui se révèle dans la plupart des Traités d'Economie Politique, concernant les classes sociales.

Par cette constatation même, nous paraissions prendre l'engagement de nous en occuper en détail.

Nous n'avons pas l'intention de nous dérober à cette tâche ; nous estimons seulement qu'elle dépasserait de beaucoup le cadre de notre thèse. Traiter d'une façon approfondie le problème des classes, cela nous amènerait à donner une trop grande extension à cette partie de notre ouvrage qui est plutôt doctrinaire et sociologique, qu'économique. De plus, notre exposé ferait certainement un médiocre double emploi, car il existe de nos jours, de copieux livres, traitant de problème des classes dans toute son ampleur et sous tous ses aspects (1).

Cependant, pour pouvoir placer dans le milieu social et économique, ces classes moyennes qui nous intéressent, pour pouvoir dégager, comme nous nous sommes proposé, le rôle et les fonctions qu'elles y remplissent, — il nous

(1) Jean Lhomme, professeur à la Faculté de droit de Lille : « Le problème des classes ». Sirey, 1938. Un bon compendium de tout ce qui s'est écrit sur la matière.

Id. la thèse de Mlle Ferré : « Les classes sociales dans la France contemporaine ». Thses de lettres, Paris, 1935. Très touffue, encore qu'elle traite le sujet d'une façon plutôt littéraire et sociologique.

paraît indispensable de passer en revue, quelques-unes des théories les plus importantes.

Nous pouvons par ce procédé nous rendre compte de leur origine, de leur évolution historique et des rapports qui s'établissent entre elles.

SECTION 2. — *Classes sociales et pitié sociale*

La hiérarchie doit exister parmi les hommes, dès que ceux-ci commencent à vivre en société. Elle s'établit même avant : à partir du moment où deux êtres humains se trouvent convoiter en même temps, un même objet. Il faudra décider à qui cet objet appartiendra. C'est la force ou la ruse, ou les deux combinées, qui en décideront. La hiérarchie qui va résulter aura pour cause le sentiment d'imposer la force ou de la subir, suivant la qualité de vainqueur ou de vaincu des compétiteurs.

Cependant cette hiérarchie est purement biologique, elle n'établit pas une classification. Elle se résume à une sélection organique, comparable à celle qui s'opère dans le monde animal et dans le monde des plantes.

Il n'existe point de vie sociale, tant que n'intervient une conscience de la « pitié sociale », le sentiment d'une couche de la population d'être « écrasée » ou de dominer.

En ce sens, les théories Darwiniennes, pourraient, avec plus de succès, s'apparenter à l'anarchisme, exaltation de l'individu, qu'au socialisme, théorie de pitié et de réciprocité entre les hommes. Nietzsche, Stirner, Kropotkine, ont voulu transporter dans la vie en société, le « laissez-faire » que Darwin avait découvert dans la nature.

Il faut laisser exterminer les faibles, les débiles, les anémiques, dans la lutte pour la vie, nous disent-ils, qu'ils soient des débiles physiques ou mentaux. D'ailleurs, très souvent, les deux débilités vont de pair. *Mens sana, in corpore sano*. Il faut donc les laisser disparaître, au plus grand bénéfice de la sélection et de l'amélioration de l'espèce. C'est la doctrine qui réclamerait le « Taïgetos » de Sparte, la Roche Tarpéienne, l'éviration et l'isolement des sujets

qui sont un danger d'affaiblissement et de dégénérescence pour la race.

On ne peut s'expliquer, comment le socialisme, tel qu'on l'applique, peut se prévaloir de ces doctrines, qui sont la négation même de toute intervention d'une autorité supérieure à l'individu, autorité destinée à aider celui-ci et à l'empêcher d'étouffer dans la « jungle » (2).

L'école libérale, celle du « laissez-faire », peut, avec plus de succès être rapprochée des théories Darwiniennes, et par Darwin, des doctrines anarchistes. Les théories libérales sont imprégnées d'un bout à l'autre de l'idée de lutte, de sélection, de concurrence.

En réclamant l'*Uebermensch*, Nietzsche condamne, lui aussi, la pitié sociale, car celle-ci est génératrice de faiblesse et de désagrégation sociale. La pitié sociale décrète la survivance des dégénérés, qui perpétuent dans la race leurs tares biologiques et morales (3).

La pitié sociale augmente les maux présents du corps social, par le surcroît de souffrances engendrées par des organes malades ou dégénérés, qu'on n'a pas le courage d'extirper. Elle affaiblit et déprime des énergies précieuses, qui seraient beaucoup plus utilement dépensées à une conservation et amélioration de l'espèce.

En conclusion, à Nietzsche de jeter le cri de ralliement aux riches et aux puissants de la terre : « Soyez impitoyables, jetez aux orties toutes sortes de scrupules et marchez à la conquête triomphale de la jouissance et du pouvoir » !

Nietzsche, Stirner, sont des anarchistes, des individua-

(2) Dans les Universités Ouvrières, le Darwinisme est enseigné sur le même plan que le marxisme. On veut « dégriser » par cet enseignement, les cerveaux ouvriers de la mystique et des fumées de la création biblique. Il existe en U.R.S.S., dans les écoles supérieures, des chaires spéciales de darwinisme, à côté des chaires de marxisme.

(3) Dans ce sens aussi, le célèbre physiologue américain, le professeur Alexis Carrel, qui, après avoir examiné plusieurs centaines de chômeurs, trouva la plupart d'entre eux affligés de tares mentales, morales, physiques. Des *minushebetes*. Alexis Carrel : « L'homme, cet inconnu ».

listes à outrance, qui élèvent au sublime, la doctrine du « moi » (4).

Nous avons insisté un peu sur ces théories, car on a vu se poser le problème, si la persistance des classes moyennes, condamnées d'avance, par leur improductivité, leur stérilité ou même leur parasitisme social, ne pourrait pas s'expliquer par ces théories de paix sociale, confondue par certains avec la pitié sociale.

Sans anticiper sur un chapitre où nous examinerons d'une façon détaillée, les rapports entre l'Etat et divers groupements de classes moyennes, on n'a pas manqué d'avancer, que celles-ci, se maintiennent uniquement par des mesures artificielles, par une législation de classe. Cette législation, toute imbue de pitié sociale, serait aux yeux de certains, plus caractéristique encore, que celle tendant à favoriser la classe ouvrière.

SECTION 3. — *Critères de classification*

Il est certainement, beaucoup plus facile de procéder à une classification du règne animal ou végétal, que de classer les hommes.

En s'attachant à des caractères biologiques et anatomiques, on peut grouper les êtres vivants en non-vertébrés et vertébrés, par exemple. A leur tour, parmi ces derniers, on va distinguer, dans un ordre, allant du plus simple, vers le plus complexe, — les classes des poissons, des batraciens, des reptiles, des oiseaux et des mammifères. Et la classification peut continuer ainsi, par sous-classes, embranchements, familles, espèces, pour atteindre l'individu. Mais comment classer ces mammifères supérieurs de l'espèce du *homo sapiens* ?

En tenant compte de leur conformation biologique et anatomique, de la couleur de leur peau, par exemple, nous aurons les races connues : la race blanche, la rouge, la jaune et la noire, avec les innombrables nuances inter-

(4) Max Stirner : Der Einzige und sein Eigenthum.

médiaires. En nous fiant à la forme de leur crâne, nous aurons des dolicocéphales et des brachicéphales.

On pourrait classer encore les hommes, d'après leur taille : en grands et petits ; d'après leur poids : en lourds et légers ; d'après leur musculature : en forts et en faibles. Mais l'imprécision même des limites qui président à ce genre de classification et d'existence des innombrables catégories moyennes, qui ne peuvent y être comprises, nous montrent sa précarité et son inutilité.

« L'homme normal » sera ni trop grand, ni trop petit, ni trop gras, ni trop maigre, ni trop fort, ni trop faible.

*
**

Les tribus très primitives, celles qui ne connaissent pas l'écriture, et ne possèdent même pas des rudiments de leur histoire, ne connaîtront d'autre division en leur sein, que celle, toute naturelle, des sexes. Les caractères biologiques des sexes, détermineront leur fonction économique et leur position sociale. L'homme, plus fort, aura à remplir des travaux qui exigent une plus grande dépense d'énergie ; la femme sera cantonnée dans les occupations découlant de la maternité et de la vie domestique.

Mais au fur et à mesure, que les humains accèdent à une vie spirituelle plus développée, on s'aperçoit que les conditions physiques des individus comptent de moins en moins, et que des nouvelles conditions apparaissent, qui les diversifient. Ces conditions sont d'ordre moral, mais reposent sur la façon de vivre d'une société, à un stade quelconque de son évolution économique. C'est uniquement dans une société ayant atteint ce stade, de beaucoup supérieur à celui pur animal du primitif, que l'on peut chercher la notion de classe, de caste, d'ordre, de hiérarchie, dans le sens qui nous intéresse.

SECTION 4. — Origines raciales des classes

A en croire Marx, « toute l'histoire de la société humaine, jusqu'à ce jour, est l'histoire de la lutte des classes » (5).

En réalité, les classes ne sont apparues, que du jour, où cette société humaine avait atteint une forme de vie stable, ordonnée, en un mot, depuis la création de l'Etat. Dans un Etat seulement, fût-il réduit à sa plus simple expression, on peut trouver une élite et une masse, des dirigeants et des dirigés, ou, selon Marx, des exploiters et des exploités.

De l'origine, — sociale ou économique — que nous assignerons à cette division existante en toute société organisée, nous pourrions constituer la notion même de classe sociale.

Du point de vue racial, les classes dans la société antique, avaient à la base l'hérédité, donc le sang. Certaines tribus seulement, étaient aptes à former des dirigeants. De là, la division de la Société par des cloisons étanches, les castes (6).

Nous n'avons pas à nous occuper ici des théories raciales, en bonne partie sorties des plumes françaises. (7)

On a scientifiquement réfuté déjà les preuves « scien-

(5) Manifeste communiste, § 1.

(6) Dans nos sociétés modernes, on ne peut plus parler des castes dans le sens antique. Quelques auteurs ont émis l'opinion que les castes se perpétuent encore dans ce « *jus connubii*, qui veut qu'un bourgeois, même sans « lignée », ne puisse épouser une ouvrière, à moins que ce ne soit dans les romans-feuilletons.

(7) M. Gonnard, dans un article sur les Classes sociales, in Rev. Economique Internationale, Avril 1925, fait la constatation amusante, que parmi ces théoriciens de la race, des écrivains comme Boulainvilliers, Gobineau, Demoulin, Ponsard, il ne s'en est trouvé aucun pour attribuer la supériorité à la race française ou latine. Ils ont tous, de même que H.C. Chamberlain en Angleterre, relevé la supériorité de la race germanique. Inutile de dire, que ces auteurs, et surtout ce dernier, sont en très grande estime parmi les doctrinaires de la Révolution Allemande. Voir aussi le livre de M. Edmond Vermeil, portant ce titre.

tifiques » sur l'existence d'une race pure de tout mélange. A leur tour, les faits se sont chargés déjà, tout du long de l'histoire, de nous prouver qu'il n'y a pas de races supérieures. Si on peut affirmer que « l'histoire, jusqu'à nos jours est l'histoire des luttes de classe », — d'une façon beaucoup moins équivoque, il est soutenable, que l'histoire jusqu'à nos jours, n'est que l'histoire de l'ascendance et du déclin des civilisations humaines.

En nous gardant sur le seul domaine économique, l'histoire nous prouve aussi, que par exemple les Juifs, race considérée comme inférieure par les théoriciens de la race aryenne, ont joué un rôle de toute importance à la création du capitalisme moderne (8).

Peut-on soutenir alors, que la race aryenne et plus spécialement sa branche la plus pure, la race germanique, détient seule les qualités d'organisation, de courage, de hardiesse, d'esprit d'initiative, nécessaires pour régénérer le monde ?

SECTION 5. — *Définitions économiques et sociales des classes*

Nous nous attarderons un peu plus longtemps aux diverses définitions qui se basent sur des critères plus précis : des critères économiques, ou des critères économiques et sociaux, en général.

Ces théories prennent comme origine des classes, la division sociale du Travail, ou la définition du Travail social, ce qui revient au même. Cependant, si les économistes se sont arrêtés à la division du travail, les socialistes, eux, ont fait découler de celle-ci, la notion de plus-value. L'accumulation des capitaux, et des richesses, effet de la plus-value capitaliste, serait la cause de l'inégalité des conditions et donc des classes.

Si l'on admet ceci, il s'ensuit, en raisonnant toujours suivant la théorie marxiste, que la plus-value existe depuis

(8) Werner Sombart. Die Juden und das Wirtschaftsleben.

tous les temps dans la production, puisque l'existence des classes créées par elle, nous est révélée, à travers « toute l'histoire de la société humaine, jusqu'à nos jours », par leurs luttes mêmes.

Cette plus-value ne serait donc pas l'apanage de la société capitaliste, à moins d'admettre que la production capitaliste était aussi celle du moyen âge féodal ou de l'Antiquité esclavagiste. En pratique, les socialistes eux-mêmes, voulant serrer de plus près cette notion de classes sociales, ont abouti à des définitions qui engloberont bien d'autres éléments que la plus-value.

Ainsi Lénine, définit les classes sociales comme des groupements qui se distinguent :

- par leur place dans la production sociale ;
- par les rapports — le plus souvent fixés par la loi avec les moyens de production ;
- par leur rôle dans l'organisation sociale du travail ;
- par les moyens dont elles perçoivent leur part de la richesse sociale (9) ;
- par la grandeur et l'utilisation de cette part de richesse.

A peu près les mêmes termes seront employés par Ch. Andler dans son commentaire sur le Manifeste Communiste (10). « A l'origine des classes, dit-il, il y a la forme de la production économique. La condition sociale de chacun, dépend de la place qu'il occupe dans cette production. »

« Etre capitaliste, disait Marx, dans son Manifeste, ce n'est pas seulement occuper une situation personnelle, c'est occuper une situation sociale dans la production. »

« La situation sociale dans la production », cela signifie que pour Marx aussi, l'économique et le social sont inséparables.

(9) Lénine doit penser ici au salaire, à la rente, à l'intérêt, au dividende, au profit, etc. Dans le même sens la définition de Gide. V. plus loin.

(10) Ch. Andler : Introduction au Manifeste communiste, Paris 1901.

Le mot *social* seul, englobe tous les critères nécessaires à une définition acceptable des classes sociales. Nous le retrouvons dans la définition de Sombart. La classe est, pour Sombart, « un certain nombre d'individus, ayant les mêmes intérêts économiques, intéressés par conséquent à un certain mode de production et de distribution dans une organisation *sociale* donnée ». (11)

D'après Gide, les classes sociales ne résultent point des rapports existant entre les facteurs de la production, mais bien elles se parent du titre que ces facteurs invoquent au partage. Ce ne sont pas des classes de producteurs, mais bien, des classes de copartageants. (Il dit catégories de copartageants). De cette conception, Gide tire une définition très simple des classes sociales. Celles-ci seraient « des groupes de population importants, qui, réunis dans une communauté d'intérêts, invoquent les mêmes titres au partage » (12).

Il faut reconnaître que si la simplicité d'une définition constitue sa qualité première, celle de Gide est remarquable. Et cela d'autant plus, que cette concision n'enlève rien à sa clarté.

Pour M. Gonnard, « Une classe est un groupement d'hommes, ayant conscience d'un certain genre de vie en commun, d'une certaine similitude de besoins, d'aspirations, d'une attitude semblable vis-à-vis des problèmes pratiques et même idéaux, que propose la vie, d'un degré de culture générale comparable, ou du moins orientée dans le même sens ; un groupement d'hommes qui hiérarchisent de même les buts de l'existence, qui cotent de même les valeurs, qui, par conséquent, tendent à se modeler sur les mêmes manières, le même code de l'honneur et par suite le sentiment d'une certaine solidarité plus étroite, les englobant à l'intérieur de la nation et les agrégeant plus ou moins à des groupes extra-nationaux similaires » (13).

Mlle M.-L. Ferré, veut concentrer cette définition pro-

(11) W. Sombart, « Le socialisme, et le mouvement social au XIX^e siècle ». Paris 1898, p. 3.

(12) Gide, Cours, 1^o éd. 1931, T. II, p. 182.

(13) R. Gonnard, art. cité de la Rev. écon. intern. p. 67.

lyxe dans une autre plus succincte, mais, à notre avis, trop incomplète, à moins de comprendre, encore une fois, dans le mot *social* tout ce qui peut avoir rapport à la vie en commun. Elle nous propose la définition suivante : « La classe est l'ensemble des individus *socialement* assimilables les uns aux autres, en éliminant les causes de distinction qui tiennent à l'âge, au sexe ou à la profession. » (14). Elle eût dû ajouter, pour être plus complète, dans le sens de M. Gonnard, « et à la nationalité ».

C'est donc pour M. Gonnard la *conscience*, un état psychologique, qui seule peut former le ciment d'une classe. La conscience de classe est la résultante des éléments fort variés. Le genre de vie, les aspirations identiques, l'attitude envers les problèmes pratiques ou même idéaux, la culture générale, la hiérarchie des valeurs spirituelles, la communauté des préjugés, le code de l'honneur, — voilà autant d'éléments très réels, certes, mais combien difficiles à préciser ! Et il s'agit d'en faire la base d'une division sociale !

Quant à l'internationalisme des classes, il est, lui aussi, un état d'âme, une conscience. Cet internationalisme est cependant plus prononcé pour les classes cultivées, qui, par dessus les frontières nationales, peuvent se comprendre mieux que les classes ouvrières ou paysannes. Elles pâtissent moins de la difficulté résultant de la diversité des langues. On dit communément, qu'avec la connaissance d'une ou deux langues, le français et l'anglais, par ex., on peut se retrouver en n'importe quel coin du globe.

La mécanisation de la vie, d'autre part, — cette mécanisation qui s'installe inexorablement partout, — contribue, elle aussi, à l'uniformisation de l'existence. C'est un lieu commun littéraire, ce *spleen* du « globe-trotter » qui retrouve sous toutes les latitudes les mêmes hôtels ; avec les mêmes ascenseurs, les mêmes salles de bain, téléphones, les mêmes pourboires, etc.

L'internationalisme des classes ouvrières, par contre, apparaît comme purement sentimental et déclamatoire. « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », et « Les Pro-

(14) M. L. Ferré : Les classes sociales..., op. cit., p. 51.

létaires n'ont pas de patrie ». L'énoncé même de ces « slogans » indique que ce sont plutôt des desiderata, des invitations, que des réalités (15).

(15) Le livre de M. de Man : « Au delà du marxisme », traite amplement ce problème, en fait même son leit-motiv. Pour M. de Man, sur ce point encore le marxisme doit être revu et corrigé, ou même, suivant l'expression de prédilection de l'auteur, dépassé.

La classe n'est pas une notion économique, nous dira M. de Man, elle est une notion sociale, à l'origine même, une notion politique (p. 294).

M. de Man constate que le nationalisme est une réalité surtout pour la classe ouvrière. L'éducation internationaliste de celle-ci ne se fait pas par la simple répétition machinale des mots d'ordre du Manifeste communiste, mais bien par des échanges et des liens de plus en plus fréquents, — comme c'est le cas pour la grande bourgeoisie — des ouvriers des divers pays. Ces contacts ne devraient pas se restreindre aux congrès ouvriers internationaux, mais s'élargir au contraire, sous la forme des contacts journaliers, dans l'usine, au bureau ; dans les lieux de travail et d'habitation.

Or, l'ouvrier a sa vie limitée au « coron » où il est né et où il mourra, la plupart du temps continuant le métier de mineur de son père. Il s'attache au petit bout de jardin, à sa femme et ses enfants, à quelques loques et vieux bibelots, il se crée une patrie de riens.

Le sentiment national des ouvriers de divers pays est une réalité. Le travail socialiste, devrait consister précisément à le déraciner, à extirper ce sentiment. Dans les congrès internationaux on fait grand cas de l'internationalisme de la classe ouvrière, mais cela faisant, on est rarement sincère, car on connaît la puissance du sentiment national chez les ouvriers.

Al M. de Man de nous rappeler l'important Congrès international qui avait lieu à Bruxelles à la veille de la Grande Guerre. On y faisait les habituelles déclarations sur la solidarité et l'unité internationale de la classe ouvrière qui ne connaît pas de frontières. Cela n'a pas empêché, en apprenant l'ordre de mobilisation générale, les délégués allemands, français, tchèques, autrichiens, etc., de rentrer en hâte chez eux. Ils vont faire la guerre 4 années durant et participer même en qualité de ministres, dans des gouvernements qu'ils avaient traités de capitalistes.

Ces constatations amènent de l'amertume sous la plume de l'auteur, car, c'est mentir la classe ouvrière que de lui cacher des réalités comme celle-ci. Le parti socialiste, dit-il, qui, dans ses rapports avec les autres partis socialistes, cacherait la puissance du sentiment national parmi ses membres, « serait aussi malhonnête qu'un homme d'affaires qui, concluant un contrat avec un autre, tairait qu'il est déjà lié avec un tiers par un autre contrat, qui limite sa capacité de prendre des obligations nouvelles ».

Or, nous verrons par la suite, que ce sentiment d'attache à une nationalité, un des éléments qui composent la conscience de classe, est bien plus réel encore, chez les classes moyennes.

Mais pour revenir à nos définitions, nous nous gardons de dire qu'elles nous paraissent insuffisantes. Une définition comme celle proposée par M. Gonnard, par exemple, comme les définitions socialistes elles-mêmes, contiennent tout ce qui est requis pour former la notion de classe sociale.

Mais elles nous laissent encore dans le vague, précisément à cause de leur trop large généralisation.

Ce genre de définitions, et surtout les définitions marxistes, soulèvent les critiques d'Othmar Spann, ancien professeur à l'Université de Vienne (16).

Spann analyse brièvement la doctrine de l'interprétation matérialiste de l'histoire et la théorie de la lutte des classes qui en découle d'une manière inexorable. Il se révolte contre le fait, que les économistes de toutes nuances, — libéraux ou socialistes — succédant à Marx, aient pu se laisser influencer par ces théories « qui emplissent aujourd'hui tout écrit traitant des classes sociales » (le sien y compris, *nota mea*).

Il résume ainsi les caractéristiques qu'il a pu tirer de l'examen de ces théories groupées par lui sous l'épithète d'« individualistes » pour leur opposer son point de vue, « universaliste ».

1° La classe est un ensemble d'individus de la même condition ;

2° La même condition est créée d'abord par les circonstances économiques ;

3° Les classes apparaissent, examinées sous l'aspect de leurs rapports au sein de la production, comme antagonistes. D'où, nécessairement, la notion de lutte entre les classes, de distinction entre les classes dominantes et dominées, entre classes dirigées et classes dirigeantes ;

(16) Dans son article *Klasse und Stand*, in *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, 1923, vol. V, pp. 692-705.

4° Une classe ne peut atteindre sa suprématie que par l'écrasement des autres classes, rendues inférieures, réduites à l'impuissance ;

5° L'idéal de telles doctrines, qu'elles fussent individualistes libérales, ou individualistes socialistes (l'accouplement des deux termes fait plutôt bizarre, *nota mea*) c'est une société sans classes.

Les libéraux nieront avant toute autre argumentation, l'existence des classes. La production en régime de liberté ne peut créer d'autres distinctions parmi les facteurs de l'économie, que les divisions professionnelles, imposées par la division et la multiplication des tâches.

Les socialistes soutiennent cette existence, mais souhaitent la disparition des classes. Ils attendent que cette disparition se produise par l'évolution ou la révolution, par un changement des rapports dans la production, changement aboutissant à l'abolition des classes.

Or, nous dira Othmar Spann : « une société reposant sur la lutte des classes et aspirant à leur disparition, ne peut être une société normale. La lutte, le conflit, la prétendue opposition entre dominants et dominés et l'écrasement de ces derniers par les premiers, dénote plutôt un état maladif qu'un état de santé sociale ». Or, est-ce possible que l'humanité ait pu languir dans cet état morbide, depuis que le monde est monde, puisque « l'histoire de toute société, à nos jours, est l'histoire de la lutte des classes ».

Et l'auteur, d'opposer à cette conception individualiste la *théorie universaliste*, beaucoup plus large. A la base des rapports sociaux ne se trouvent pas les intérêts économiques, mais bien le commerce social (*Handeln*).

Ce *commerce*, dans le sens usité dans le français classique et parfois encore de nos jours, représente un besoin essentiellement spirituel. C'est le besoin de l'homme de s'approcher de l'homme, pour lui faire partager ses peines, ses joies, ses souffrances (17).

(17) La conception universaliste de Spann s'éclaire singulièrement quand on la rapproche d'un passage du roman « Jean-Christophe » de Romain Rolland. Nous nous excusons d'intercaler dans une étude

« Ce ne sont pas les modes de production et la division du travail, s'écrie Spann, qui engendrent les classes ; mais c'est au contraire la vie spirituelle des individus qui impose des rapports économiques déterminés, qui groupe les individus suivant leurs affinités. On ne peut pas parler d'infrastructure économique et de suprastructure historique et politique, quand cette dernière créée par les conditions spirituelles de la vie, détermine très souvent l'autre. » (18).

Comme on voit, toute l'opposition se résume à l'admission ou à la répudiation de la théorie de l'interprétation matérialiste de l'histoire.

Il n'est pas lieu de reprendre ici une discussion vieille comme le monde et qui durera peut-être autant que lui.

Avant de passer plus loin, nous allons donner encore quelques définitions.

« Le nom de classe sert dans la sociologie, pour indiquer un groupe d'individus tirant son unité non point de leur origine, du lieu où ils sont fixés, ou de leur religion,

économique des citations littéraires ; elles nous paraissent trop intéressantes pour les laisser de côté.

En parlant de la vie sociale dans une de ces innombrables grandes villes de province allemandes, l'auteur trouve que « l'âme y est ficelée par le triple corset de la ville, de la caste et de l'association ». « Dans les villes d'Allemagne, on vit ligoté dans une multitude de *Vereine* de toute sorte ». Dans la ville dont il parle « on en comptait plusieurs centaines et leur nombre augmentait chaque année. Il y en avait pour toutes choses : pour la philanthropie, pour les œuvres pieuses, pour les œuvres commerciales, pour les œuvres pieuses et commerciales à la fois, pour les arts, pour les sciences, pour le chant, pour la musique, pour les exercices spirituels, pour les exercices physiques, pour se réunir tout simplement, pour se divertir ensemble. Il y avait des *Vereine* de quartier, de corporations, il y avait pour ceux qui avaient le même état, la même fortune, qui pesaient le même poids, qui portaient le même prénom.

« On disait qu'on avait voulu former un *Vereine der Vereinlosen* (de ceux qui n'appartenaient à aucun *Vereine*). On n'en a pas trouvé douze membres. » Jean Christophe IX, pp. 189, 190.

Il faut rapporter de cela, la vie en clubs à la mode anglo-saxonne et américaine et la toute différente « vie en famille » si spécifiquement française et surtout si spécifique aux classes moyennes de France.

(18) *Encyclopedia Italiana*, vol. X₂ art. Classe, p. 531.

mais uniquement d'une communauté de leur situation économique ; dans la possession de certains moyens et richesses, dans l'exercice de métiers ou d'une profession. »

Ou encore cette autre de Gustav Schmoller, citée par Spann dans le « Handwörterbuch der Staatswissenschaften ». « Les classes sont des groupements sociaux dans lesquels les individus ne sont pas liés par le sang, leur race, leur parenté, leur religion ou leur appartenance à une circonscription territoriale déterminée : commune, canton, province ou pays ; mais bien par la ressemblance ou l'identité de leurs conditions de vie, de leur travail. Ils sont liés aussi par la place qu'ils occupent dans l'ordre économique et dans la hiérarchie de l'Etat, par des intérêts de toute sorte, qui se traduisent par l'extériorisation d'une conscience commune. »

Et pour finir, cette définition dans laquelle M. L'homme s'efforce de réunir les deux éléments qui lui paraissent inséparables : le côté psychologique, spirituel et le côté économique, matériel. Il appellera classe sociale « un groupe humain qui, ayant une fonction à remplir en commun, en a conscience et fait ce qui est en son pouvoir pour la remplir en effet. (19)

L'auteur réalise que sa définition risque de rester incomprise, car elle est assez vague et il croit nécessaire de la commenter et en faire ressortir le contenu. De ces commentaires il résulte :

1° qu'il ne suffit pas de regarder à la grandeur d'un revenu pour classer une personne, autrement que du point de vue fiscal ; qu'il faut examiner encore l'emploi qui est fait de ce revenu ;

2° qu'il ne faut pas confondre la classe avec :

a) le parti politique « formation qui exerce son activité sur un plan qui n'est ni purement social, ni purement économique ».

Un parti peut réunir des membres appartenant économiquement à plusieurs classes. La conscience de parti est

(19) L'homme « Problème des classes », op. cit., p. 82.

moins forte que la conscience de classe ; ne serait-ce que parce qu'elle n'a pas l'occasion de se manifester que d'une façon intermittente, à l'occasion des élections surtout. La conscience de classe, elle, est permanente ;

b) avec la *caste* — notion correspondant à un ordre social qui n'est plus celui des sociétés modernes ; de même que

c) *l'ordre ou l'Etat*, qui sont des « formations statiques », tandis que la classe est une « formation dynamique ». Les ordres ou les états (en allemand encore aujourd'hui, *Stand*, plus employé que *Klasse*) ont les frontières fixées par des statuts, par des ordonnances. Ainsi dans la société féodale et précapitaliste en France, avant la Révolution.

Les classes au contraire, sont le résultat de l'abolition même de ces ordres, le fruit du régime de liberté et d'égalité instauré sur leurs ruines ;

3° que l'élément *conscience de classe* est inséparable de la notion. Cette conscience se manifestera, pour une classe arrivée au terme de sa croissance, par

- a) une forte solidarité,
- b) un lien national et même international,
- c) une organisation politique.

En ce sens, il n'y a d'après M. Lhomme dans les Etats modernes, que deux classes qui possèdent d'une façon bien apparente tous ces caractères : le prolétariat et la bourgeoisie. Et encore cette dernière d'une façon beaucoup plus inconsistante que le prolétariat.

La petite paysannerie qui possède pourtant une identité d'intérêt assez évidente, n'a pas réussi encore à se donner cette conscience de classe.

CHAPITRE II

LE NOMBRE DES CLASSES ET LEURS RAPPORTS ENTRE ELLES

SECTION I. — *Généralités*

Nous admettons volontiers, avec Durkheim, que « le premier pas du sociologue doit être de définir les choses dont il s'occupe, pour savoir et bien le savoir, de quoi il s'agit (1) ».

Avons-nous réussi, en présentant les diverses définitions qui précèdent, à laisser dans l'esprit du lecteur une notion suffisamment claire ? Nous l'espérons. Nous espérons aussi que l'impression d'être un peu vague et nébuleuse, l'exposé qui va s'ensuivre, aidera à l'éclairer un peu plus.

En effet, il nous faudra regarder très brièvement, avant d'aborder le chapitre traitant plus amplement les classes moyennées seules, — le problème du nombre des classes dans la société contemporaine. Cette étude placera mieux dans leur cadre les classes moyennes, et fera ressortir le fonctionnement et le rôle qu'elles assument dans le milieu économique et social actuel.

SECTION 2. — *Division bipartite des classes, selon les socialistes*

Par une belle symétrie de leur exposé, Marx et Engels auraient voulu, dans le « Manifeste », cristalliser l'aspect de la société capitaliste, dans l'opposition totale entre deux

(1) Durkheim : Les règles et les méthodes sociologiques, 3^e éd.
p. 44.

classes : la bourgeoisie et le prolétariat. Cependant, en développant cette idée, ils seront amenés à s'occuper d'une troisième. Ils seront embarrassés, comme tant d'autres après eux, à donner une consistance à ces couches intermédiaires. Ils les traiteront comme un résidu, résultant des frottements continus qui se produisent entre les deux premières. Ils nous parleront tantôt de petite bourgeoisie, tantôt de classe moyenne ou petite paysannerie.

D'après Charles Andler, un des commentateurs du « Manifeste », Marx n'entrevoit pas seulement les deux classes, avec, — entre elles, — une troisième, beaucoup moins précise. Il trouve dans la société 4 classes dont deux montantes et deux descendantes.

Les classes montantes sont :

1° la bourgeoisie, dont le pouvoir va en croissant, grâce à la concentration des richesses et de la production ;

2° le prolétariat, qui par les mêmes causes, grossit en nombre, mais aussi en misère, jusqu'au jour où, l'équilibre se trouvant rompu entre cette classe et les exploiters de plus-value, l'expropriation de ceux-ci deviendra un événement fatal.

A côté de ces deux classes en plein essor du temps de Marx, continuent à languir deux autres classes, qui méritent à peine ce nom :

3° la noblesse, ruinée par l'éloignement du pouvoir, à partir de 1789. Elle donne de temps en temps des sursauts de vie, (la Restauration en France) mais abandonne partout ses positions ;

4° la petite bourgeoisie, qui succombe dans la lutte de la concurrence ; pour laquelle elle n'est pas armée.

On peut se poser la question, dans quelle mesure ce schéma de l'évolution des classes dans le régime capitaliste de l'Occident, a abouti aujourd'hui, un siècle après qu'on l'eut établi ?

La noblesse est tombée en effet au rang de la petite bourgeoisie, ou alors, « en faisant dorer son blason », elle s'est alliée à la Haute bourgeoisie.

Werner Sombart nous cite dans « Le Bourgeois », une

multitude d'exemples de ces nobles, qui déjà bien avant la Révolution, se consacrèrent aux arts et aux manufactures.

La petite bourgeoisie dont nous avons à nous occuper plus loin, sous l'épithète de classe moyenne est peut-être légèrement modifiée dans ses éléments urbains, mais dans un pays comme la France, elle reste encore bien debout dans les campagnes.

Le prolétariat a grossi en nombre, mais certainement pas en misère. Il ne se nourrit pas exclusivement d'idéal révolutionnaire et manifeste un dangereux penchant pour une vie plus aisée, plus embourgeoisée. Il pratique les méthodes réformistes pour obtenir des conditions matérielles améliorées : hauts salaires, assurances sociales, congés payés, etc.

Le schéma de la Révolution catastrophique était bon pour 1847, l'année de publication du « Manifeste » : Il était bon peut-être pour les débuts du capitalisme (Hochkapitalismus). A cette époque, le prolétariat avait en face de lui le capitaine de l'industrie naissante. Ce personnage était un homme dur, intransigeant, combattif, hardi et insatiable. L'Etat jugeait bon de se tenir à l'écart de ce qui se jouait dans l'arène économique. Il n'avait pas à intervenir. N'avait-on pas aboli tous les privilèges et les entraves à la production et même le droit d'association ? C'était donc le régime de la liberté absolue. Mais l'Etat sera appelé bien vite à se mêler aux affaires. Son intervention dans les domaines les plus variés de l'Economie, aurait fait pousser de hauts cris à des théoriciens du libéralisme classique. Leurs successeurs ne manquent pas de protester encore de nos jours, contre ces immixtions.

Cependant, les interventions de l'Etat ne sont pas de nature à énerver les néo-libéraux seuls ; elles trouvent leurs plus ardents détracteurs parmi les successeurs de Marx, aussi bien que parmi les syndicalistes.

Le représentant le plus typique de ces courants, est pour la France Georges Sorel. Sorel réunit même les deux doctrines : la syndicaliste, d'inspiration proudhonienne et la marxiste, dans son livre « Réflexions sur la violence ». Sorel eut aimé, pour hâter le fatal conflit prévu par Marx, que le prolétariat trouvât en face de lui une bourgeoisie

hardie et combattive. Or, Sorel constatait avec amertume, que petit à petit, cette bourgeoisie perd la combattivité et la hardiesse qui faisaient sa grandeur dans la phase héroïque. « L'argent dilue et désarme les meilleures énergies ».

Le réformisme et l'embourgeoisement pour les dirigeants ouvriers entichés de parlementarisme ; la politique de concessions et de « lâcher du lest », pour la bourgeoisie, — suscitaient le mépris et l'indignation de ce nouveau Luther du marxisme et du syndicalisme. Pour sortir de ce marasme dans lequel on s'embourbait et qui eut renvoyé la Révolution « *ad Kalendas graecas* », comme disait en même temps Lénine, — Sorel ne voyait qu'un seul moyen : la violence. Il s'proposait de donner un nouvel éclat à la violence, en l'érigant à la hauteur d'un mythe. Il tournait le regard autour de lui et se laissait saisir d'une grande amertume de constater que le prolétariat pourrait se laisser submerger dans « la cloaque » du réformisme parlementaire. Car à ses yeux, le prolétariat seul avait conservé encore certaines vertus ascétiques, qui auraient pu constituer un noyau pour la régénération sociale.

Les mêmes constatations s'emparent des cerveaux de quelques doctrinaires d'Allemagne (2) et même de Russie (3) ; encore que ces doctrinaires regardent les choses sous un autre aspect. Car Sorel limitait la corruption à une seule classe, la bourgeoisie, et ne voyait de régénération possible que de la part du prolétariat et du monde ouvrier. Lui seul cultive encore les vertus ascétiques — les mêmes qui avaient sauvé le Christianisme. Le Christianisme aussi, lorsqu'il devint la religion des riches, fut menacé d'être pollué par le paganisme. Le prolétariat romain et grec seuls le sauvèrent.

Tandis que les doctrinaires auxquels nous venons de faire allusion, eux, ils entendaient cette décadence à la société occidentale tout entière. Ils ne voyaient de salut pour

(2) Oswald Spengler : *Das Untergang des Abendlandes*, et les théoriciens de la Révolution allemande en général. Voir le livre cité de M. Vermeil, *Les doctrinaires...* etc.

(3) Tous les écrits de Tolstoï ; de même ceux des théoriciens *narodniki*. Voir par la suite.

elle que dans un fort apport de sang de la part des peuples neufs et moins usés, dont ils faisaient partie.

Il ne manque pas, même parmi les écrivains socialistes français, des théoriciens à souhaiter que cette régénération ait lieu. Ainsi Ed. Berth se demande qu'est-ce la France ? Il trouve qu'elle est « un pays de célibataires et de fils uniques, pays sans enfants et qui considère comme du lapinisme de la plus grossière espèce d'en avoir plus de trois par famille ; pays de rentiers, de fonctionnaires, de petite bourgeoisie routinière, de paysannerie individualiste et farouchement renfermée sur soi-même ; pays de ploutocrates, où la grande presse et les grandes banques, alliées, font la loi et gouvernent, une soi-disant démocratie ; la France apparaît comme un pays au fond anémié, épuisé, qui vit sur son passé de gloire. Au fond, nous aurions besoin, une fois de plus, d'être fécondé par le robuste et puissant sang germanique » (4).

Ce pessimisme qui doit être rapproché d'autres manifestations semblables dont nous ferons état en nous occupant plus spécialement des classes moyennes, dénote un « mal du siècle » qui a existé, qui continue peut-être de nos jours.

Sans s'en soucier, la société suit son chemin, et ce sera là la conclusion à laquelle aboutira notre étude.

SECTION 3. — *Autres divisions des classes*

La division des classes avant l'ère capitaliste a été bi ou tripartite, suivant le point de vue que l'on adopte. « Dans l'ancienne Rome, les patriciens, la plèbe et les esclaves ; au moyen âge les seigneurs, les vassaux, les maîtres-artisans, les compagnons, les serfs... » (5)

L'Ancien Régime connaît les trois ordres de la noblesse, du clergé et du tiers-état. Lorsque ces ordres furent abolis ou décrétés égaux en droit, à la suite de la Révolu-

(4) Ed. Berth. : *Guerre d'États ou guerre des classes* ? 1924, p.357.

(5) *Manif. Comm.*, § 1.

tion de 1789, les auteurs ne surent plus à quels cadres s'attacher pour une classification.

Saint-Simon divisera les hommes du point de vue économique en « industriels » et « oisifs ». Utopiste, il voudrait une société nouvelle : « l'industrialisme », dans laquelle les oisifs auraient disparu. « Tous ceux qui forment le Gouvernement : tous les ministres d'Etat, avec ou sans département, les membres des familles régnantes, les conseillers d'Etat, tous les maréchaux, cardinaux, archevêques, évêques, grands vicaires et chanoines ; tous les préfets et sous-préfets, tous les employés des ministères, tous les juges et en dessus cela les dix mille propriétaires les plus riches parmi ceux qui vivent noblement » ; tous ils pourraient disparaître un jour, « sans causer d'autre chagrin que sous le rapport sentimental » (6).

Il n'en serait pas de même de la disparition éventuelle des savants, des industriels, des banquiers, des ouvriers, qui laisserait la société désarmée.

Saint-Simon ne réalisait pas que la plupart de ces oisifs qu'il condamnait à mort (on lui intenta un procès pour cet écrit considéré comme incendiaire à l'époque, mais il fut acquitté), se trouvaient simultanément graciés et dignes d'être laissés en vie. Car plus d'un parmi eux, pouvait être en même temps, oisif et industriel, voire industriel et chef d'Etat ou ministre ; ou, comme de nos jours, ouvrier et fonctionnaire.

Johann Gottlieb Fichte avait adopté déjà une classification analogue. Il distinguait dans l'économie d'un Etat trois classes actives :

- 1° La classe des producteurs.
- 2° La classe des transporteurs.
- 3° La classe des marchands.

En marge de ces classes vivait en quelque sorte, la classe des artistes, comparables aux « oisifs » de Saint-Simon (7).

(6) Saint-Simon : L'organisateur, 1819, pp. 19-20. D'après Gide et Rist : Hist. des Doctr. Econ., p. 241.

(7) Joh.-Gottlieb Fichte : Das geschlossene Handelsstaat, 1800, cité par M. Lescure dans son cours pour le Doctorat 1939-1940.

P.-J. Proudhon si fécond en idées originales par d'autres côtés, ne nous semble pas avoir apporté une lumière nouvelle dans la définition et le nombre des classes, dont nous nous occupons. On sait que la doctrine sociale de Proudhon, sur laquelle nous reviendrons plus largement par la suite, s'oppose tout à la fois aux théories des économistes, défenseurs de la propriété privée et aux projets des réformateurs socialistes-utopistes. Elle constitue une tentative de conciliation de l'idée d'égalité niée par les uns, et de l'idée de liberté méconnue par les autres (8).

En ce qui concerne les classes sociales, M. Pirou retrouve les idées de Proudhon exprimées d'une façon plus systématique dans l'ouvrage que celui-ci publia en 1860, intitulé : *La Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*. Nous disons « d'une façon plus systématique », car tous les écrits de Proudhon — de son « Premier mémoire sur la Propriété » (1840) qui lança le « slogan » célèbre : « la propriété c'est le vol », jusqu'à sa correspondance, — en sont pleins.

Proudhon distingue dans la Société deux classes : la bourgeoisie et le prolétariat. La bourgeoisie du temps de Proudhon se compose :

1° de ceux qui vivent surtout du fermage de leurs terres, de loyer de leurs maisons, de l'intérêt de leurs capitaux, des bénéfices de leurs entreprises et qui s'opposent aux prolétaires, lesquels vivent du produit de leur travail personnel ;

2° de petits industriels, artisans, fabricants, boutiquiers, cultivateurs, etc., établis à leur compte ;

3° de ceux des ouvriers ou employés, dont le revenu dépasse d'une certaine quantité, le revenu moyen de la Nation (9).

Pour la bourgeoisie, Proudhon professe un profond

(8) Gaétan Pirou : *Proudhonisme et Syndicalisme révolutionnaire*, thèse, Paris 1910.

(9) Proudhon : *La Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, II, p. 6, 159. Cité par M. Pirou dans sa thèse, p. 124.

mépris (10). Il lui reproche d'envisager toute chose sous l'aspect utilitaire et de se faire de la vie une conception plate et terre-à-terre.

« Le bourgeois apprécie le bien, le beau, le juste, le vrai, le saint, d'après la valeur vénale des objets. »

Cette bourgeoisie commence à se scinder déjà du temps de Proudhon. Il remarque que la première des trois catégories qui la composent s'est transformée en haute bourgeoisie ou féodalité industrielle. Quant aux deux autres catégories qui constituent la basse bourgeoisie ou classe moyenne, leur sort n'est pas trop enviable : « Attaquée de front par la hausse des salaires et le développement de la société anonyme ; sur les flancs par l'impôt et la concurrence étrangère ou libre échange » (11), la classe moyenne va s'éteignant de jour en jour ; elle est fatalement destinée à se résorber dans le prolétariat.

Nous passerons en revue, un peu plus loin, ces théories sur la prolétarianisation de la classe moyenne, qui depuis Marx n'ont cessé de se répéter.

Bornons-nous à constater ici, que Proudhon est incontestablement influencé, lui aussi, par le Manifeste communiste, même s'il n'en fait pas allusion. Les deux auteurs, Marx et Proudhon, avaient eu plusieurs rencontres avant et après sa publication en 1847. Elles ne suffirent pas pour élucider les différences qui opposaient ces deux hommes, dont on a dit souvent qu'ils représentaient, respectivement, l'esprit gallo-romain et l'esprit germanique, Marx écrit contre lui sa « Misère de la philosophie ». La brochure prétendait répondre aux deux copieux volumes du « Système des Contradictions économiques ou Philosophie de la misère », que Proudhon avait fait paraître en 1845 (12).

Après Marx, quelques auteurs ne se tinrent pas satisfaits de sa classification trop schématique et tendancieuse et cherchèrent à classer les hommes, du point de vue de la

(10) Nous avons vu qu'il s'était transmis à Sorel. Sorel nous est souvent présenté comme le continuateur de Proudhon.

(11) *La Justice*, op. cit., pp. 6, 159. Cf. Pirou, thèse citée.

(12) Il devait répondre de même plus tard à Eugène Dühring et à Herr Vogt.

hiérarchie qu'ils occupent dans la société politique. Ainsi, Arthur Bauer ne distingue pas moins de 14 classes dans la société moderne. Il fait de celles-ci trois groupes, dont le premier détient le pouvoir temporel, le second le pouvoir spirituel, et le troisième, sur lequel s'exerce ce pouvoir.

Voici le schéma des classes, d'après Bauer :

1 ^{er} GROUPE	2 ^e GROUPE	3 ^e GROUPE
Pouvoir temporel	Pouvoir spirituel	Gouvernés
1. Législateurs.	6. Prêtres.	8. Paysans
2. Chefs d'Etat.	7. Maîtres de l'opinion.	9. Patrons.
3. Juges.		10. Ouvriers.
4. Agents exclusifs.		11. Commerçants et Financiers.
		12. Transporteurs.
		13. Pauvres.
		14. Criminels.

Il n'y a pas lieu d'insister sur l'absurde de cette classification qui ne respecte même pas cette règle primordiale de logique, exigeant qu'une classification se fasse entre des éléments de la même espèce. On ne saurait diviser les hommes en blonds et en catholiques ! Une société ne peut se composer de paysans et de patrons, quand dans une même personne peuvent se trouver réunies les deux catégories (13).

SECTION 4. — *Définition strictement économique des classes, d'après Gide*

Enfin, Gide, se propose d'atténuer aussi, ce qu'a de trop tranchant la division bipartite des classes sociales. Le socialisme, dira en substance Gide, ne voit que deux classes en lutte. Mais sa classification est factice. Elle tend à pousser les deux classes au conflit.

Si on se rappelle, Gide avait insisté sur l'élément répar-

(13) Arthur Bauer : Les classes sociales. Analyse de la vie sociale. Paris, Giard et Brière, 1902, pp. 142, 145.

tition et sur la source des revenus, comme seuls capables de grouper les individus en classes ; or, des conflits peuvent surgir entre des individus qui cependant devraient être solidaires, comme faisant partie de la même classe.

Ainsi parmi les copartageants groupés sous le nom de classe capitaliste, classe moyenne ou classe prolétaire ; et parmi les deux premières surtout, il existe une infinité de conflits d'intérêts, parce que les sources de leurs revenus ne sont pas identiques. La classe la plus homogène est sans doute, la classe ouvrière, parce qu'elle tire ses moyens d'existence uniquement de son salaire.

Parmi les patrons, « l'histoire de tous les pays montre que le propriétaire foncier et le capitaliste proprement dit, ont généralement des intérêts très différents. Dans la vie politique, cette différence est apparue dans l'antagonisme connu entre les libéraux et les conservateurs, les rouges et les blancs, les Whigs et les Thories. En Angleterre cet antagonisme a revêtu sa forme classique et a donné lieu à une vie parlementaire typique, avec la Chambre des Communes et la Chambre des Lords. Lors de la grande bataille pour le libre échange, au commencement du siècle dernier, les industriels se mirent du côté des ouvriers pour faire abroger les lois sur les blés. Plus tard ce sont les propriétaires fonciers qui, prenant leur revanche, se rangent avec les ouvriers, pour faire passer la législation des fabriques. »

Ce conflit se produit aussi et à la même époque, en France, mais sous une forme moins saillante, car l'industrie ne s'y développait pas au rythme de l'industrie anglaise. En France aussi, la bourgeoisie industrielle et manufacturière des communes se trouva l'alliée de la paysannerie et des ouvriers dans le Tiers-Etat, pour faire abolir la propriété féodale et la monarchie absolue.

Et plus tard, lorsque l'aristocratie foncière se vit réduite à la ruine, elle se rangea à son tour, du côté des ouvriers pour faire passer les premières lois industrielles.

Aujourd'hui les deux capitalismes, celui provenant de l'aristocratie foncière et celui de la bourgeoisie révolutionnaire, se trouvent soudés dans le grand capitalisme, la

haute bourgeoisie. Tous les déchets qu'a laissés derrière elle cette ascension provoquée par la loi de la concentration industrielle, forment la classe moyenne (nous dirons les vieilles classes moyennes).

Mais, dit M. Gide, « parmi les capitalistes eux-mêmes, bien différent est le rôle des capitalistes actifs qui sont les chefs d'industrie, les entrepreneurs. Par exemple ceux-ci ont tout avantage à ce que le taux de l'intérêt soit au plus bas ; cux-là, à ce qu'il soit au plus haut, car les premiers jouent généralement le rôle de prêteurs et les seconds celui d'emprunteurs.

Dans l'autre camp, celui des salariés, quelle communauté d'intérêts peut-il y avoir entre le directeur de telle grande entreprise, qui gagne des centaines de milliers de francs par an et l'ouvrier manuel, qui travaille sous les ordres qui lui arrivent de ce même directeur, par une série de subordonnés ?

On voit que Gide se place du point de vue des catégories des revenus qui échoient aux divers copartageants. Et comme ces revenus s'appellent intérêt pour le capitaliste ; rente pour le propriétaire foncier ; profit pour l'entrepreneur ; salaire pour l'ouvrier ; — il croit pouvoir distinguer autant de classes, qu'il y a de formes de revenus (14).

SECTION 5. — *Les revenus seuls ne suffisent pas pour créer une notion de classe sociale*

La diversité des revenus est un fait. Néanmoins, elle n'empêche les gens de se grouper en classes, de se sentir solidaires, encadrés dans ces groupements, même si parfois ils ont — économiquement parlant — des intérêts, non pas opposés, mais divergents. C'est là, la meilleure preuve, que le revenu seul, son origine et la façon de l'employer, ne suffisent pas pour cimenter une classe sociale.

(14) Evidemment, comme méthode pour l'étude du chapitre « Répartition », cette division classique est la seule possible. Marx n'en procède pas autrement dans son « Capital ».

De plus, il ne faut pas oublier, qu'au fur et à mesure que la vie économique évolue, les revenus d'une même personne ont les sources les plus diverses. Un même capitaliste réunit dans son revenu global, des revenus des origines les plus variés : intérêts, dividendes, rentes foncières et loyers, bénéfices industriels et même appointements fixes comme les traitements et salaires.

Le cas est encore plus caractéristique pour les classes moyennes desquelles se sentent faire partie, les catégories les plus hétéroclites. Ici le petit boutiquier retraité, vivant du loyer d'une maison de rapport, coudoie l'artisan, qui tire ses revenus de son activité de menuisier ou de peintre en bâtiment. Leurs intérêts ne sont pas toujours concordants, ne serait-ce que pour la fixation du prix des loyers. Cependant, tous les deux se sentent « classe moyenne ».

De ces constatations, on peut tirer une règle disant : Plus il y a diversité de revenus, moins il y a de solidarité de classe. On se rendra compte ainsi, pourquoi le prolétariat reste la classe sociale qui réalise le mieux la conscience de classe. Son unique revenu est son salaire.

CHAPITRE III

LES CLASSES MOYENNES

SECTION I. — Généralités

Force lui est de reconnaître, à quiconque se livre aujourd'hui à l'étude des classes moyennes, d'avoir adopté par cela même la division marxiste de la société moderne. Et cela, indifféremment de la conclusion, — disparition ou persistance — de ces classes, à laquelle on tend.

Nous ne connaissons point d'étude qui ne traite le problème du point de vue marxiste, même lorsque cette étude aboutit à prouver l'inexistence des classes ou l'inanité d'en parler. Déjà d'avoir adopté la terminologie « moyenne », cela laisse entendre que nous situons ces classes entre deux pôles différents, sinon opposés. Il y eut bien des tentatives d'échapper à cette emprise. Ainsi M. Henri Mougin, se demande dans l'article qui clôt une série d'enquêtes sur les classes moyennes (1), pourquoi parlerions-nous toujours de ces classes, comme de quelque chose d'intermédiaire et pourquoi on n'essayerait pas de les situer comme classes à côté, par exemple ?

Mais la question ainsi posée, restera sans réponse. On s'en rend compte en lisant les développements qui suivent que l'auteur n'y pense même plus. Il continuera son exposé, tout imprégné de l'idée de cette position « intermédiaire » des classes moyennes.

(1) In « Inventaires », op. cit., pp. 296, 297.

SECTION 2. — Définitions

Nous avons rencontré peu de définitions, quel que fût le critérium adopté par elles, qui n'aient usé d'une sorte de tautologie pour fixer la notion « classes moyennes ». Voici un exemple :

« Il faut entendre par classes moyennes, une catégorie durable de personnes, considérées avec leurs familles, qui ont des revenus et aussi un patrimoine *moyen, intermédiaire* entre celui de la classe sociale la plus élevée et celui des travailleurs et des salariés » (2).

Un autre :

« Les personnes qui composent les classes moyennes se caractérisent par une aisance matérielle *intermédiaire* entre la richesse et la précarité d'un salaire quotidien et par la pratique des mœurs (entendues dans le sens d'habitudes), reposant sur le sentiment de responsabilité familiale, de devoir d'Etat et du patriotisme » (3).

Sans employer les termes eux-mêmes, M. Lhomme les sous-entend, quand il établit une définition, très complète à notre sens, des classes moyennes. M. Lhomme nous prévient que sa définition sera « vague, générale et négative ». Et il qualifie les classes moyennes : « Un ensemble de nombreux groupes, surtout de nature professionnelle, ressemblant à des classes, mais dont aucun ne présente les véritables caractères de classe.

« Chacun de ces groupes est formé de personnes :

« 1° n'appartenant ni à la classe supérieure, ni à la classe inférieure,

« 2° ayant la conscience de n'appartenir ni à l'une, ni à l'autre,

« 3° ayant bien moins l'espoir d'accéder à la première, que la crainte de tomber dans la seconde. » (4).

(2) Simiand : Cours d'économie politique. Vol. 1928-1929, p.170, Cf. « Inventaires », op. cit., pp. 33 et 301.

(3) J. Arthur : Article in Rev. Intern. de Sociologie, 1924, p.402.

(4) Lhomme : Le problème des classes, op. cit., p. 279.

Et pour mieux concrétiser dans notre esprit les classes et les rapports qui existent entre elles, M. Lhomme, nous les représente par un graphique sous la forme de deux blocs suffisamment cohérents : bourgeoisie et prolétariat, avec, dans leur intervalle, une série de groupes, qualifiés de « classes moyennes » et dont la structure n'est point comparable à celle des deux extrêmes qui seules constituent des classes proprement dites (5).

D'autres auteurs, ont eu recours à la comparaison classique figurant la société sous la forme d'une pyramide. Dans cette pyramide on sectionne trois tranches : à la base, la tranche la plus épaisse, représentant le peuple, au milieu, une tranche composée de ce que nous convenons d'appeler les classes moyennes et au sommet, la tranche très mince de la classe dirigeante. Siéyès employa cette métaphore pour le projet de constitution qu'il présenta à Napoléon, premier consul. Celui-ci, devenu empereur, devait être au sommet d'une organisation administrative pyramidale dans laquelle se superposaient les tranches d'électeurs, de petits fonctionnaires périphériques, de préfets, et la Chambre « des 500 ».

D'autres auteurs enfin, comparèrent la société à une pyramide en équilibre instable, car elle repose sur la pointe.

SECTION 3. — Définitions « larges »

Pour éviter la tautologie signalée plus haut, les définitions les plus nombreuses renoncent à nous donner les caractères généraux, qui pourraient être ceux de toutes les classes moyennes et procèdent par voie d'énumération. Ainsi M. Lhomme, après avoir acquis, dans la définition que l'on vient de voir, les caractères communs à tous les éléments qui composent les classes moyennes, trouve facile de procéder à leur énumération.

Il y range :

1. Les paysans petits et moyens, propriétaires du sol qu'ils cultivent ;

(5) Ibid., pp. 296-297.

2. Les petits et moyens industriels ;
3. Les petits et moyens commerçants ;
4. Les artisans, dans la mesure où ils conservent leur indépendance ;
5. Les fonctionnaires publics et privés, en ne laissant à part que les très hauts fonctionnaires (ex. : le gouverneur d'une colonie, l'ingénieur directeur d'une grosse exploitation), parce qu'ils n'ont pas à renouveler sans cesse, leur offre de travail ;
6. Les techniciens, ingénieurs, comptables, etc ;
7. Les membres des professions libérales, sauf ceux qui se sont élevés très haut ;
8. Les rentiers moyens et petits.

On voit que M. Lhomme a oublié dans son énumération les paysans-patrons, cultivant des terres en location (fermiers ou métayers).). Cette catégorie est très nombreuse, en France, comme ailleurs ; et peut être rangée avec les paysans cultivant leurs propres terres. En l'ajoutant aux autres, on peut prétendre à une énumération complète.

Par énumération également, procède Verfasser (6). « Pour avoir une définition complète des classes moyennes, écrit-il, il nous faut regarder les critères économique, culturel, politique et social ». De la confusion de tous ces caractères, il tire la définition suivante : « La classe moyenne est formée de personnes qui font montre d'une formation intellectuelle supérieure à celle communément distribuée par l'enseignement primaire. L'activité de ses membres ne se limite pas à être purement matérielle, ceux-ci déploient aussi un travail spirituel. Les personnes y appartenant, considèrent même comme dégradant, pénible, voire humiliant, le travail physique et mécanique ; elles possèdent un *revenu moyen* et très souvent, quelque petit capital. »

Ces considérations sont à rapprocher de celles que M. Goblot trouve comme caractéristiques pour la bourgeoisie

(6) Cité par Wernicke in Art. Mittelstand und Mittelstandsbewegung, in Hd. Wörterbuch der St.Wissenschaft. T.VI, p. 594.

française (7), dans laquelle il comprend aussi la petite bourgeoisie, voire la petite bourgeoisie seulement.

La bourgeoisie, dira en somme M. Goblot, est la résultante d'un processus d'auto-estimation. Il existe un niveau économique, social et culturel, qu'une fois atteint par une personne classe cette personne parmi la bourgeoisie. Entre les personnes classées à un même niveau et ceux qui ne peuvent pas l'atteindre, s'établit une « barrière ». Cette barrière est constituée par une quantité de signes extérieurs de richesse, par l'organisation des rapports mondains (le salon), par l'enseignement et la formation intellectuelle que l'on s'efforce à inculquer à des personnes situées à ce niveau, à l'exclusion de toutes autres. Voilà autant d'éléments qui donnent, d'après M. Goblot, une conscience de classe à la bourgeoisie.

Il n'y a pas lieu de trop s'arrêter à des critères comme ceux proposés par Verfasser ou Goblot. Cependant, il est indéniable que si le niveau de l'instruction ne constitue pas un élément indispensable à la formation d'une conscience de classe, il reste un facteur assez important.

La barrière du baccalauréat et du latin, de même que celle du salon, n'est pas imposée uniquement par la grande bourgeoisie. Pour certaines classes moyennes aussi — surtout dans les professions libérales — elle constitue une nécessité vitale. Le mépris des métiers « salissants » est également un élément très spécifique. On a remarqué qu'un bourgeois ne refusera pas de faire un travail dur et salissant, qu'il s'enorgueillit même de savoir le faire, s'il agit uniquement en amateur. S'il prend cette activité pour un passe-temps, pour du sport, il peut passer pour un bourgeois ; il ne sera pas de même, lorsqu'il sera obligé de faire un travail demandant des efforts « mécaniques et physiques » pour gagner sa vie.

Il ne faut pas insister sur ces considérations plus de temps qu'elles ne méritent. Retenons donc, que pour l'auteur allemand cité, comme pour M. Lhomme, vu plus haut, la classe moyenne se compose de cette partie de la population,

(7) Edmond Goblot : La barrière et le niveau, étude sociologique sur la bourgeoisie française, 1925.

qui, par son activité, sa culture et son savoir, par sa position dans l'économie et dans la société, par sa façon de vivre bourgeoisement, s'élève au-dessus des classes laborieuses, sans toutefois, pouvoir appartenir aux classes capitalistes et aux classes possédantes. Il lui manque pour cela les gros revenus, les grosses propriétés, les gros capitaux (8).

Nous voilà toujours dans le même cercle. On est moyen, parce qu'on a la conscience d'être tel. Cette conscience dérive d'une comparaison incessante qu'on établit entre soi et les autres. Le revenu moyen classera une personne, par la conscience qu'elle en tire à l'usage, de ne pas pouvoir atteindre le niveau des personnes ayant un revenu beaucoup plus élevé. D'autre part cette conscience s'accompagne du sentiment de ne pas être assimilable non plus, à ces gens qui vivent au jour le jour, ou à la semaine, tant qu'ils trouvent du travail.

Voici, avant de passer plus loin, encore une définition dans le même ordre d'idées :

Le « *Mittelstand* » est « une couche sociale caractérisée par un revenu moyen aussi bien que par une formation intellectuelle et culturelle moyennes. Il se situe entre le prolétariat, d'une part, et le gros capitalisme, d'autre part. Toutefois, une distinction rigoureuse de cette catégorie avec les deux autres voisines, est difficile à établir (9).

Les auteurs allemands insistent, beaucoup plus que les auteurs français sur une évolution des classes moyennes qui a amené la formation de nouvelles classes moyennes, à côté des couches plus vieilles.

Jusqu'à la deuxième moitié du xx^e siècle, la classe moyenne se caractérisait par son indépendance économique. Appartenaient à elles, les artisans manuels de toutes sortes, les petits commerçants, les entrepreneurs, la plupart de la paysannerie et les professions libérales. La masse assez importante des fonctionnaires et employés, était comptée comme appartenant elle aussi aux classes moyennes, quoiqu'elle

(8) Verfasser : *Kapitalismus und Mittelstandspolitik*.

(9) Die grosse Brockhaus, Leipzig 1932, volume XII. Art. *Mittelstan*, page 633.

ne s'y rattachât pas par une indépendance économique, mais plutôt par l'impression de sécurité de son existence. Elle avait une certitude du lendemain qui la séparait de la grande masse des travailleurs manuels, à existence plus précaire.

L'ensemble de ces catégories formait ce qu'on nomme aujourd'hui le groupe des « Vieilles classes moyennes ».

Mais l'évolution économique dans la deuxième moitié du xix^e siècle, évolution que la Grande Guerre a précipitée encore plus, a provoqué la naissance incessante de nouvelles catégories qui se rattachent aussitôt à la vieille souche.

Ce nouvel apport est formé par ces catégories de salariés des industries les plus variées, qui, bien que touchant leurs traitements et se soumettant à la même législation que le restant des salariés, se séparent nettement de ceux-ci.

Cette séparation ne dérive pas de leurs rapports avec l'entrepreneur, mais plutôt de leur formation intellectuelle qui leur confère, aussi bien dans la production, que dans la vie sociale, un rang à part. Il s'agit des grandes catégories professionnelles, formées par les employés de bureau, de l'industrie et du commerce, par les cadres de toute sorte.

L'ensemble de ces catégories se situe sur un plan supérieur au prolétariat par la sûreté de leur existence. Cette sûreté est créée par un revenu plus élevé et moins précaire que celui de l'ouvrier manuel. Elle est fonction également de l'emploi qu'on en fait. Néanmoins, ce revenu n'est pas assez haut, pour pouvoir assimiler son titulaire aux membres des classes dirigeantes, possédant des moyens d'existence beaucoup plus larges.

Dans la première phase du développement capitaliste et jusque assez tard dans la seconde moitié du xix^e siècle, la classe moyenne est incorporée à la classe capitaliste tout court. Le mot « bourgeoisie » désignait, indifféremment l'échopier et le manufacturier. Depuis que le capitalisme a pris des formes « gigantesques », son sort paraît la séparer de plus en plus de celui-ci.

Proudhon, influencé par Marx, aboutissait déjà à ces conclusions.

En Allemagne, dira en gros, l'étude dont nous nous occupons, la catégorie la plus représentative est formée aujourd'hui par les employés des entreprises privées et par les em-

ployés de l'Etat. Les autres couches ont reçu un rude coup, d'abord par la concentration capitaliste, ensuite par l'inflation qui les a ruinées. Elles ont été atteintes dans ce qui constituait leur principale fonction économique : dans l'épargne.

Les vieilles classes moyennes, artisanat, petit commerce, petite industrie, se voient acculées à la misère, éliminées chaque jour un peu plus par la grande industrie. Celle-ci accapare des brancels de l'économie qu'on leur croyait réservées. Même la petite agriculture a été remplacée en bonne partie par la grande culture. Les vieilles classes moyennes se maintiennent uniquement dans les branches où elles surent s'adapter aux conditions économiques nouvelles. Autrement, la rationalisation de l'industrie rejette dans le prolétariat un grand nombre de ces producteurs indépendants.

SECTION 4. — *Toutes les définitions acceptent le schéma marxiste*

Tout ce qui s'est dit des classes moyennes, tout jugement sur leur attitude, sur leur position sociale et leur évolution, s'inspire de Marx.

Voici les alinéas du Manifeste, dans lesquels celui-ci tâche de définir leur composition et les fonctions qu'elles ont à remplir dans une société qui suit les lois « inéluctables » de la concentration capitaliste :

« La petite bourgeoisie, les petits industriels, les marchands, les petits rentiers, les artisans et les paysans, propriétaires, tombent dans le prolétariat. D'une part, parce que leurs petits capitaux ne leur permettent pas d'employer les procédés de la grande industrie ; ils succombent ainsi dans la concurrence avec les grands capitalistes. D'autre part, parce que leur habileté spéciale est dépréciée par les nouveaux modes de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population. »

Ceci est l'exposé classique, bien schématique, il est vrai, de la théorie de la prolétarianisation incessante des couches moyennes. Le prolétariat augmente en nombre, parce que

les nouvelles industries réclament des bras. Or, quoique le prolétariat soit très prolifique — d'où son nom — il ne suffit pas à pourvoir en marchandise travail, le marché capitaliste. Le capitalisme doit faire appel aux classes intermédiaires et fatalement, tomberont au rang des prolétaires salariés ceux des artisans, producteurs indépendants, qui ne peuvent pas s'assimiler les nouveaux procédés de travail imposés par la technique capitaliste.

Quelle est la réaction de ces couches moyennes, le jour où elles acquièrent la conscience de cette « chute » ? Ce jour-là, elles se dresseront contre la bourgeoisie. Mais laissons parler Marx :

« La classe moyenne (Marx emploie le terme au singulier ; personne ne le fait plus aujourd'hui), les petits fabricants, les détaillants, combattent la bourgeoisie, parce que celle-ci compromet leur existence, en tant que classe moyenne. Ils ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservateurs ; qui plus est, réactionnaires. Ils demandent que l'histoire fasse machine arrière. S'ils agissent révolutionnairement, c'est par crainte de tomber dans le prolétariat. Ils défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels, ils abandonnent leur point de vue, pour se placer à celui du prolétariat. »

Donc, d'après Marx, les classes moyennes auraient raison de s'allier au prolétariat. Elles ne peuvent se défendre que par cette alliance. Autrement, s'abandonnant au destin, elles laisseraient les prolétaires et les capitalistes face à face et, ce faisant, elles hâteraient leur propre chute, car dans cette lutte des classes, quelque soit le vainqueur, il n'y aura pas de place pour ce *tertium gaudens*.

D'autre part, elles agissent contre leur cause en s'alliant aux grands capitalistes, pour défendre leurs intérêts actuels, car la fin du système capitaliste étant une certitude mathématique, elles se verraient impitoyablement éliminées, en même temps que leurs protecteurs.

Une seule issue pour elles : sacrifier leurs intérêts immédiats pour les intérêts futurs, en s'alliant au prolétariat, qui de toute façon, sortira victorieux de la partie engagée.

Ceci est le prélude et la justification doctrinaire des alliances électorales et politiques qui prirent nom en France

de « Front Populaire », « Cartel », etc... De même, on pourrait appliquer cette doctrine aux régimes fasciste et hitlérien, bâtis sur l'union, contre le Capital, des classes moyennes, à la recherche d'un équilibre, avec le prolétariat, déçu de voir ajournée « *sine die* », la date de la Révolution et de la prise du pouvoir.

*
**

Marx aperçoit aussi les nouvelles classes moyennes. « Dans les pays où la civilisation moderne est florissante, il s'est formé une nouvelle classe moyenne de petits bourgeois qui oscillent entre le prolétariat et la bourgeoisie. Partie complémentaire de la société bourgeoise, elle se constitue toujours de nouveau. Mais les individus qui la forment se voient sans cesse précipités dans le prolétariat par suite de la concurrence. Et ce qui plus est, avec la marche progressive de la grande production, ils voient s'approcher le moment, où ils disparaîtront complètement comme fraction indépendante de la société moderne. Ils seront remplacés dans le commerce et dans la manufacture, par des contremaîtres, des garçons de boutique et des laboureurs ».

Ce passage nous semble bien vague. Indéniablement, les éléments composant les nouvelles classes moyennes — nous l'avons vu déjà plus haut — ont peu de choses communes avec les vieilles professions moyennes. Leur situation juridique (contractuelle ou statutaire) dans les entreprises, les approche plutôt de la grande masse du salariat. Par contre, leurs « conditions générales de vie », les classent plutôt avec ces vieilles classes moyennes. On a beau prétendre que du point de vue des rapports dans la production, ces employés, ingénieurs, contremaîtres, chefs de production, comptables et même garçons de boutique, ne sont autre chose que des prolétaires en faux-col. Leur mentalité et leur conscience les classent dans un autre groupe social que les prolétaires. Constaté cette réalité suffit pour prouver l'existence de ce groupe. Mais cette constatation renforce encore une fois l'idée de la fragilité et de l'instabilité du critérium

économique, s'il fallait le prendre seul, comme base de la notion « classe moyenne » et de la notion « classe » en général, à l'exclusion de tout autre.

Pour donner le dernier passage du Manifeste, ayant trait aux classes moyennes, voici encore, envisagée par Marx, une situation spéciale, celle de la France :

« Dans les pays comme la France, où les paysans forment bien au delà de la moitié de la population, les écrivains qui prenaient fait et cause pour le prolétariat contre la bourgeoisie, devraient naturellement critiquer le régime bourgeois et défendre le parti ouvrier, du point de vue du petit bourgeois et du paysan. C'est ainsi que se forme le socialisme du petit bourgeois : Sismondi, Proudhon. »

« Le but de ce socialisme de petits bourgeois est, soit de rétablir les anciens moyens de production et d'échange, et avec eux les anciens rapports de propriété et l'ancienne société, soit de faire rentrer de force les modes modernes de production et d'échange, dans le cadre étroit des anciens rapports de production qui ont été fatalement brisés par eux. »

« Pour la manufacture, le système de production ; pour l'agriculture, des relations patriarcales ; voilà son dernier mot. »

Et lorsqu'il doit se prononcer sur la position que les partis ouvriers naissants auraient à prendre vis-à-vis des partis bourgeois qui existent dans divers pays, Marx répond que les partis ouvriers « doivent pactiser avec la bourgeoisie chaque fois que celle-ci agit d'une façon révolutionnaire : contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale, et la petite bourgeoisie réactionnaire. »

Cette recommandation est à comparer avec celle de Lénine, que nous rencontrerons plus loin, lorsque le problème se posa en Russie. Elle éclaire d'une façon étrange la politique dite du rapprochement, de la main tendue, de pactisation, etc... entre les partis révolutionnaires et les partis petits bourgeois, en France ou en Allemagne.

Le caractère bâtard de ce genre d'alliance se révèle à la lecture de cette recommandation de tactique révolutionnaire. Car c'est un procédé pour le moins original, de s'allier à ceux-là même, dont on voudrait la disparition, comme étant

l'obstacle le plus sérieux, à côté de la monarchie absolue et de la propriété foncière féodale, au développement du capitalisme et par conséquent à la révolution socialiste.

Marx eut la prétention de traiter, pour la première fois « scientifiquement » la production capitaliste. En tous les cas, s'il eut des sympathies et des antipathies, ces dernières n'étaient pas ressenties contre le capitalisme. Par contre, la petite bourgeoisie, son mode de vie, ses conceptions et ses doctrinaires les plus typiques, constituèrent souvent l'objet de ses ironies et de ses sarcasmes (10).

SECTION 5. — *Les déclarations des classes moyennes*

Il n'y aurait pas eu lieu de tant insister sur les théories marxistes, si on n'était pas amené à constater, que depuis qu'elles ont été énoncées, toute la littérature, la polémique et les discussions sur les classes moyennes, les admettent. Qui plus est, lorsque les intéressés eux-mêmes manifestent le besoin de parler d'eux, d'exposer leurs doléances par la presse, les réunions, les manifestes-programmes, ils ne le font autrement qu'en prenant comme lettre d'évangile, ce que les marxistes ont proné sur leur sort.

Ils sont innombrables ces manifestes (11) pour la France et la Belgique surtout ; mais puisqu'ils sont calqués toujours sur un même type, il suffit d'en choisir un, pour avoir une idée du genre.

La Déclaration confédérale sur le syndicalisme des classes moyennes (Paris 1938) nous servira d'exemple.

Voici sa table des matières :

Première partie : Comment s'est développée la crise des classes moyennes.

(10) Voir plus haut dans l'introduction, p. 7.

(11) M. Lhomme (dans *Le Problème des Classes*, op. cit., p.288) nous cite « sans prétendre d'en épuiser la liste » une longue série de ces manifestes publiés sous forme d'articles, d'études et autres, par les organes les plus divers. Il remarque aussi que ces manifestations par le verbe et par l'écrit, se groupent dans une période très brève autour des élections de 1936.

1° Aggravation progressive du problème des classes moyennes ;

2° La crise présente des classes moyennes ;

3° Cette crise n'est pas épisodique, elle a des causes qui sont communes à toutes les professions.

Deuxième partie : La communauté des professions des classes moyennes.

1° Le rapprochement des groupes professionnels des classes moyennes est le fruit d'une révolution spontanée ;

2° Pas de définition, mais une *conscience collective* des réalités communes ;

3° Ces corps sociaux existent en eux-mêmes et n'ont pas besoin de situer par rapport aux autres ;

4° Un apport typique, celui de la paysannerie ;

5° Indépendance et force créatrice de cette communauté.

Troisième partie : Le syndicalisme, instrument d'action.

1° Nécessité d'une union organique.

2° Nécessité pour chaque branche professionnelle d'une autonomie propre.

3° La réponse du syndicalisme confédéral à cette double nécessité.

4° Syndicalisme de synthèse, de solidarité et de coopération supérieure.

5° Position stratégique du syndicalisme confédéral.

6° Ses lignes de force.

Conclusion : La foi syndicale au service de la cause des classes moyennes et de la nation.

§ 1. — *La déclaration se situe au point de vue marxiste*

Cette table des matières, nous indique déjà, que tel M. Jourdain, faisant de la prose sans le savoir, « la Déclaration », fait du marxisme, tout en étant de bonne foi, que

les corps sociaux, au nom desquels elle est rédigée « existent en eux-mêmes et n'ont pas besoin de se situer par rapport aux autres ».

La Déclaration croit gagner en précision et en impartialité, si elle avance (sans continuer à le prouver par la suite) qu'elle va s'occuper des groupes professionnels, sans rechercher aucune explication en dehors de ces groupes mêmes.

On sent dans cette précaution la méfiance envers les partis politiques d'une part, envers les courants de prolétarisation, d'autre part. Les classes moyennes devraient se grouper, dit-elle, autrement que sur la base d'un parti. S'axer sur un parti, ce serait « poursuivre un objectif d'union avec un instrument de division ».

Les manifestations de réflexes anti-politiques ne sont guère nouvelles dans ce genre de proclamations. C'est même intéressant de constater que tous les mouvements syndicaux — celui des diverses confédérations des classes moyennes comme celui des syndicats ouvriers, — font état et insistent sur leur volonté de total isolement d'avec les partis politiques. Comme si les hommes étaient les Janus à double visage : le visage économique et le visage politique. Tous ces mouvements renient leurs attaches avec les partis politiques. Mais quand il s'agit de faire aboutir leurs revendications, de les faire traduire en lois et en mesures pratiques, pourvues de sanctions, ils n'hésitent pas à avoir recours à ces « instruments de division », compromettants.

Ceci est un caractère bien français : annoncer par tous les moyens, son indépendance, voire son dégoût à l'égard de la politique ; pour être amené à en faire et à en faire d'une façon intense et même passionnée.

Mais nous anticipons ici sur un chapitre de notre ouvrage qui examinera d'une manière plus détaillée les rapports entre les classes moyennes et les partis politiques.

§ 2. — *Caractères communs des classes moyennes.* *Leur précarité*

Voulant définir et trouver des caractères communs à ces groupes moyens, les rédacteurs de la Déclaration s'aperçoivent que « *Omnis definitio periculosa* ». Ils ne reculent

pas devant ce danger, ils voudraient seulement le sauter. A leurs yeux « une définition des classes moyennes est secondaire » (12).

Cette définition « académique et prétentieuse, risquerait d'enserrer des choses qui ne sont pas, laissant en dehors d'autres, qui sont de son domaine ». A sa place, il faut mettre : « L'expérience ; et non pas l'expérience de tels ou tels individus, mais l'expérience collective des groupes professionnels et sociaux » (13).

A la recherche de quelques caractères communs qui pourraient former cette expérience, on trouve que les classes moyennes :

— « reposent fondamentalement sur une même structure, faite de l'association du travail, exigeant l'initiative et la responsabilité personnelles » ;

— « ont de commun les modes généraux de pensée et de vie ; les mêmes besoins primordiaux, de durée et de liberté, le même attachement à une certaine forme de la civilisation » ;

— « souffrent pareillement de la lutte des classes et d'une centralisation anonyme, qu'elle soit celle de l'argent ou du collectivisme prolétarien ».

Ces caractères, le dernier compris, peuvent indifféremment servir à la définition des deux autres classes ou même de la notion de classe en général (14).

Moins que des revendications, ils représentent, le dernier surtout, la manifestation d'un certain malaise, d'une certaine nostalgie, d'un état psychologique, que nous avons rencontré déjà, même chez le scientifique Marx. Cette « nostalgie », la Déclaration voudrait la voir se traduire par une « commune résistance » à une évolution par laquelle elles se sentent tuées, et d'un autre côté par « une orientation commune qui peut les sauver ».

Si ce que nous avons examiné jusqu'à présent sur les classes moyennes est déjà bien vague, alors ce que contient

(12) Déclaration, p. 23.

(13) Ibid., p. 23.

(14) Se rappeler la définition de M. Gonnard, par exemple, vue plus haut, p. 28.

la Déclaration dépasse toutes les mesures. Il faut néanmoins passer en revue ces échantillons de littérature économique. D'abord parce qu'ils furent très nombreux, ensuite parce qu'émanant des intéressés eux-mêmes, on espère y trouver des indications utiles. Remarquons seulement que n'importe quel groupe professionnel, même s'il n'est pas « moyen » pourrait souscrire à ces desiderata. Quelle classe sociale ne croit souffrir aujourd'hui d'une « concentration anonyme de l'argent » ou du « collectivisme prolétarien » ? Les capitalistes, et les ouvriers eux-mêmes, peuvent en dire autant.

Quant à « l'association du travail et du capital exigeant de l'initiative et de la responsabilité personnelles », plus d'un grand patron, plus d'un administrateur d'usine employant 1.000 ouvriers, serait outragé, si on venait lui dire qu'il ne tire pas ses revenus de ces qualités. Quel est le patron qui n'associe pas le capital et le travail, qui n'aie pas l'initiative et la conduite personnelle de ses affaires ?

Le critère économique : la double origine des revenus (Capital + travail) des professions moyennes (puisque la Déclaration se sert de préférence de ce vocable qui lui paraît plus précis), est en effet très malléable. Le grand administrateur délégué d'une immense usine, les rois du caoutchouc, de l'acier, du pétrole, ou de l'automobile, seraient eux-mêmes, encore une fois, indignés d'entendre qu'ils sont soupçonnés de tirer leurs revenus uniquement de leurs capitaux. Et pourtant, bien qu'ayant des revenus provenant de leurs capitaux d'une part et de leur « labeur » de l'autre, on ne peut pas logiquement, ranger ces personnes parmi les professions moyennes.

La Déclaration a prévu la possibilité de cette confusion. Pour en diminuer les chances, elle insiste sur la façon dont les classes moyennes, et elles seules, opèrent la synthèse du *Capital* et du *Travail*, entre *l'économique* et le *social*.

Pour elles, le Capital, « c'est la propriété individuelle et personnelle de l'instrument du travail. C'est encore la compétence technique et intellectuelle constituant, pareillement un véritable capital professionnel formé par un effort long et onéreux. Il est mis en œuvre par l'initiative individuelle et la capacité créatrice qui sont le ressort de

l'activité. Il a pour mode général de rémunération, le profit. Le profit est non seulement une nécessité économique mais il a aussi professionnellement une valeur morale qu'on est dans l'obligation de rappeler ». (15)

En attribuant ainsi un sens très large au mot capital, la Déclaration reste encore une fois dans le vague. Car pour l'ouvrier aussi, sa compétence technique et intellectuelle, son habileté professionnelle, constituent un capital. Il n'a pas, c'est vrai, la propriété personnelle et individuelle des instruments de travail, mais le patron de l'usine — à moins qu'il ne s'agisse d'une société anonyme — peut très bien l'avoir à sa place. Et ce n'est pas pour cela que l'un ou l'autre seront considérés comme catégories moyennes.

Cependant, cette objection était déjà prévue. Car, à tout prendre, les professions moyennes aiment mieux être comparées au monde du Travail, qu'au monde du Capital.

« Au monde du Travail, elles se rattachent par le fait de vivre principalement, sinon uniquement, du fruit de leur labeur professionnel. Pour elles aussi, le droit à la vie tient tout entier dans l'exercice du métier quotidien. Elles sont possédantes, bien sûr, mais de leur outil de travail. Et quand ce travail manque, elles ne touchent point d'allocations de chômage. Le risque professionnel est donc pour elles un risque vital (16).

On conviendra que ceci pourra être souscrit même par le patron d'une assez grande entreprise, surtout en ce qui concerne le risque.

§ 3. — *Énumération*

Craignant de ne rien trouver d'assez stable et précis pour une définition commune, ce en quoi, elle ne se trompe pas, la Déclaration procède à une énumération des groupes au nom desquels elle parle. La voici :

1° *Les travailleurs autonomes* ; qui sont leurs propres maîtres et ne dépendent que d'eux-mêmes :

(15) Déclaration, p. 52.

(16) Déclaration, p. 72.

- a) Agriculteurs,
- b) Artisans : commerçants et industriels,
ou ceux qui réunissent les deux qualités ;
- c) Professions libérales.

2° *Travailleurs salariés*, avec velléité d'indépendance dans les entreprises agricoles,
artisanales,
commerciales,
industrielles,
professions libérales.

3° *Patrons employeurs*, qui ont le risque personnel de l'entreprise, car ils détiennent tout le capital et ils assurent la direction.

4° *Les cadres* : Contremaîtres, ingénieurs, comptables, etc..., qui ne se sentent pas prolétaires.

La Déclaration se garde de donner des chiffres sur les effectifs éventuels de ces groupes professionnels. Nous tâcherons plus loin, de chercher pour la France les divers chiffres qui ont été proposés pour évaluer ces classes moyennes. Disons tout de suite, que l'énumération citée fait double emploi, lorsqu'elle répartit entre deux catégories distinctes, les salariés « avec velléités d'indépendance » et les cadres de l'industrie et du commerce qui « ne se sentent pas prolétaires ». Car les seuls salariés avec « velléités d'indépendance » dans les branches de production que nous connaissions, sont précisément ces cadres.

Les salariés de cette catégorie sont assez rares dans l'agriculture. En effet, ici on est patron isolé, travailleur autonome, patron employeur ou alors salarié pur et simple. En ce cas, la situation du salarié agricole l'assimile en tout au salarié industriel. Il est vrai qu'une « velléité d'indépendance » gît dans tout cœur humain, ou même dans tout être : plante et animal ; pour ne pas parler du système planétaire. Mais il est absurde d'en faire, en ce sens, le critérium de l'attachement aux classes moyennes.

Si la Déclaration ne peut pas avancer des chiffres, d'abord parce que pareille à toute confédération, la Confédération des Classes moyennes, garde la porte ouverte aux

éventuels adhérents, elle donne un état approximatif des « forces » qui composent les classes moyennes. Celles-ci formeraient « plus de la moitié de la population active de la France ». Elles représenteraient « près des trois-quarts de sa capacité d'épargne. Elles feraient travailler auprès d'elles les trois-quarts de la main-d'œuvre nationale. (17)

On reviendra sur ces estimations dans le chapitre où nous chercherons à dépouiller les statistiques. D'ores et déjà, on peut constater une évidente exagération surtout en ce qui concerne l'estimation de la main-d'œuvre employée. Car, à moins de ne pas s'entendre sur les critères mêmes qui peuvent classer une entreprise comme petite, moyenne et grand, il est évident que les groupes professionnels moyens ne peuvent pas employer (avec quelques atténuations pour l'agriculture) les deux tiers des salariés. On ne nous donne pas une estimation de la quote que ces catégories réclament dans la production et le revenu national. Mais en nous fiant à la loi des rendements plus que proportionnels, qui incontestablement joue dans l'industrie, cette part est inférieure aux deux tiers. Ceci, en admettant même que les deux tiers de la population active soient compris dans les classes moyennes.

§ 4. — *Pourquoi la prolétarianisation ?*

La Déclaration débute, comme tout écrit ou discours de ce genre, par quelques considérations sur les conditions économiques qui doivent entraîner la prolétarianisation des classes moyennes. Cette prolétarianisation est fatale, « à moins qu'on ne voie le danger et qu'on y prenne garde ». On croirait lire le Manifeste Communiste ! Les signes de cette prolétarianisation se trouvent dans :

— L'appauvrissement des professions des classes moyennes ;

— Le rétrécissement du champ de leur activité, envahi par une concentration industrielle et commerciale et par un étatisme bureaucratique ;

(17) Déclaration, p. 29.

— les risques de l'existence accrus sur la base d'un niveau de vie diminué ; (à mettre avec le premier signe, *nota mea*) ;

— l'attente vaine d'une politique qui puisse enraciner à nouveau ces professions dans leur ordre naturel ;

— l'influence déprimante d'une propagande qui souligne l'impuissance de ces institutions et le dynamisme fatal des transformations sociales ;

— l'affaiblissement redoutable de l'autorité et de l'indépendance de l'Etat (18).

Remarquons de suite que les rédacteurs eux-mêmes, n'ont pu se soustraire à « l'influence néfaste » des doctrines en question. Ils en seront pénétrés d'un bout à l'autre de la brochure. Ils l'avaient remarquée, quelques lignes plus haut, en constatant « l'appauvrissement et les risques de l'existence accrus, ainsi que le rétrécissement du champ de leur activité envahi par la concentration ». Eux aussi, sont tout imprégnés par cette sensation d'étouffement. Nulle part mieux qu'ici, ne transpire cette lutte incessante des classes moyennes, cette grande dépense d'énergie, pour se garder au moins de tomber vers le bas, puisqu'elles sont incapables de s'élever. Nous rappelons que M. Lhomme la trouvait si caractéristique, qu'il en faisait un élément de sa définition.

§ 5. — *Ce que peut l'Etat*

La déclaration cesse de regarder les choses du côté marxiste, quand elle se met à incriminer l'Etat. C'est lui le grand coupable. La fatalité historique, présentée par une propagande qui dilue toute volonté ne serait rien si l'Etat voulait intervenir. Déjà bien avant la conclusion, la Déclaration fait appel à l'Etat. Tels les Hébreux, attendant un Messie, les professions moyennes attendent « une politique qui puisse les enraciner dans leur ordre naturel ».

Ici encore nous devrions anticiper sur quelques chapitres en nous occupant des rapports entre les classes moyennes et l'Etat. Limitons-nous pour l'instant aux énoncés de

(18) Déclaration, p. 19.

la Déclaration et cherchons, dans son texte même, ce qu'elle entend par la politique qui la replacerait « dans l'ordre naturel ».

« Nous aspirons à empêcher l'Etat de construire un système institutionnel reposant sur la seule relation, travail salarié-capital employeur » ; « Nous imposerons des formes nouvelles qu'attend la France, une et diverse, normes qui respecteraient certes les conditions particulières des grandes économies concentrées, mais qui respecteraient aussi les conditions générales et habituelles des autres activités et restaureraient les valeurs personnalistes du travail, pour en faire la mesure même du progrès social. »

Cette phrase, à qui la prolixité fait beaucoup perdre en qualité, voudrait résumer les *desiderata* des classes moyennes. Nous les trouverons sous la même forme, avec les prédicats au conditionnel ou au futur, dans tous les écrits de ce genre. Son commentaire n'est pas bien long, de même que la réplique qu'on peut lui opposer. Nous savons que l'Etat n'impose par les « formes institutionnelles », pas plus par la législation économique, que par la législation tout court. Ce n'est pas l'Etat qui crée les grands magasins, ce n'est pas l'Etat qui crée les grandes compagnies d'assurances, ce n'est pas encore lui qui a inventé les formes d'entreprises concentrées, représentées par les cartels et les trusts, dont les classes moyennes sont convaincues d'avoir tant à souffrir.

L'Etat n'a jamais inventé les cadres juridiques de l'économie : la société civile, la société en commandite ou la société anonyme. On ne peut lui reprocher ces « formes » plus qu'on ne saurait lui attribuer l'invention de la machine à vapeur, du télégraphe et du moteur électrique. L'Etat ne fait que constater l'existence de ces institutions ; il essaye au plus de les diriger dans un certain sens, de les contrôler (19).

(19) Voir surtout pour les cartels et les trusts, toute la réglementation que le législateur américain dut prendre à leur égard, dans le livre classique : *Trusts et Cartels* de R. Liefmann. Il est traduit en français.

Il n'entre pas dans notre sujet d'envisager dans quelle mesure les actes par lesquels l'Etat s'efforce d'exercer cette activité de contrôle, sont efficaces. Bornons-nous seulement à constater que la Déclaration laisse une impression d'impuissance. Car ce n'était pas la peine de tant parler du *syndicalisme* des classes moyennes, pour arriver, une fois de plus, à tourner ses regards vers l'Etat.

§ 6. — *Que peut le syndicalisme ?*

Mais rassurons-nous. Le secours que les classes moyennes demandent à l'Etat n'est pas une assistance gratuite. Il n'est pas de la pitié sociale. Elles voudraient seulement que l'Etat rentrât dans ses attributions. Elles réclament un Etat qui assure les conditions du fair-play, économique.

Faut-il supprimer la libre concurrence, démolir les entreprises concentrées quelles que soient les formes sous lesquelles elles se cachent : grand magasin, trust, comité, syndicat de vente, cartel, magasin à succursales multiples ? Que non pas. Il faut lutter avec des armes égales à celles de ces grandes entreprises ; il faut s'associer. Dans l'association est le salut. Par l'association on agira sur les prix. Les agriculteurs étaient désemparés en face des gros ramasseurs de leurs produits : lait, fruits, légumes, céréales. Mais, lorsqu'ils parvinrent à se grouper pour organiser la vente de ces produits, il en fut autrement. L'accapareur capitaliste, représenté par un trust ou un cartel qui détenait presque toujours un monopole de fait, s'est vu obligé à traiter, non pas avec de petits producteurs isolés, mais avec de puissants syndicats agricoles.

Voici quelques exemples de ces syndicats :

1. le syndicat des cultivateurs, producteurs de lait, pour la vente en commun de leur lait, aux grandes maisons distributrices de lait pasteurisé dans les villes ;
2. le syndicat des cidriers, pour la vente des pommes à cidre, du cidre et du marc, aux distilleries agricoles ;
3. le syndicat des artisans pêcheurs, pour la vente du poisson aux industries de la conserve.

Dans ces syndicats, les monopoleurs ont rencontré, non pas « des pigmées méprisables, mais des partenaires dignes d'eux ». (Fr. Perroux : Capitalisme et communauté de travail »).

En résumé, les proclamations-manifestes voudraient que l'Etat aide à la création d'une Economie « qui ne soit pas uniquement *intuitu pecuniae*, mais aussi *intuitu personnae* ». « Car l'objet d'une Economie est de servir une société de personnes, et non de satisfaire une société de capitaux ». « Quand un ensemble d'ouvriers se groupe, l'individu disparaît sous la notion collective du salariat ou du prolétariat. Quand plusieurs sociétés capitalistes, déjà assez impersonnalisées, se groupent, elles se fondent dans un consortium plus impersonnel encore. Mais quand les professions des classes moyennes s'organisent, elles ne submergent ni les intérêts individuels, ni la personnalité de l'entreprise ; parce que les éléments composants, ne sont ni anonymes, ni interchangeableables. L'organisation collective, loin d'être unitaire, n'est qu'un couronnement. »

« Les classes moyennes ne veulent pas du règne impersonnel de l'argent, pas plus que de la dictature du prolétariat. »

Pour concentrer dans une seule phrase le programme que nous venons de passer en revue, on dira qu'il est « une mystique de synthèse et de réformes ».

Nous verrons plus loin, quelques applications de ce programme qui peut passer pour syndicaliste ou associationniste. On aura l'occasion de constater que l'Etat est resté quand même, surtout en France, celui vers qui les regards se tournent, souvent, avant même de chercher secours ailleurs.

SECTION 6. — *Considérations d'ensemble sur les classes moyennes*

Arrivés au terme de ces considérations purement doctrinaires, on peut les résumer schématiquement, comme suit :

1° Il est impossible de définir d'une façon convenable la notion de « classe moyenne » comme la notion de « classe » tout court.

2° Il y a plus de précision dans l'énumération des divers groupes professionnels, qui composent les classes moyennes, que dans une formule qui voudrait englober leurs caractères communs.

3° Le seul caractère réellement commun est la conscience de classe.

4° Le facteur « conscience de classe » n'est pas un facteur économique au sens strit du mot. Mais il peut avoir un substrat économique, insaisissable dans les chiffres statistiques.

5° Comparées aux autres classes sociales, les classes moyennes ont une très faible conscience de classe, parfois nulle.

6° La prolétarianisation des classes moyennes n'est pas un fait scientifiquement prouvé. Les formes de production changent, incontestablement et les rapports entre les facteurs de la production aussi. Mais il subsiste toujours — quel que soit « le processus de la production » — des catégories sociales moyennes.

7° La constatation faite au point 2°, indique que la meilleure méthode pour l'étude du rôle économique des classes moyennes, ne peut procéder autrement que : a) par l'analyse des catégories professionnelles ; b) par l'observation des classes moyennes dans le milieu politique qui leur est propre.

Ce sera là, la méthode que nous adoptons. On examinera d'abord pour la France, quelques aspects particuliers des groupes isolés de classes moyennes. On tâchera ensuite de dégager le rôle et le fonctionnement de ces classes dans des régimes politiques qui diffèrent sensiblement de celui de la France.

CHAPITRE IV

QUELQUES BRÈVES CONSIDÉRATIONS SUR LES THÉORIES DE LA POPULATION PAR RAPPORT AUX CLASSES SOCIALES

SECTION UNIQUE. — *Comment envisager la théorie de Malthus*

Toutes les théories économiques, toutes les théories démographiques partent de la très connue loi de Malthus sur l'accroissement non parallèle des subsistances et de la population. « Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si les riches n'ont pas besoin de son travail, n'a pas le moindre droit à réclamer une portion quelconque de nourriture ; il est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la Nature il n'y a point de couvert pour lui. La Nature lui commande de s'en aller, et elle ne tardera pas à mettre elle-même son ordre à exécution. »

Il n'y a pas lieu de repasser ici les multiples objections qui ont été produites contre le pessimisme de Malthus. On retiendra seulement que :

1° La théorie de Malthus (dont il n'a, par ailleurs, jamais réclaté la paternité) s'explique si on la place au temps et dans le milieu où il a énoncé ses vérités. C'est le temps et le milieu de l'Angleterre à la fin du xviii^e siècle. A cette époque, l'Angleterre entre dans une phase d'industrialisation progressive qui devait atteindre son apogée un siècle plus tard. Mais cette entrée bruyante dans l'arène capitaliste, ne se fait pas sans une série de secousses violentes provoquées par les transformations agraires et par les changements que le machinisme imposait à la production corporative féodale.

Malthus se fait l'écho, ainsi que son contemporain

Smith et plus tard Ricardo, de cette époque. Il en est tout imprégné.

2° La théorie malthusienne se vérifie plutôt à rebours. La population a augmenté et les moyens de subsistance aussi. Seulement, il est facile de constater que les moyens de subsistance s'accroissent toujours suivant une progression géométrique, pendant que la population se multiplie suivant une progression arithmétique. Pour l'ensemble du globe, la population a doublé depuis que Malthus a énoncé sa théorie, mais qui pourrait nier que les moyens de subsistance n'aient quadruplé ?

Quant à la France, on peut soutenir que les moyens de subsistance ont décuplé au XIX^e siècle et dans les premières décades du XX^e siècle, et pendant ce même intervalle, c'est à peine si la population a doublé. Donc, cent pour cent d'augmentation de la population, et mille pour cent d'augmentation de la production.

La population de l'Europe, qui était de 175 millions d'âmes en 1800, se chiffre à 400 millions en 1900. Elle a donc augmenté de près de deux fois et demi. Mais combien de fois plus de blé, de chaussures, de pétrole, de café, de bois, de fruits, de charbon, ne consomme l'Europe de 1900 par rapport à l'Europe de 1800 ? Et on ne peut même pas prétendre que cette consommation s'est accrue au détriment des terres nouvelles, des colonies, puisque la plus élémentaire statistique coloniale nous démontre l'accroissement absolu de la consommation coloniale en denrées de toute sorte.

3° Toute théorie économique de la population n'est dorénavant valable, qu'en tant qu'elle met en regard, d'un côté la totalité de la population terrestre et de l'autre l'ensemble des moyens de subsistance.

Le développement — en progression très géométrique — des moyens de communication modernes, exclue même l'éventualité d'une famine. Avec les moyens de transport dont nous disposons, les chances que se produise la famine sur un point du globe sont toujours moindres (progression géométrique décroissante). Les possibilités d'émigration et de mise en culture des régions incultes deviennent, d'autre

part, chaque jour plus faciles (progression géométrique croissante).

4° La loi de Malthus est contrariée par le principe des vases communicants, qui s'applique avec autant de rigueur à la vie économique, qu'à la vie tout court.

5° L'homme n'est pas, — et de loin, — l'espèce mammifère la plus prolifique. Il n'atteint pas — à moins d'une sensationnelle découverte biologique — la fécondité de certains rongeurs : rats, lapins, ou souris. On réplique que si on n'est pas infesté par les races souricières, lapinières ou ratières (comme dit M. de La Fontaine), c'est parce que ces animaux se font une guerre sans merci. Les herbivores et bonne quantité de petits et moyens carnivores servent de « subsistance » aux carnivores plus puissants. On répond : cela ne peut être le cas pour cet animal supérieur qu'est l'homme. Pour satisfaire les besoins primordiaux de la vie : nourriture, vêtements, logement, les richesses économiques de la terre sont illimitées. Ajoutant à ceux-ci les besoins superflus, ceux qui embellissent la vie, sans pour cela être indispensables ; les possibilités de la terre sont encore immenses. Cela grâce aux découvertes techniques : cette faculté de l'homme d'arracher à la nature ses secrets, d'utiliser de plus en plus les forces qui y existent depuis toujours, mais dont il ne devient maître que pas à pas.

6° Malthus trouve que « la misère et le vice » sont les seuls freins automatiques à l'augmentation de la population. Les statistiques prouvent le contraire, tout au moins pour le premier facteur. A moins de distinguer entre misère et pauvreté, ce ne sont pas toujours les nations les plus pauvres qui sont les moins prolifiques.

a) La misère seule n'a jamais empêché l'augmentation de ces couches de la nation qui forment le prolétariat. Certainement, le manque d'hygiène, la mauvaise nourriture, creusent de larges trousées dans le prolétariat urbain et un peu moins dans le prolétariat rural. Mais ces pertes sont compensées et au delà, par une forte natalité.

b) Quant au « vice », il n'agit que si on l'entend dans le sens du malthusianisme. A l'homme seul est donné de pouvoir enfreindre les lois de la nature, en séparant le plai-

sir sexuel de son but, la procréation. Entendu dans ce sens, le vice va rarement de pair avec la misère, mais bien plus souvent avec une certaine richesse et l'aisance.

7° Si la misère s'accroît, comme on serait tenté de croire, d'après les théories de Malthus, ce n'est pas à cause de la mauvaise production ou de l'insuffisance des subsides, mais plutôt à cause d'une *mauvaise répartition*. (1) et (2).

(1) M. Lescure, fait de la formule « *bien répartir, pour bien produire* » le leit-motiv de son ouvrage, sur les Crises. Agir sur le mode de répartition, reste le seul remède à toute misère.

(2) Parmi les écrivains socialistes de France, Louis Blanc et Proudhon furent très impressionnés par l'énoncé de la théorie de Malthus. Proudhon surtout croit ferme à la théorie des progressions. Ses « Contradictions Économiques » portent en sous-titre : « Philosophie de la Misère », ce qui est un signe à quel point il pouvait être hanté par cette loi implacable. Si on admet la loi de Malthus, il en résulte que la misère est une chose fatale, « vouloir s'en préserver, c'est vouloir que la loi des logarithmes change à notre convenance et que l'arithmétique cesse d'être une vérité », dira Proudhon. Il attribue à la loi de Malthus le même caractère de fatalité qu'aux lois qui président à la mécanique céleste.

Cette attitude de Proudhon est très explicable pour qui connaît un peu cet écrivain si fécond qui reste le type de l'auto-didacte. Comme tout auto-didacte, Proudhon avait la mystique de la loi. Il regarde la loi en homme du peuple — il en est un — qui considère avec admiration tout ce qui est nombre : algèbre, géométrie, astronomie. Ce sont des choses tellement exactes, mais hélas, si peu accessibles au commun des mortels, que ceux-ci sont portés volontiers à déifier ceux qui en comprennent le sens.

CHAPITRE V

BRÈVES CONSIDÉRATIONS SUR LES RAPPORTS ENTRE VILLE ET CAMPAGNE. L'EXODE RURAL

SECTION I. — *Les vues des utopistes et des socialistes*

Qu'on ne s'attende pas à trouver ici, traités dans toute leur ampleur les problèmes tant discutés aujourd'hui des rapports entre la ville et la campagne, de l'exode rural, du retour aux champs, etc... Nous avons estimé nécessaire de nous arrêter quelques instants sur ces questions, parce qu'elles ont quelques attaches, comme l'ensemble des aspects de la vie sociale, avec le problème qui nous préoccupe.

Dès qu'on les aborde, on est obligé de faire une double constatation. D'une part, la mécanisation de la production, le développement des moyens de transport, sont incontestablement des facteurs qui ont creusé le plus le fossé entre la ville et la campagne. Les industries urbaines ont « sucé la sève des champs, ont vidé les campagnes », dit-on d'une façon banale. La littérature sur les « villes tentaculaires » abonde avant et après Verhaeren.

Fourrier et les utopistes avaient les cerveaux torturés des plans d'urbanisme. Owen rêvait des villes en parallélogramme où les bâtiments rectilignes devaient alterner avec des pelouses, des jardins, des serres, des parterres de fleurs. Pecqueur déplore aussi le divorce entre ville et campagne, entre l'industrie et l'agriculture. « Le matériel de la civilisation, dit-il, n'est que dans les villes : aux villes l'aisance, le luxe, les lumières, la magnificence, l'éclat des beaux-arts, les belles routes, les édifices publics grandioses, les maisons élégantes, commodes et saines, les rues pavées... Aux campagnes la misère, les chaumières humi-

des et obscures, laides et infectes, les chemins impraticables et la barbarie. Et comme un exil, le sommeil de l'intelligence » (1).

Mais Pecqueur, de même que Proudhon, ne critique pas cet état de choses, car il ne veut pas dresser l'une contre l'autre ces deux parties de la France. Ils ne veulent pas que les villes *exploitent* les campagnes, comme le prétendra Marx plus tard.

Mais d'autre part, cette même mécanisation croissante paraît être destinée à repeupler les campagnes, à redonner l'homme à la terre. La facilité des transports décongestionnera les villes. Laissons encore parler Pecqueur : « Les voies nouvelles de communication vont renouer l'alliance naturelle et si féconde des diverses branches de l'activité humaine. Les campagnes vont se faire un peu villes et les villes un peu campagnes ; les chemins de fer, les canaux et les bateaux à vapeur, en rapprochant, par une vitesse extraordinaire, les distances naturelles de l'espace entre les villes et les villages, rapprocheront infailliblement aussi les distances qui les séparent. » (2).

Ce sont là de simples affirmations, difficiles à prouver scientifiquement. Car pour l'instant, de quelque façon qu'on envisage la question, la dépopulation des campagnes ne paraît pas être arrêtée et le mouvement ne paraît pas renversé.

SECTION 2. — *La France, pays d'équilibre démographique*

La France nous a toujours été présentée comme le pays de l'équilibre entre la ville et la campagne. Voici la répartition de sa population :

(1) Pecqueur : « Des Intérêts du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture ». Paris, 1939, p. 121. cf. Vandervelde : « l'exode rural » p. 10.

(2) Ibid. p. 121.

Recensement de 1936 (3).

Population rurale	19.935.358
Population urbaine	21.971.698
Population totale	41.907.698

Superficie de la France : 52.944.198 ha.

La statistique a enregistré comme population urbaine celle des communes dont le chef-lieu dépasse 2.000 habitants. Il n'y a pas lieu de discuter, à partir de quel nombre d'habitants une commune peut être appelée urbaine ou rurale. Les 10.000 habitants d'un petit centre industriel, ont sans doute une façon de vivre plus urbaine, que les 20.000 habitants d'un bourg qui ne possède pas d'industries importantes (4). Cependant le chiffre de 2.000 habitants est

(3) *Annuaire statistique de la France*, 1938, p. 4.

(4) Le problème ville et campagne ne se pose pas toujours, surtout pour la France, sous la forme du contraste entre la ville tentaculaire et la campagne désertée. Il y a aussi la petite ville « mare stagnante ».

Jules-Romains en fait le thème d'une esquisse intitulée : « Le bourg régénéré ». Cette petite ville, si fréquentée en France, est le type de la riche bourgade provinciale, vivant une vie renfermée. « Elle ne pratique aucun des devoirs de la cité, dit Jules Romans. Elle dort à plat ventre sur un pays agricole dont elle suce et absorbe le travail au cours de ses béates digestions. Elle n'est ni centre producteur, ni lieu d'échange, ni un entrepôt. Elle se compose de petits et moyens rentiers assez aisés, qui mènent une vie bornée, faite toute de satisfactions et de joies médiocres. Ils vivent des loyers des fermes et des rentes des sommes prêtées aux paysans de la riche campagne environnante ».

Un de ces griffonnages comme on en voit partout sur les murs des lieux publics, était destiné à réveiller à une vie nouvelle cette ville stagnante. Un jeune employé qui s'y ennue, au sortir d'une réunion électorale, marque au crayon sur l'ardoise de la vespasienne municipale : « Celui qui possède, vit aux dépens de celui qui travaille ; quiconque ne produit pas l'équivalent de ce qu'il consomme, est un parasite social ».

Cet aphorisme sera un vrai ferment qui mettra en ébullition la paisible ville de province. Les petits bourgeois qui se contentaient d'accumuler, se sentent touchés. Ils se réunissent, se concertent, échangent des propos. Quelques industries : une scierie, un moulin sont créés. Le bourg est régénéré.

trop modeste, à notre avis pour décerner à une agglomération un caractère urbain.

Si on détache donc de la population urbaine les habitants des villes de moins de 5.000 habitants, par exemple, le rapport se trouvera sensiblement changé en faveur des campagnes. Vue sous cet aspect, la France est un pays rural ou un pays rural industrialisé (5).

Cependant, dans l'harmonieuse masse rurale qu'est la France, une certaine concentration se fait jour, due à la localisation industrielle. Comme projetées par une force centrifuge, les industries principales se sont localisées vers les frontières du pays. Voici les neuf départements les plus peuplés et les plus industriels de France qui sont des départements périphériques :

Départements	Superficie (en mill. ha.)	Population
Bouches-du-Rhône	525.	1.225
Rhône	286	1.028
Alpes-Maritimes	374	514
Pas-de-Calais	675	1.179
Seine-et-Oise	565	1.413
Haut-Rhin	351	508
Nord	577	2.022
Seine	48	4.963
Bas-Rhin	479	712
Total.....	3.881	12.564 (6)

30 % de la population de France vit sur 7 % du territoire. Sans doute, l'agglomération parisienne pèse pour

(5) La force motrice employée dans l'ensemble de l'économie française s'élève à 11.341.000 kwts de moteurs primaires et à 5.504.000 kwts de moteurs électriques. Ceci sans compter la force motrice employée dans les moyens de transport (chemins de fer, tramways, bateaux, etc...).

L'agriculture est fortement industrialisée. Le moteur électrique y remplace le moteur à combustion interne, qui à son tour avait remplacé la machine à vapeur. Les machines à vapeur ne représentent plus que 131.000 kwts en 1936, après avoir représenté 202.000 kwts en 1918.

(6) Annuaire statistique 1938 p. 7.

beaucoup dans cette statistique. Nous n'allons pas nous attarder sur les causes qui ont engendré cette agglomération. Paris reste une tête hypertrophique par rapport au corps du pays. Mais il faut regarder cette ville en comparaison avec l'ensemble de l'Empire Français et même avec le monde.

SECTION 3. — *Désertion des campagnes et remèdes*

La désertion des campagnes, comme l'ensemble des remèdes proposés pour encourager le retour aux champs, sont envisagés uniquement du point de vue *social*. Le problème serait d'ordre économique, si cette plaie de la société moderne (comme elle est nommée par les pessimistes), eut entraîné un renchérissement des denrées agricoles par rapport aux produits industriels. Si en un mot, la ville souffrait de faim, parce qu'elle serait mal approvisionnée par la campagne.

Or, toutes les statistiques prouvent le contraire. Le législateur, tout au moins le législateur du temps normal, est sollicité pour assurer un prix aux produits agricoles, et non pas pour enrayer une hausse des prix de ces produits. On arrive donc apparemment à ce paradoxe : la campagne se dépeuple, il y reste moins de bras pour travailler la terre et les prix des produits sont considérés comme peu rémunérateurs. Normalement, les villes regorgeant de monde, devraient absorber de plus en plus de produits agricoles, au fur et à mesure qu'elles s'accroissent aux dépens de la campagne. Et en effet, la demande de la ville va croissant cependant elle est de mieux en mieux pourvue par une population rurale décroissante (7).

Qu'advierait-il, si de force on renvoyait la population en excédent à la ville, dans les campagnes désertées ? Les denrées agricoles continueraient à baisser de prix, d'abord parce qu'elles seraient produites en plus grande quantité, ensuite parce que les demandes de la ville se trouve-

(7) Voir le très intéressant livre de G. D'Ayenel : « *Le nivellement des jouissances* », 1913.

raient réduites, du fait de ce retour aux champs. L'ensemble de ces rapports, fait que les dispositions connues sous le nom de politique d'encouragement pour le retour dans les campagnes, ont très peu changé l'aspect du problème. Les primes diverses, les exemptions fiscales, y sont pour très peu. Ce qu'il y avait de plus concret à faire, c'était d'assurer le confort à la campagne. Et de ce côté, la France est parmi les pays les plus avancés d'Europe (8). L'électrification, les aductions d'eau, un bon réseau de routes, des canalisations, des reboisements, — ce sont là les moyens les plus sûrs pour conserver à la terre sa population, pour y attirer même la population des villes. Cette même industrialisation des campagnes a fait que la France reste, malgré tout, un pays profondément rural.

C'est elle qui a permis les rendements accrus, l'amélioration dans la qualité des récoltes, un approvisionnement rapide des centres consommateurs urbains.

SECTION 4. — *Vues pessimistes sur le problème*

Certains pessimistes ont cru à un divorce entre la ville et la campagne et entrevoyaient la ruine de cette classe moyenne de petits propriétaires, qui constituent, suivant la phrase commune, « le seul élément de stabilité, de pondération, au point de vue social ». Pessimiste, M. Germain-Martin écrit : « L'équilibre social, dont la France a joui sous la troisième République a été un très grand bienfait pour ce pays et lui a permis d'évoluer lentement vers des formes de démocratie dans lesquelles le sort des classes ouvrières s'améliorait sans cesse, tandis que la production pouvait largement se développer. Cet équilibre provenait de ce que, lorsque les réclamations ouvrières devenaient excessives, le milieu paysan réagissait immédiatement et demandait si, en faisant des réformes trop largement favora-

(8) L'électrification rurale est un fait accompli. 600.000 habitants des 1.688 communes, soit moins de 1 1/2 % de la population, n'ont pas encore la lumière électrique.

bles aux ouvriers, le prix des produits que les agriculteurs achètent à l'industrie n'allaient pas hausser trop considérablement.

Aujourd'hui il n'existe plus rien de semblable. Les masses paysannes font bloc avec la masse prolétarienne, non point à cause d'une communauté d'aspirations démocratiques, mais parce qu'elles espèrent, grâce aux partis avancés, continuer de jouir d'un régime de quasi-exemption en matière de fiscalité » (9).

Pareil à d'autres cas, où nous avons eu à examiner des propositions semblables, il ne faut pas se laisser aller à des constatations d'un pessimisme exagéré. Croyant, de bonne foi, démentir la théorie marxiste de la concentration et de la prolétarianisation, même dans l'agriculture, ceux qui adoptent cette attitude, raisonnent de la même façon que les marxistes eux-mêmes.

Incontestablement tous les gouvernements, de toute nature, ont toujours suivi une politique de soulagement fiscal de la paysannerie, surtout de la petite paysannerie. Et réciproquement, ils ont toujours accablé de charges la grande production. Mais ces mesures, pas plus qu'elles n'ont empêché la grande production de prospérer, n'ont contribué que médiocrement au maintien de la paysannerie moyenne.

Certainement, bien des régions agricoles du centre de la France ont été désertées par leurs populations, car les rendements se trouvaient y être très faibles. Mais l'économie française a très peu souffert de cet exode. Le marché continue à être aussi bien pourvu, mieux pourvu que jamais, en produits agricoles. Nous n'allons pas suivre ce que sont devenues ces populations qui avaient quitté la terre. L'agriculture fait appel en grande mesure à la main-d'œuvre étrangère. Les travaux pénibles dans l'industrie même sont en bonne partie exécutés par les étrangers. Les Français qui ont déserté les campagnes ont été appelés dans les villes pour y accomplir des tâches plus rémunératrices. Ils

(9) Germain-Martin : « *De la civilisation latine, à la dictature asiatique* », Paris 1937, p. 115.

forment les cadres et les spécialistes des industries elles-mêmes. Car ce n'est pas de la main-d'œuvre étrangère, provenant des pays essentiellement agricoles, que peuvent s'improviser ces cadres. Or, l'ensemble de ces emplois ne constitue pas nécessairement des carrières inférieures, au contraire. Est-il permis, alors, de brandir à tous propos le danger de la prolétarisation ?

De même il est prématuré de parler de l'affaiblissement de la classe moyenne rurale. En France, cette classe a su assez bien d'adapter aux moyens perfectionnés de culture. Elle dispose d'un outillage moderne. Elle obtient des rendements parfois plus élevés que les pays de grande culture. Le moteur électrique paraît tout spécialement conçu pour la petite et moyenne agriculture. Il fournit la force motrice le meilleur marché et la plus souple qui existe. Il tient peu de place et n'exige aucun personnel spécialisé pour son fonctionnement.

Le moteur électrique a résolu le problème de l'exode rural ; si jamais ce problème exista autrement que dans les cerveaux de ceux, qui prenaient trop au sérieux le danger de la concentration dans l'agriculture. Le moteur électrique a raffermi la petite propriété paysanne et mieux implanté sur le sol les classes moyennes rurales.

LES FAITS

CHAPITRE PREMIER

LES CLASSES MOYENNES DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE

SECTION I. — *Généralités*

Tout ce qui a été dit dans la première partie de cet ouvrage, les théories que nous avons passées en revue, les considérations d'ordre général sur les classes et sur les classes moyennes, reste un ensemble bien vague. On s'est heurté à de sérieuses difficultés lorsqu'il a fallu mettre sur pied une définition claire des classes sociales. Avouons, avec les nombreux auteurs cités, qu'il est pour ainsi dire impossible de la trouver. Cette constatation ne doit pourtant pas nous empêcher de pousser un peu plus loin notre recherche et de voir, s'il n'est pas possible de se rendre compte de ce que sont les classes sociales, en les regardant vivre.

Quand on se propose cette incursion dans le dédale qu'est la vie, finies les belles perspectives d'ensemble. Ici on ne peut rencontrer que des catégories sociales, des groupes plus ou moins larges, formés d'hommes vivant côte à côte mais exhibant des intérêts qui se contrarient assez souvent. Au premier abord, rien ne paraît les lier entre eux. Economiquement les individus isolés agissent, bien sûr, sous l'impulsion du même intérêt, extériorisation de l'instinct de conservation : vivre, et vivre le mieux possible, avec le moins de peine possible. Traduit en pratique, cet intérêt revêt les formes les plus diverses et d'autant plus opposées, qu'une société est plus évoluée.

Que peut voir l'observateur penché sur la fourmilière ? Marx a eu le bonheur d'être situé au point de vue intellectuel, dans une position lui permettant d'embrasser l'ensemble. Il a vu parmi la multitude de courants, de circuits et de chemins que suivent les hommes et leurs richesses, que deux seules tendances divisent le monde. Mais quand

le chercheur ne peut disposer de ces larges horizons, il ne peut s'élever au-dessus de ces courants, il les suivra donc chacun à part. Il pourra voir ainsi des commerçants, des rentiers, des ouvriers salariés, concourrant chacun à la production dans le secteur qui lui est propre. Et au-dessus de tous, les dirigeant par ses mesures législatives, par ses actes d'autorité, par ses commandements supérieurs, l'Etat.

Mais, pour comprendre ce fonctionnement, il faudrait s'entendre d'abord sur ce qu'est l'Etat. Voilà encore une formule qui, économiquement, comme la notion des classes que nous venons de voir, attend encore sa définition. « Coordination des intérêts collectifs », « gouvernement d'une majorité par une minorité », « oppression d'une classe par une autre », « gouvernement d'une masse par une élite » — on réalise que l'Etat peut être tout cela et qu'il est encore autre chose. Cette « autre chose » reste à définir.

Sur les questions aussi difficiles, que les rapports qui existent entre les groupes variés qui composent l'Etat, que pouvons-nous dire de général ? Peu, très peu. Il nous reste alors la seule méthode possible, celle de rechercher des manifestations individuelles, faciles à isoler dans la masse des activités économiques. Ces activités économiques, nous les saisirons dans la structure de la population active d'un pays, à travers les professions et occupations des individus, du nombre et de la structure des exploitations, de leur productivité différentielle. Elles s'éclaireront encore d'un jour nouveau, lorsque nous aurons envisagé la structure agraire ou industrielle d'un pays, déterminées par la nature du sol ; les conditions de climat et de configuration géographique.

Les formes de la propriété paysanne, l'outillage rural, la force motrice dans l'agriculture, les moyens par lesquels le paysan se procure le crédit et trouve un débouché à ses produits, les rapports entre fermiers et propriétaires terriens ; seront, pour l'agriculture, autant d'aspects divers qui nous renseigneront sur le rôle et la place tenus dans l'ensemble de l'économie par une classe moyenne rurale.

Pour les classes moyennes urbaines, il y a lieu de se pencher sur les artisans, les lois qui les régissent, sur la petite et la moyenne industrie : le nombre d'ouvriers

qu'elles occupent, les rapports entre le petit ou moyen chef d'entreprise et ses salariés, les moyens de crédit de la petite entreprise, sa productivité, ses débouchés.

Pour les professions libérales, il faudrait déterminer le cadre exact où elles se placent dans l'économie d'un pays, les moyens par lesquels elles sont entretenues par cette économie ; que leur offre-t-elle en échange de leurs services intellectuels et de leur activité de coordonnateurs.

Toujours dans les classes moyennes urbaines, il faudrait préciser la composition exacte de ces nouvelles classes moyennes, formées par le salariat d'un ordre plus élevé que le salariat manuel. Il s'agit là des fonctionnaires de l'état, des employés, des ingénieurs et cadres des entreprises privées. Là aussi, à l'aide de l'examen de leurs revenus, de l'emploi qu'on en fait, on pourrait, mieux que par de vagues sentiments d'aspiration à l'indépendance, tenter de préciser l'emplacement juste où elles se situent. Pour l'ensemble des professions moyennes, enfin, il y aurait lieu d'examiner la structure de l'épargne, la formation des capitaux, leur drainage et leur utilisation par l'économie d'un pays.

Rien que de parcourir ces quelques points de repère, on s'aperçoit qu'un examen si peu fouillé de chacun d'eux, constitue, à lui seul, l'objet d'une enquête ou d'une étude. Ce travail a été déjà fait, il est refait aussi chaque jour, au fur et à mesure que l'évolution économique entraîne des changements de la structure même de ses servants.

Ce petit ouvrage se propose d'embrasser uniquement les grandes lignes de chacun de ces problèmes. Il espère aboutir, une fois qu'il aura pu réunir en un faisceau, quelques-uns de ces fils, à des constatations valables pour l'ensemble des cas examinés individuellement.

SECTION 2. — *Bref examen de la population active de la France*

Les statistiques sur la population active d'un pays, sont celles qui révèlent le mieux sa structure sociale. Voici cette statistique pour la France, pays type d'équilibre géographique et social :

POPULATION ACTIVE DE LA FRANCE, 1937 (1)

(en milliers)	
Agriculture, forêts et pêche	7.704
Industrie, transports	8.464
Commerce, banque	2.795
Professions libérales	658
Services publics	1.313
Services domestiques	893
Total.....	21.611

Ce tableau montre que la moitié de la population de la France est active, c'est-à-dire participe à un titre quelconque à la vie économique du pays.

Du point de vue du rôle social, que tiennent dans les entreprises les agents économiques classés ci-dessus, dans les grandes branches de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, des professions libérales et les services publics — les statistiques distinguent : 1° des patrons, chefs d'établissement ; 2° des isolés (producteurs n'occupant pas de main-d'œuvre salariée) et 3° des ouvriers et employés salariés. Voici la répartition entre ces trois catégories des 21.611.000 individus vus plus haut :

POPULATION ACTIVE DE LA FRANCE,
SUIVANT LA SITUATION DES AGENTS DANS L'ENTREPRISE (2)

	Chefs d'entre- prise	Salariés (ouvriers + employés)	Isolés
	(en milliers)		
Agriculture, pêche, forêts	4.678	2.173	993
Industrie, Transports	1.062	6.455	1.030
Commerce, Banque	726	1.425	543
Professions libérales	52	426	167
Services publics	—	1.313	—
Services domestiques	32	800	47
Total de la population active..	6.550	12.592	2.780
		21.922	

(1) Annuaire statistique, p. 103.

(2) Annuaire stat. op. cit., p. 103.

Quelques remarques, à propos de ce tableau élaboré d'après les Statistiques officielles :

1° Nous avons incorporé aux salariés, les ouvriers chômeurs, dont le chiffre s'élevait à peu près à 450.000 unités en 1931.

Car du point de vue qui nous intéresse, les chômeurs sont assimilables aux ouvriers salariés.

2° Dans la rubrique la plus forte, qui forme à elle seule plus de la moitié de la population active, la Statistique ne distingue pas entre ouvriers, d'une part et employés d'une autre. Le chiffre comprend globalement les deux catégories.

3° Dans la rubrique : « Services domestiques », la statistique comprend pour les chefs, les patrons coiffeurs, manucures, patrons des établissements de bains, des établissements hygiéniques et autres. Pour les salariés, elle y incorpore, en plus du personnel de ces établissements, tout le personnel domestique. L'élément féminin y prédomine : il s'élève à 7/8.

4° Pour les services publics, il n'y a qu'une seule rubrique. Ici, ni patrons, ni ouvriers et employés chômeurs, ni isolés.

a) Or, il est évident, que les 1.300.000 salariés des services publics, ne peuvent tous être assimilés aux employés et ouvriers des entreprises privées. Une bonne partie se range, par la hauteur de son revenu, par la stabilité et la sûreté de son emploi (certitude d'une retraite à la fin du service), dans les classes moyennes. La même remarque est d'ailleurs valable, pour la catégorie correspondante d'employés des entreprises privées.

b) Aucun recensement industriel ne fait la distinction au sein de ces deux catégories (ouvriers-employés) ; il nous faudra avoir recours à d'autres moyens d'estimation, pour partager en deux groupes séparés, ces deux sortes de salariés.

5° Les « Isolés » sont des individus socialement instables. On peut les ranger indéfiniment avec les patrons ou les salariés. En tous les cas, — isolés des professions libérales exceptés — il est certain que ces producteurs sont

plus proches de l'ouvrier salarié que du patron, même du petit patron. L'indépendant n'a pas la notion hiérarchique, il ne commande à aucun subalterne, il ne se commande qu'à lui-même. Or, se commander à soi-même, cela ne donne aucune conscience de direction. Ils ne tirent non plus cette conscience du fait qu'ils ont le souci de leur entreprise, qu'ils tiennent un rudiment de comptabilité, qu'ils traitent directement avec le client. Le salarié aussi, doit tenir un rudiment de comptabilité de ménage. Pour les isolés, l'entreprise et le ménage sont deux entités, dont les budgets se trouvent confondus. La notion hiérarchique est aussi très faible chez le petit entrepreneur. Lorsqu'un artisan n'emploie que d'un à cinq ouvriers, il est rare qu'il ne travaille coude à coude avec eux. Toutefois, dès qu'il a recours à la main-d'œuvre extra-familiale, ou même familiale, mais salariée, la nécessité d'une comptabilité à part s'impose. La loi exige des artisans une comptabilité de leurs opérations. Cette comptabilité leur est imposée, non seulement pour les aider à voir clair dans leur affaire, mais aussi — et surtout — pour que l'artisan puisse se prévaloir d'un régime de faveur fiscale.

6° On se demande quelle activité peuvent bien exercer les isolés les plus nombreux, ceux de l'industrie et des transports ? Leur nombre s'élève à moitié de l'ensemble du groupe (env. un million sur 2.300.000). On nous a habitués à entendre que le paysan isolé est le cas le plus fréquent en France. Il représente, en effet, 800.000 unités, mais ce chiffre reste encore inférieur au nombre des isolés de l'industrie. Par contre, les isolés dans le commerce, activité type où les détaillants pullulent, sont au nombre de 543.000 sur un ensemble de plus de 2 millions $1/2$ de population active recensée dans cette catégorie.

7° A moins de mal comprendre le mécanisme du recensement de la population active ; on relève un malentendu dans le tableau que nous analysons. En effet, le nombre des chefs d'établissements agricoles monte à environ 4.700.000. En regard de ces chefs d'établissement, nous avons 2.170.000 salariés. Or, ceci ne nous donnerait même pas un demi salarié par établissement, ce qui est impossi-

ble, car le salarié est indivisible. Ce doute ne viendrait pas à l'esprit, si les « Isolés » n'étaient présentés comme groupe à part.

Par ailleurs, lorsque nous comparons ce tableau avec le tableau suivant, celui des établissements d'après leur portance, nous révélons encore un manque de concordance. Dans ce deuxième tableau, le nombre total des établissements agricoles s'élève à 2.500.000. Que deviennent alors les 4.700.000 chefs d'établissements + le million d'isolés dans l'agriculture ? Il y aurait-il deux chefs d'établissement à la fois ? On s'attendrait plutôt à un nombre plus grand d'établissement agricoles, car il est de règle de voir des exploitations isolées, mais appartenant au même domaine, déclarées comme unités indépendantes, même si le chef est un seul.

Nous n'allons pas nous arrêter plus longtemps sur ces contradictions inhérentes à toute statistique. Constatons seulement, encore une fois, combien les critères eux-mêmes d'après lesquels on procède à ces recensements, peuvent être changeants, pour aboutir à des chiffres qui manquent de concordance.

SECTION 3. — Répartition de la population active selon M. Oualid

Lorsqu'il se propose d'établir la part que représentent de l'ensemble de la population active, les classes moyennes, M. Oualid (3) dresse le tableau suivant :

Patrons chefs d'établissement	6.236.000
Petits patrons isolés	1.707.000
Employés	2.615.000
Ouvriers	9.144.000
Chômeurs	453.000
Ouvriers à domicile	418.000
Salariés irréguliers	628.000
	10.643.000 10.558.000

(3) W. Oualid : Les classes moyennes, dans *Mélanges*. Truchy. Paris Sirey, 1938, p. 427.

« La statistique économique, remarque M. Oualid, n'est pas une statistique sociale ». M. Oualid s'est heurté aussi à la difficulté de ranger certaines catégories, dans les classes moyennes ou dans le salariat. Il a d'abord rangé dans les classes moyennes l'ensemble des chefs d'entreprise, vu le nombre très faible des grands chefs d'entreprise ; des entreprises dépassant 100 ouvriers, par exemple. Il n'y a, en effet, que 10.000 entreprises groupant plus de 100 ouvriers. On se demande même s'il y a dix mille chefs dans ces entreprises. Pour cela il faudrait déterminer qui est le chef d'une grande entreprise, constituée invariablement sous la forme de la société anonyme par actions. Est-ce l'administrateur délégué, le conseil d'administration, comme organe indépendant, les directeurs : technique, commercial ou le directeur du personnel ? Ou alors, sont-ce les actionnaires ? Il faut avouer que nous ne connaissons pas le critère choisi par le recensement.

Combien peu sommes-nous aidés aussi par le schéma classique de la production capitaliste. Là, nous avons le capitaliste proprement dit, celui qui fournit le capital et touche les intérêts, le propriétaire du sol, rétribué par une rente, l'ouvrier avec son salaire et l'entrepreneur avec son bénéfice. Sous quelle forme apparaissent dans la société anonyme moderne, ces catégories économiques ? Certes, le salarié reste salarié, à moins qu'il ne soit intéressé à la marche de l'entreprise par une participation aux bénéfices. Cette participation est elle-même factice, tant qu'elle ne se trouve pas balancée par une participation correspondante aux pertes.

Mais un actionnaire est-il le chef de l'usine ? Il y aurait en ce cas, quelques 5 millions de chefs d'usine en France. Il ne peut pas l'être, car il n'est pas engagé avec tous ses biens. Sa responsabilité se limite au capital souscrit, par conséquent il ne fait pas fonction de chef. Mais qui est alors, en dernière analyse, l'entrepreneur ? Ce serait sans doute, l'actionnaire ? Cependant, l'actionnaire est un entrepreneur irresponsable, en aucun cas un chef.

Quoiqu'il en soit, M. Oualid range — avouons qu'on ne peut faire autrement — tous les patrons dans les classes moyennes. Quant aux employés, il croit que ceux-ci — fus-

sent-ils employés des entreprises privées ou des services publics — sont nettement classes moyennes. Cela, grâce « à la tendance qui se fait jour, de les pourvoir d'un statut professionnel, d'une sécurité et d'une garantie d'emploi ». Ajoutant à ces deux catégories, les quelques 500.000 rentiers, retraités, etc., qui ne comptent plus parmi la population active, mais qui sont indéniablement classes moyennes, la force des classes moyennes en France, s'élèverait à :
10.558.000 personnes, contre

10.657.000 personnes dans la classe ouvrière.

Même si l'on ajoute à cette dernière les employés, — ce qui est certainement exagéré — il reste toujours environ 9 millions membres dans la population active « moyenne » et la proportion très symétrique des deux moitiés, est très faiblement altérée.

Peut-on combattre cette division et proposer une autre ? Difficilement. Il nous paraît toutefois, exagéré de faire état d'une si grande quantité de producteurs indépendants, quand on connaît combien, en réalité, leur nombre est réduit. M. Oualid hésite aussi à ranger parmi les classes moyennes la grande masse rurale, composée, pour la plupart de chefs d'établissement. On sait combien précaire est l'indépendance du paysan, dont le revenu n'atteint pas la moitié du revenu de l'ouvrier d'usine ou de celui du petit employé de l'Etat. Néanmoins, on range le paysan avec les classes moyennes, on compte les autres avec le monde ouvrier.

Ces contradictions deviennent plus saillantes encore, dans des pays à développement industriel plus récent. Pour les pays du Sud-Est de l'Europe, nous aurons l'occasion de nous arrêter sur le contraste « classe moyenne paysanné — prolétariat ouvrier ». Là, au contraire des pays d'Occident, tomber de l'indépendance de cultivateur à l'esclavage de l'usine, signifie une élévation sociale. Et s'il est permis de parler de classes moyennes pour ces pays, on peut risquer de dire, qu'elles sont formées uniquement des ouvriers de l'industrie et de fonctionnaires de l'Etat, salariés tous deux. Eux seuls sont pris dans le circuit de l'argent. Le paysan vit en marge de cette économie. Il consomme toute, ou presque toute sa production.

SECTION 4. — *Les classes moyennes dans les statistiques de la production*

La population active représente une bonne moitié du total de la population française. Cela veut dire que la France est un pays qui travaille. Il y a un rapport entre la population active et la natalité. Car dans les pays à forte natalité, il est évident que, entre le nombre des bouches à nourrir et celui des bras occupés à procurer cette nourriture, le rapport n'est pas celui d'un pays à natalité stagnante, comme la France. En France, 50 habitants sur 100 sont actifs, en Allemagne 33 % seulement, en Roumanie, 25 %, etc...

Une classification sociale appuyée sur la statistique de la population active n'est pas nette. Consultons aussi le nombre des entreprises d'après leur grandeur. (Nombre des ouvriers qu'elles occupent.)

Le voici pour l'année 1931 (en milliers) :

Industries et professions	Total des ou- vriers oc- cupés	dont de 1 à 10	dont de 10 à 100	Au- dessus de 100
Agriculture, forêts, pêche ..	2.432	2.416	15,5	0,5
Industrie, transports	583	514	58	11
Commerce, Banque	447	428	17	1
Professions libérales	51	45	5,5	0,5
Services pers. et domest. ..	32	32	—	—
Services publ. industr.	2	2	—	—
	3.547	3.437	96	13
	100 %	97 %	2,5 %	0,5 %

A juger d'après le nombre des ouvriers que les entreprises occupent, il n'y aurait aucune concentration dans l'Economie française. Les entreprises occupant jusqu'à 10 ouvriers forment la quasi-totalité. Mais il ne faut pas se contenter de ce chiffre, il faut voir aussi la quantité de main-d'œuvre pour l'ensemble de chaque catégorie.

La voici, pour 1931 (en milliers) :

Industries et professions	Total des ou- vriers oc- cupés	dont de 1 à 10	dont de 10 à 100	Au- dessus de 100
Agriculture, pêche, forêts ..	2.147	1.974	165	7
Industrie	5.598	1.125	1.820	2.868
Commerce, Banque	1.353	590	420	343
Professions libérales	342	124	150	68
Domestiques	72	65	6	1
Services publ. industr.	116	4	18	94
Total.....	9.628	3.882	2.579	3.381
	100 %	40,3 %	26,5 %	33,2 %

Sur l'ensemble de la production de biens et services, les entreprises se répartissent en deux groupes qui se font pendant. Au contraire du premier tableau, la concentration ressort, selon le deuxième, comme assez poussée. Les petites entreprises représentent, sans doute, le coefficient le plus fort, car elles occupent encore plus d'un tiers de la main-d'œuvre. L'agriculture surtout, vient gonfler ce coefficient. En agriculture, la petite exploitation reste la règle. Il y a 99 % de petites entreprises agricoles, et ces petites entreprises occupent les 92 % de la main-d'œuvre employée dans cette branche. Néanmoins, cet important apport de l'agriculture ne suffit pas, pour compenser le gros coefficient de l'industrie, qui à elle seule, occupe les deux tiers du salariat. Cependant, la France n'est pas un pays de salariat type comme l'Angleterre, les Etats-Unis ou la Russie Soviétique.

En ce qui nous concerne, on peut ranger parmi les classes moyennes, les agriculteurs qui emploient d'un à cinq salariés. D'une façon moins sûre, on peut leur annexer encore ceux qui emploient jusqu'à dix, et ceux qui travaillent eux-mêmes la terre sans l'aide d'aucun salarié.

L'ensemble de ces agriculteurs, submerge par sa masse (2.400.000, les quelques 20.000 exploitants agricoles occupant au delà de 10 ouvriers.

Quant aux classes moyennes de l'industrie, elles sont

composées incontestablement de la grosse masse des entrepreneurs occupant jusqu'à 10 ouvriers. Au delà de ce chiffre, il est difficile à un entrepreneur de se livrer lui-même au travail manuel, à côté de ses employés. Il doit rester cantonné dans le travail de direction, d'administration et de comptabilité de l'entreprise. Souvent, il ne trouvera même pas le temps pour ces activités et il aura recours pour les exécuter, à des employés salariés. Mais, à partir de cet instant, on ne peut plus le considérer comme industriel moyen^e; c'est un entrepreneur capitaliste. Elles sont rares les entreprises industrielles et commerciales occupant une grande quantité de main-d'œuvre, et conservant la forme d'entreprise individuelle. La société anonyme est, en ce cas, la règle.

Or, précisément, parce que la forme juridique de la société anonyme n'a pas trouvé encore son application à l'agriculture, que celle-ci ne connaît que des entreprises occupant peu de main-d'œuvre. Et lorsque l'étendue d'un domaine dépasse plusieurs centaines d'hectares (ce qui est très rare en France), une tendance a lieu de le morceler en plusieurs entreprises indépendantes. Cela tient sans doute à des raisons fiscales, comme pour la grande entreprise industrielle et commerciale ; mais aussi à des raisons de pure technique agraire. C'est la nature du sol, qui fait que les conditions optima d'exploitation, se trouvent réunies pour la France et les pays d'Occident, dans la moyenne entreprise. Il n'en est pas de même pour l'agriculture extensive des pays de steppe : Russie, pays d'Amérique ; où, au contraire, la grande exploitation paraît résulter des conditions mêmes du climat (4) et du sol.

(4) Il pleut en France à peu près 150 jours dans l'année. Il tombe environ 600 mm. d'eau. Cette quantité d'eau est répartie d'une façon uniforme sur les 12 mois de l'année. Par contre, dans les pays à climat continental les fortes pluies sont l'hiver et au printemps, à la fonte des neiges. En une courte période de temps, tous les champs doivent être labourés et semencés. La sécheresse qui s'installe pendant les mois d'été et se prolonge tard dans l'automne, est entrecoupée de quelques orages. Le contraste entre les années de bonne et de mauvaise récolte est beaucoup plus fréquent que dans les pays à climat océanique, comme la France.

SECTION 5. — *Les classes moyennes françaises
vues à travers la statistique des revenus*

Avant de passer à l'examen plus approfondi de chacune des activités économiques, nous retiendrons encore un critère qui a été proposé pour la détermination de la structure sociale : le montant des revenus (5).

Voici la statistique des revenus soumis à l'impôt général sur le revenu pour l'année 1936 (6).

Revenus de :	Nombre des contrib. (milliers)	Montant des revenus (millions)	% des contrib.	% des revenus
10.000 à 30.000 francs	1.246	23.817	75,4	48
30.000 à 100.000 francs	367	17.133	21,3	35
Au-dessus de 100.000 fr.	40	8.251	3,3	17
Total	1.653	49.201	100	100

Comparée à la statistique de la population active, la statistique des revenus nous révèle un rapport curieux : Le nombre des personnes dont le revenu net atteint les 10.000 frs imposables, ne dépasse environ 1.653.000 personnes. Ces contribuables ne représentent pas le dixième de la population active du pays, qui se chiffre, comme on l'a vu plus haut, à 21 millions d'individus.

Il n'y aurait donc que 7,8 % des personnes actives de la nation, qui justifieraient un revenu net supérieur à 10.000 frs. On affirme cependant couramment que cette somme représente le minimum d'existence. Et n'oublions pas que ces revenus déclarés ne sont soumis à l'impôt général sur le revenu, qu'après une série de « déductions à la base ». Le montant des abattements à la base, opérées sur les revenus déclarés pour l'année envisagée, se chiffre à 24 milliards de francs. Il reste donc environ 25 milliards de revenus imposables.

(5) M. W. Oualid, dans l'étude citée, p. 427.

(6) Annuaire Statistique, op. cit. p. 203.

On le dit, à juste titre, qu'à juger la France d'après les déclarations fiscales, elle apparaîtrait comme un pays pauvre.

On s'entend mal sur ce qui pourrait constituer un revenu moyen. M. Oualid croit que jusqu'à 100.000 frs de revenu, une personne peut passer encore pour un membre des classes moyennes. Il ne précise pas la limite inférieure. En ce cas, il n'y aurait en France que des revenus moyens. Les gros revenus sont quantité négligeable. Le nombre des contribuables dont le revenu déclaré dépasse 100.000 frs. s'élève à peine à 40.000 unités, 3,3 %. Il est vrai que leurs revenus englobent 17 % du total et subissent peu d'abattements à la base. (Problème de la natalité). Cependant, il convient mieux de s'arrêter à moitié et dire, que les membres des classes moyennes ne doivent accuser plus de 50.000 frs de revenu net.

En tous les cas, on conviendra qu'on ne peut être « classe moyenne » lorsqu'on ne possède un revenu d'au moins 10.000 frs. Et pourtant, on ne saurait jeter d'emblée le restant de la population active, voire 92 % dans la classe ouvrière ou dans le prolétariat, parce qu'elle ne justifie pas ce minimum de revenu. Ce serait une singulière confirmation à la théorie de la concentration des fortunes.

Constatons plutôt que nous nous heurtons là, à un défaut d'organisation fiscale ou statistique et passons outre.

(7) Il est intéressant de constater comment le nombre des contribuables soumis à l'impôt général sur le revenu, correspond avec le nombre des voitures automobiles.

Il y a environ 2.000.000 d'automobiles en France. Il faut donc 10.000 francs de revenu net pour avoir une automobile. Il en faut moins pour posséder un poste de radio, puisque le nombre des appareils de réception déclarés, était de 5.000.000 en 1939.

CHAPITRE II

MESURES PROPRES A CRÉER LA PETITE PROPRIÉTÉ

SECTION I. — *Généralités*

« Il est conforme, non seulement aux intérêts de la culture, mais aux intérêts de la justice sociale, dit en somme Gide (1), que la terre soit distribuée entre le plus grand nombre d'hommes possible ». Puisque la terre, et la terre arable surtout, est en quantité strictement limitée, ce serait contre la nature des choses qu'elle soit concentrée entre les mains de quelques-uns.

C'est pourquoi, il y a eu de tous les temps des réactions contre les accapareurs de terre. Toutes les révolutions, toutes les émeutes, toutes les guerres on peut dire, ont eu lieu comme réaction contre cette tendance, contraire à la nature, et pour but, de rétablir l'équilibre, en distribuant la terre entre ceux qui, disposait de bras, devaient la mettre en valeur. De tous les temps il y eut des récriminations contre la grande propriété, et les législateurs durent intervenir à maintes reprises, pour apaiser les esprits excités contre les « *latifundia* » et offrir des compensations aux pauvres.

SECTION 2. — *Un exemple historique : Les réformes agraires des Gracchi*

Un exemple de ces manifestations reste pour l'Antiquité, les réformes agraires des frères *Gracchi*.

(1) Gide : Cours, op. cit., II, p. 240.

Le mécontentement grondait à Latium après les Guerres Puniques. Peu à peu, les patriciens, les riches et les chevaliers, avaient absorbé toutes les terres du domaine public (*ager publicus*). Ils le transformèrent en pâturages et cessèrent en même temps de payer la redevance qu'ils devaient à l'Etat du fait de la concession de ces terres.

Ils envahirent progressivement, par l'hypothèque et l'usure, la petite propriété libre, l'*ager privatus*, dont les propriétaires se virent, petit à petit, tomber en esclavage pour dettes. Une grosse partie venait grossir la clientèle des villes, celle qui plus tard devait réclamer les « *panem et circenses* ». La petite paysannerie du Latium, disparaissait peu à peu, consommée par la double action d'une usure dévorante et des guerres sans fin. L'agriculture était ruinée, l'Italie changée en vastes pâturages et jardins d'agrément. Le blé était importé de Sicile et du Nord de l'Afrique qui venait d'être conquis.

La République romaine arrivait à être composée d'une poignée de privilégiés, régnant sur des troupeaux d'esclaves. Bien des tribuns avaient tenté de remédier à cet état de choses, d'arrêter les usurpations des grands propriétaires, et d'assurer aux plébéens une part de l'exploitation de l'*ager publicus*. L'histoire de leurs luttes forme une des parties les plus dramatiques de l'histoire de la vie civile des Romains.

Mais toutes les tentatives avaient été frappées d'impuissance par la ligue des spoliateurs. La loi *Licinia*, qui se proposait de remédier à cet état de choses, fut toujours sapée à la base par eux et resta lettre morte.

Tiberius Gracchus se prépara, dès son élection au tribunat, de changer ce marasme, qui menaçait d'éclater en un soulèvement et une guerre civile, autrement violente que la fameuse retraite sur le Mont Sacre (394 av. J.-C.). Il fallait limiter les envahissements de la grande propriété, arrêter la dépopulation de l'Italie par la désertion des campagnes. Il fallait reconstituer, par une vaste réforme agraire, la classe des cultivateurs libres, en diminuant, par cette mesure même, la classe de la clientèle urbaine, tombée sous la protection des gros propriétaires terriens.

Comparé à ceux de nos jours, le projet de réforme

agraire de Gracchus, n'avait rien de révolutionnaire. Il ne songeait nullement à toucher à la propriété privée, et se limitait à une meilleure distribution des terres de l'*ager publicus*. Il se proposait une réforme agraire, tout ce qu'il y a de modéré. Loin de dépouiller les propriétaires — comme on eut eu légalement le droit — des terres qu'ils avaient usurpées, le projet de réforme leur laissait, outre leur patrimoine, 500 *jugera* de domaine public pour eux-mêmes et 250 *jugera*, pour chacun de leurs enfants mâles. Mieux, elle stipulait que l'expropriation de la côte en excédent, ne se ferait pas sans indemnité à la charge de l'Etat. En possession du surplus, ainsi racheté, l'Etat devait procéder, à son tour, à une distribution de la terre aux citoyens pauvres, sous forme de lots inaliénables et libres de toute redevance au Trésor.

Au fond, il s'agissait d'une expropriation quand même, puisque les nouveaux allotis, n'ayant rien à payer pour les lots qu'on leur attribuait, le dédommagement des propriétaires usurpateurs, devait se faire par le moyen de l'impôt qui tombait sur eux en dernière ligne.

Il s'agit donc d'une réforme agraire, comparable en bien des points, à celles que les Etats Balaniques et Danubiens, pratiquèrent après la Guerre de 1914-1918. Mais si ces dernières à deux mille ans d'intervalle, suscitèrent beaucoup de remous et de controverse, comment s'étonner, qu'il en fût de même, lors des réformes agraires proposées par Tiberius Gracchus.

En effet, le Sénat, composé d'anciens et de nouveaux nobles (*patres et conscripti*) ; les chevaliers, qui sous le nom de *publicains*, formaient de vastes associations d'usuriers, se coalisèrent tous pour faire obstruction aux projets de réforme du tribun. Ils réussirent à gagner à leur cause le deuxième tribun, Octavius, qui mit le *veto* sur la proposition de son collègue. Il n'y avait pas d'issue de cette lutte harassante. Il fallait convoquer les comices du peuple qui déposèrent Octavius de sa magistrature et votèrent, par acclamations, la loi *Sempronia* (du nom du tribun : Tib. Sempronius Gracchus).

Il s'agissait maintenant de passer à l'application de la loi. C'est là que le Sénat et les propriétaires latifundiaires

firent surgir d'inextricables difficultés, de sorte que, pratiquement rien ne put être réalisé. L'aristocratie terrienne manœuvrait par tous les moyens pour éloigner le peuple de son tribun. Elle se prêta même à une mise en scène théâtrale : on vit les nobles, défilér dans le Forum, en habits de deuil et déchirés, pour marquer la misère dans laquelle ils allaient être plongés par l'expropriation. Ils réussirent à entraîner à leur suite des esclaves et des foules (*turbæ*), auxquelles ils présentaient Gracchus comme un usurpateur, assoiffé de pouvoir personnel. Un jour d'été, en 133 av. J.-C., ils le firent assassiner au Capitole et son cadavre, horriblement mutilé, fut jeté dans le Tibre.

...Telle est, brièvement résumée d'après Tite-Live, l'histoire des fameuses réformes agraires de Gracchus.

SECTION 3. — *La petite propriété rurale en France*

Est-ce que les problèmes du même genre se posèrent pour la France ? Non. La France, eut la chance de connaître une évolution de la propriété terrienne, qui ne lui valut aucune secousse violente. La révolution de 1789 fut en plus grande mesure une révolution commerciale et industrielle, — révolution de la Bourgeoisie — qu'une révolution du Tiers-Etat rural. Le prolétariat urbain et le prolétariat rural, n'ont pas la conscience de former un groupe à part dans le Tiers-Etat. Il y a bien quelques manifestations sporadiques, qui nous feraient croire que le prolétariat, surtout le monde ouvrier des villes, avait réalisé, que ses intérêts ne concordaient pas avec ceux de la bourgeoisie (2).

On peut dire, avec Gide, qu'en France, la petite propriété rurale, est le résultat d'un ensemble de conditions politiques et économiques qui ont agi au cours des siècles et qui sont bien antérieurs à la Révolution. Quoique ce soit à celle-ci généralement qu'on en attribue le mérite (3).

(2) V. Roger Picard : Les cahiers de 1789..., thèse de doctorat, Paris, 1910.

(3) Gide : Cours, op. cit. II, p. 240.

Nous n'avons pas de lumières bien claires sur l'origine de la petite propriété paysanne en France. Il y a une lente évolution de la propriété seigneuriale du moyen âge. Le droit de propriété s'était décomposé en droit éminent et droit utile. Le seigneur gardait le premier ; en fait le paysan était propriétaire de la terre qu'il cultivait. La forme féodale de la propriété ne subsistait plus guère, que sous la forme de charges diverses, dont la Révolution libéra définitivement la terre. La confiscation des biens (biens des émigrés, biens de l'Eglise) ; et puis leur vente, créa ou affermit une bourgeoisie terrienne. La littérature de Balzac, est le traité de sociologie le plus complet qu'on n'ait jamais écrit, sur cette bourgeoisie. Le code civil Napoléonien fut la consécration juridique de cette forme de propriété, qui gardait par ailleurs bien des caractères de la propriété féodale, greffés sur la souche romaine. Le Code Napoléon est l'œuvre juridique qui crée sans arrêt, des petits propriétaires ruraux. Mais d'un autre côté, par son régime successoral, il défait chaque jour cette propriété.

Elles sont bien intéressantes les imprécations du vieux juge de paix, Clausier, du « Curé du village » de Balzac. Déjà dans les premières décades du siècle dernier, ce personnage s'élève contre le code civil, qui « fait pour sauvegarder la propriété rurale, au contraire, arrivera à la tuer ». « Le titre des successions dans le Code civil, dit-il, c'est un pilon dont le jeu perpétuel, émiette le territoire, individualise les fortunes, en leur ôtant la stabilité nécessaire et qui, décomposant, sans recomposer jamais, finira par tuer la France ».

Nous voyons aujourd'hui que ces craintes étaient bien exagérées. Le législateur français au xx^e siècle devra intervenir, non point pour empêcher l'émiettement du territoire, mais au contraire, pour interdire aux grosses entreprises agricoles de faire la loi sur le marché, en abaissant les prix. Donc, il y a eu bien « recomposition » de la terre, puisqu'il existe aujourd'hui de grosses propriétés. Economiquement, la moitié urbaine de la France, est alimentée par ces grosses entreprises rurales. La petite propriété se suffit à elle-même et envoie au marché le faible excédent de sa consommation.

Néanmoins, pour un observateur étranger, surtout pour celui qui vient d'un pays de plaine et de grande culture, il est fort typique ce village de la Brie, par exemple, composé d'une infinité de petites parcelles. C'est une vraie mosaïque de petits clos de jardins à moitié en friche, chacun entouré d'un mur de clôture en plâtre et meulière, à moitié délabré. Cet étranger est étonné par l'exiguité et les formes géométriques les plus bizarres, que prennent ces petites propriétés. Elles s'entrecoupent, enfoncent des pointes, des coins et des languettes de terrain, elles s'enclavent les unes dans les autres. Quoique strictement délimitées par un cadastre, il est difficile de s'y retrouver une fois que les bornes et les entourages de ces parcelles sont disparues. L'égoïsme et l'esprit de clôture est poussé si loin, qu'en beaucoup d'endroits, les deux voisins ont bâti, chacun sa clôture à soi ; non pas pour laisser un passage entre les deux propriétés, mais uniquement « pour être chacun chez soi » et « ne pas avoir des histoires ». La plupart du temps, le coût de l'entourage est plus élevé que la valeur du terrain lui-même.

Donc, pour la France, le problème de la petite propriété rurale, ne s'est pas posé comme pour les autres pays à développement capitaliste retardé. Dès le début, il y eut harmonie entre la petite et la grande propriété. Le problème ne se pose pas de créer cette petite propriété, mais au contraire, de l'empêcher de s'effriter de trop, et en même temps de l'empêcher d'être écrasée, à cause de son faible rendement, par la grande propriété agricole.

Il n'y eut donc en France, ni expropriation bénévole, légale, réglementée, comme cela se pratiqua dans la plupart des Etats Danubiens, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et après la Grande Guerre, ni expropriation par la violence et appropriation totale du sol, par la paysannerie, comme cela se produisit en Russie. Il y eut seulement nécessité de la part de l'Etat d'intervenir pour enrayer une évolution, qui paraissait entraîner une trop rapide prolétarisation rurale. Cette intervention prit surtout des aspects de crédit agricole, d'organisation du marché et de réglementation de la vente des produits. Elle marque une tendance catégorique d'avantager les petits producteurs.

Mais, en ce domaine même, le problème du crédit n'atteignit jamais l'acuité qu'il présenta après la Grande Guerre dans les Etats Balkaniques, où le législateur fut contraint d'intervenir pour l'abolition, la réduction ou le moratoire des dettes agricoles.

Et voici, avant d'examiner en détail, quelques-uns de ces aspects du crédit, la structure de la propriété rurale française : (4)

	Nombre de propriétés (en mille)	%	Surfaces occupées	%
Moins de 10 ha.	4.853	85,10	12.572	26,95
10 à 40 ha.	711	12,46	14.313	30
Plus de 40 ha.	139	2,44	22.493	43,5
	5.703	100	49.378	100

Le nombre des petites propriétés est écrasant. Mais ces petites propriétés n'occupent que le quart des superficies cultivées. De plus, il ne faut pas oublier, que dans les cinq millions d'unités déclarées, une bonne quantité représente des petites propriétés de campagne ; appartenant à des rentiers ou retraités. Des cottages et des maisons de banlieue avec le traditionnel petit jardin. Mais économiquement ces petites unités représentent un simple droit de propriété et rien de plus. Il y a, par conséquent en France, quantité de petits propriétaires campagnards, qui ne tirent pas leurs revenus d'une activité agricole. Une preuve nous sera fournie plus loin, par la statistique de l'impôt sur les bénéfices agricoles.

SECTION 4. — *L'exploitation agricole vue à travers la statistique des revenus*

La formule du « Labourage et pâturage » qui formerait les deux richesses principales de la France, est encore une de ces formules sujettes à caution.

(4) Gide : Cours, op. cit. tome II, p. 245.

En effet, voici la statistique des revenus agricoles soumis à l'impôt sur le revenu pour 1936 : (5)

Bénéfices de :	Nombre de contribuables	%	Montant des Bénéfices (millions)	%
2.600 à 10.000 francs....	87.587	88	374	62
Au-dessus de 100.000 frs...	45 négligeable		7	2
10.100 à 100.000 francs ..	10.896	12	219	36
	98.530	100	600	100

Les exploitations agricoles ayant un bénéfice d'exploitation supérieur à 2.500 frs., sont à peine 100.000 unités. Il y a pourtant 2, 1/2 millions d'établissements agricoles en France. Le 25^e seulement de ces établissements, peuvent atteindre le bénéfice net de 2.500 frs. soumis à l'impôt sur le revenu.

On verra plus loin, comment dans l'industrie, le commerce et l'artisanat on trouve un million et demi de déclarants à la même catégorie, c'est-à-dire quinze fois plus. L'agriculture aurait donc peu de bénéfice d'exploitation. Le chiffre de 600 millions se perd, parmi les quelques 100 milliards de bénéfices d'autre nature qui figurent aux 6 cédules de l'impôt sur le revenu (6).

Quant à la répartition de ces faibles bénéfices, on constate que 12 % seulement des exploitations inscrites au rôle, accusent un bénéfice net supérieur à 10.000 frs. Nous revenons à dire, que l'ensemble de la paysannerie ne peut être considéré classe moyenne. Et surtout cette partie de la paysannerie qui ne produit pour le marché ou qui en produit très peu.

Certes, de l'ensemble de la production nationale, ce serait une erreur d'attribuer à l'agriculture la 200^e partie comme cela paraît résulter des chiffres cités.

L'agriculture entre pour quelques 60 milliards dans cette production. Mais si la production agricole est très peu taxée à l'origine, elle se grève d'une série de taxes et d'impôts, dès qu'elle prend le chemin du consommateur.

(5) Annuaire statistique, 1938, p. 203.

(6) 1. Industrie et commerce ; 2. Exploitations agricoles ; 3. Traitements, salaires, pensions ; 4. Professions non commerciales ; 5. Bénéfices, charges, offices ; 6. Impôt général sur le revenu.

CHAPITRE III

LES CLASSES MOYENNES PAYSANNES, EXAMINÉES DU POINT DE VUE DE LA FORME DE CULTURE. CRÉDIT ET FISCALITÉ AGRICOLE

SECTION I. — *Faire-valoir direct, fermage, métayage*

Les formes de culture pratiquées en France sont celles du faire-valoir direct, du fermage, du métayage, de l'exploitation par régisseurs.

Voici une situation pour 1892 (7) (en milliers) :

	Nombre des exploitations	Superficies	%
Culture par le propriétaire	4.191	18.324	53
» par le fermier	1.078	12.629	36
» par le métayer	349	3.767	11
	5.618	34.720	100

Avant la Guerre de Quatre ans, le fermage représentait — comme nombre d'exploitations — un cinquième ; — comme terres exploitées — un peu plus du tiers.

En y ajoutant le métayage, les proportions seront les suivantes :

- du nombre des exploitations : 30 %
- de l'étendue exploitée : 47 %

Et voici une autre statistique plus récente établie d'un point de vue différent (8) (en milliers) :

(7) Gide : Cours, op. cit. II, p. 232.

(8) J. Lescure : Etude comparée des régimes, op.cit., p. 325.

	Faire-val. direct.	Fermage	Mé- tayege
1) Paysans cultivant avec leur famille	2.337	507	160
2) Propriétaires cultivant à l'aide des salariés	301	183	32
3) Propriétaires cultivant à l'aide des régisseurs ou contremaîtres	30	4	—
	2.568	694	192

Quelle est la valeur sociale du fermage et du métayage comparés à la petite propriété personnelle et individuelle ? « Ceux qui croient à l'utilité de la propriété foncière du type du code Napoléon, ceux qui souhaitent son maintien, devraient être les premiers à souhaiter que le fermage se réduise le plus possible, dira Gide. Là où il se généralise, il discrédite la propriété foncière et prépare son expropriation. Si l'on veut sauvegarder la propriété foncière, il faut réaliser un état social dans lequel la fonction de propriétaire ne sera dévolue qu'à ceux qui pourront et voudront réellement l'exercer, c'est-à-dire à ceux qui exploitent eux-mêmes. »

« Les lois civiles tendent à réduire le fermage lorsque, comme en France, elles facilitent la reconstitution de la petite propriété, par des mesures que nous allons envisager. Ces lois vont au contraire, à l'encontre de ce but, lorsque, comme en France aussi, elles multiplient les conditions d'inaliénabilité pour les immeubles appartenant aux mineurs, aux personnes morales, aux femmes dotales. Elles rendent dans ce cas le bail à ferme quasi obligatoire, puisqu'elles maintiennent, bon gré mal gré, la charge de la propriété foncière sur la tête de personnes qui sont dans l'impossibilité de faire valoir leur bien personnellement. » (9).

Toutes ces considérations ne manquent pas de clairovoyance. Elles nous démontrent, ce que nous avons essayé d'esquisser dans l'introduction de ce chapitre sur les classes moyennes, dans l'agriculture, c'est-à-dire, que la pro-

(9) Gide : Cours, op. cit., II, p. 232.

priété foncière, en France, n'est pas la création « *ex nihilo* » du Code Napoléon. Elle est encore toute imprégnée de tares féodales, d'une quantité de servitudes morales et matérielles, juridiques et économiques, qui lui donnent cet aspect propre.

Le fermage et le métayage sont de ces servitudes économiques. Certainement, il faut une révolution ou une mesure révolutionnaire du genre de celle qui émietta la propriété féodale dans le sud-est Européen, pour créer la propriété terrienne, personnelle, individuelle, dans toute sa pureté. La France n'eut point besoin d'une secousse de cette envergure, parce qu'ici, l'évolution se fit progressivement, sans heurt. Économiquement, la France a la supériorité, car ici la loi assure à l'exploitant fermier la presque totalité du produit de son travail. Une assez faible part lui est enlevée par le fermage. Tandis que dans les pays à développement retardé, une bonne moitié des produits du fermier, s'en va en fermage et pour le reste, le paysan ne peut acheter qu'une faible quantité de produits industriels.

Mais le fermage en France n'est pas si anti-économique comme certains sont portés à le croire. D'abord, le fermage, le contrat de location, qui était au début entièrement contenu dans le code civil, s'en est évadé peu à peu. Aujourd'hui, dans les litiges portant sur le fermage, les juges n'ont à se référer, qu'en principe, aux règles du code civil.

Il est né pour le fermage, tout comme pour le petit commerce, l'artisanat, le droit ouvrier, comme pour la vie économique en général ; une législation disparate qui ne cesse de restreindre tous les jours un peu plus, le champ d'application du code civil. Or, comme l'activité économique comprend la presque totalité des rapports entre les hommes, on est bien amené à se demander, qu'est-ce qu'il restera comme champ d'application, de ce monument législatif si imposant et si harmonieux que fut le Code Civil ?

SECTION 2. — *Morcellement ou concentration de l'exploitation agricole*

M. Lescure croit que la propriété paysanne a subi un morcellement après la guerre. Cependant, si on compare

les deux statistiques qu'on vient de voir on peut déduire, qu'au contraire, la propriété a subi un regroupement, ou tout au moins, que le nombre des entreprises agricoles a diminué.

Mis en regard, les deux chiffres représentent :

— 5.618.000 exploitations agricoles, en 1892, et
 — 3.454.000 " " 1929.

Cependant, une diminution de plus de deux millions d'exploitations agricoles, correspondrait à un profond changement de structure sociale. Elle supposerait un puissant exode rural (qui a certainement eu lieu après la Grande Guerre), allant de pair avec une concentration assez poussée de l'agriculture.

En réalité, les renseignements fournis par ces statistiques ne sont pas toujours comparables, car les principes qui ont présidé à leur établissement, ont changé. Ainsi il arrive souvent que le mari et la femme se fassent inscrire tous les deux pour exploitants agricoles.

Y a-t-il une tendance à la concentration dans l'agriculture ? Voici ce que répond à cette question le tableau ci-dessous :

Nombre des entreprises agricoles occupant (milliers) :

	Entreprises autonomes	1 à 10 ouvriers	10 à 100 ouvriers	Au-dessus de 100
1900.....	1.236	1.300	28	—
1931.....	1.341	1.960	162	3

Le nombre des entreprises agricoles n'aurait pas diminué. Toutefois, le nombre des entreprises occupant de la main-d'œuvre et surtout le nombre de celles qui occupent plus de 10 ouvriers, a sauté de 28.000 à 162.000. Un signe de concentration. Encore aujourd'hui, la petite exploitation agricole, celle qui n'emploie pas plus de dix salariés, occupe les 92 % de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture.

L'étendue de terre à exploiter avec dix salariés est très variable, de même que le revenu et le bénéfice qu'elle laisse à l'exploitant. Dans la culture des céréales et de la betterave, en Seine-et-Marne, par exemple, une exploitation de

100 ha., bien outillée, ne réclame pas plus de 5 salariés. La même étendue de terre, cultivée en vignoble, exigerait certainement quatre fois autant de main-d'œuvre. Le paysan cultivant 50 ha. en céréales, peut être considéré encore comme appartenant aux classes moyennes. Dès qu'une exploitation dépasse cette étendue, il est peu probable que son chef : propriétaire, fermier ou métayer, puisse travailler lui-même à côté de ses employés. Pour peu qu'il applique des méthodes de culture rationnelle et intensive, il sera obligé de se cantonner dans le travail de direction et de comptabilité de son entreprise. A partir de ce moment, il cesse d'être « classe moyenne », à moins d'étendre cette notion à la paysannerie toute entière.

En France, on taxe de grand viticulteur le producteur qui dépasse 400 hl. de vin par an. Or, cette récolte peut être obtenue sur 6 ha. de vignoble.

SECTION 3. — *Justification d'un crédit spécialement conçu pour l'agriculture*

a) Justification économique

Nous avons tâché de discerner la structure sociale de l'agriculture française, d'après le nombre des entreprises et la quantité de main-d'œuvre qu'elle occupe. Il nous reste à voir les moyens par lesquels l'Etat s'efforce de créer et de maintenir la petite et moyenne agriculture.

La politique agraire de tous les Etats se résume en deux institutions : Le crédit à l'agriculture et le régime fiscal.

Certainement, l'agriculture a besoin d'organes de crédit propres. Les capitaux qui lui sont nécessaires, ne peuvent pas lui être fournis par les banques. Car les exploitations agricoles ne produisent pas dans des conditions pareilles à celles de l'industrie et surtout à celles du commerce. De plus, le petit producteur est très peu connu ; sa solvabilité ne fait pas l'objet des fiches de renseignements, soigneusement tenues à jour, comme il en existe dans les banques les plus importantes pour leurs moindres clients : petits commerçants, boulangers, épiciers, etc...

Tant que l'Etat se contente de légiférer des institutions

de crédit spécialisées dans les opérations de banque et de financement de l'agriculture, son intervention est très limitée. D'elles-mêmes, et sans aucune intervention de la part de l'Etat, les institutions bancaires ont une tendance à se spécialiser, pour répondre aux besoins variés de l'économie. La situation prend un nouvel aspect, du jour où l'Etat ne se contente pas de réglementer ces institutions de crédit, mais il crée lui-même ou il stimule par des avantages fiscaux et même des subventions, des instituts de crédit agricole. Ces instituts auront leur autonomie financière et leur budget ne se confond certainement pas, dans le budget général de l'Etat. Mais, obligés de faire des avances à des taux plus avantageux et dans des conditions de remboursement autres, que celles couramment pratiquées par les banques, ces instituts ne peuvent vivre, qu'en faisant appel aux caisses de l'Etat, qui, périodiquement, les aide à boucler leur gestion.

b) Justification sociale

Comme toutes les matières fiscales et financières, le crédit agricole est régi par une foule innombrable de lois et de décrets. Car, en cette matière, rien ne se fait suivant un plan tracé avec précision. Les mesures qu'on est amené à prendre, sont imposées par les crises que l'agriculture traverse à un degré plus prononcé que les autres branches de la production. Une crise industrielle se traduit sur le plan social par des secousses assez violentes, certes. Mais la répercussion sociale d'une crise agricole, dépasse en ampleur les premières.

L'homme détaché par la force de la terre, parce qu'il n'y trouve plus son compte, l'homme appelé dans les centres urbains, et « happé par l'usine », est obligé de subir une adaptation qui lui est pénible. L'ouvrier de fabrique s'habitue plus facilement aux fluctuations cycliques de l'industrie. Il y a, bien entendu, une grande différence, entre les époques de prospérité et les époques de chômage. Et pourtant, bien que vivant en marge de l'économie, pendant les périodes de crise, il reste un citoyen et du point de vue de sa conscience de classe, un prolétaire. Il n'est pas de même du terrien. Lui, il troque sa liberté de paysan,

contre la soumission à une discipline d'usine. De « classe moyenne » rurale, il devient prolétaire.

Cette seule considération pourrait éventuellement servir de fil conducteur dans la série de mesures que nous allons examiner maintenant.

SECTION 4. — *Crédit agricole libre*

On distingue deux sortes d'organismes bancaires correspondant au *crédit officiel* et au *crédit libre*.

Le crédit libre précède en date le crédit officiel. La forme qu'il revêt est d'habitude celle des caisses de secours et de crédit mutuel (système Raiffeisen, Caisses Durand).

Pour ce qui concerne les détails du fonctionnement de ces organismes, nous renvoyons à la brochure de L. Durand : « Manuel Pratique », et à l'ouvrage plus complet de Gide sur les Coopératives de crédit.

Les caractéristiques principales de ces institutions de crédit sont les suivantes :

1° La circonscription d'une caisse de crédit est très limitée : une commune, une paroisse. Ses membres se connaissent tous entre eux, car ils doivent être domiciliés dans la circonscription.

2° La responsabilité des membres pour les opérations de la caisse mutuelle est illimitée.

3° Les prêts ne peuvent être accordés qu'aux membres seuls et contre garantie (gage, caution, hypothèque).

4° L'administration et la surveillance de la société sont gratuites.

5° Il ne peut être distribué aucun dividende. Les bénéfices de la Caisse sont affectés à la constitution d'un fonds de réserve qui ne peut jamais être partagé entre les membres.

Cette forme n'a jamais pris un grand développement en France. Le paysan français est trop individualiste. « Le paysan français, non seulement n'est guère enclin à solidariser ses intérêts avec ceux de ses voisins, mais il n'aime

pas à faire connaître ses affaires. Et quand il s'agit d'emprunter surtout, il préfère recourir au ministère discret du notaire. » (10)

Or, les Caisses en question, revêtent un caractère d'œuvre sociale, confessionnelle même. De ce fait, les opérations de ces Caisses sont très limitées. Les Caisses Durand, groupées autour de la Fédération Nantaise, n'ont pu se développer en France, où la législation réglementant ce genre de crédit, ne trouvait pas des sociétés du type Raiffeisen. Cependant elles avaient pris une certaine extension jusqu'en 1936, date à laquelle l'Etat intervient plus activement sur le marché agricole, par la politique d'assainissement du marché de la viande, du marché vinicole et par la création de l'Office du Blé.

Depuis, elles languissent, tandis que le crédit agricole du *type français* est en progression, à juger tout au moins d'après les avances consenties par l'Etat aux Caisses de crédit agricole.

Gide incrimine l'Etat, qui n'impose pas aux sociétaires agriculteurs une solidarité totale, avec tous leurs biens. L'Etat leur fournit les capitaux et cela suffit pour que la solidarité n'existe pas. Mais pourquoi l'Etat est-il obligé de subvenir au crédit agricole ? Précisément, parce que le petit ou le moyen cultivateur, dépourvu de l'esprit de solidarité et vivant replié sur lui-même, ne trouve pas de crédit auprès des institutions bancaires habituelles.

En Alsace-Lorraine, par contre, les Caisses du type Raiffeisen se montrent très prospères. Elles pratiquent toute la gamme des opérations qui ont trait à l'agriculture. Ainsi parmi les 2168 caisses groupées dans la « Fédération agricole d'Alsace-Lorraine » il y avait, en dehors des 740 caisses agricoles de dépôts et de prêts, 47 coopératives laitières, 64 Syndicats pour l'élevage du bétail, etc...

Entre 1929-1934, les caisses de la Fédération d'Alsace-Lorraine ont enregistré :

— 830.000.000 frs. de prêts et 456.000.000 de remboursements. C'est-à-dire qu'elles ont augmenté les prêts d'en-

(10) Gide : Cours, op. cit. I, p. 479.

viron 400 millions, ce qui est remarquable lorsqu'on compare ces chiffres aux avances des Caisses de crédit agricole pour le reste du pays.

SECTION 5. — *Le Crédit Agricole « Officiel »*

Il est réglementé dans son ensemble pour la première fois par la loi du 29 décembre 1906 sur les Associations de crédit agricole. Cette loi pose certaines conditions pour la constitution des Banques populaires et des sociétés de crédit. Sans leur accomplissement, celles-ci ne peuvent prétendre aux avances de l'Etat. Voici ces conditions :

1° Les Sociétés doivent être composées uniquement d'agriculteurs, de membres des Syndicats agricoles ou des sociétés d'assurance agricole.

2° Les opérations des dites sociétés, doivent être uniquement agricoles.

3° Elles ne distribuent aucun dividende sur le capital-action. Les parts des sociétaires portent uniquement un intérêt.

4° Les avances à elles consenties par l'Etat, ne doivent pas dépasser le double de leur propre capital.

5° Ces avances doivent être remboursées dans un délai maximum de 25 ans.

Et l'Etat, d'où prend-il l'argent nécessaire pour consentir ces avances ? Il peut le prendre sur le budget général, ou alors prévoir, comme ce fut pour les lois de 1906 et 1920, que ces avances seront affectées par la Banque de France. La Banque de France déduira leur montant de la part des bénéfices qu'elle verse chaque année à l'Etat. En aucun cas, le total des avances consenties ne peut dépasser le tiers de ces mêmes bénéfices.

Cette loi a été complétée par la loi du 2 Août 1920, qui est à la base du crédit agricole « officiel ». Ce crédit se présente sous la forme d'une organisation à trois étages :

1) La *Caisse Nationale de Crédit Agricole*. Elle a pour attribution essentielle, la répartition entre les Caisses régionales, des avances qui lui sont allouées par l'Etat. Elle est également un organisme centralisateur, par les fonctions de contrôle et de statistique qu'elle remplit.

2) Les *Caisses Régionales* facilitent les opérations à court, moyen et long terme des Caisses locales de crédit. A leur tour, elles répartissent entre les Caisses de leur circonscription, les avances qu'elles tiennent de l'Etat, par l'intermédiaire de la Caisse Nationale. Elles sont au nombre de 98.

3) Les Caisses locales sont les petites cellules, celles qui viennent directement en contact avec les agriculteurs et qui réalisent les opérations de crédit avec ceux-ci.

En fait, la hiérarchie et une sorte de solidarité coopérative, n'existent qu'entre ces deux dernières. La Caisse Nationale est un institut public, qui n'a d'autre rapport avec les Caisses Régionales, sinon de leur transmettre les avances qu'elle tient de l'Etat.

La dernière crise de 1929 a augmenté d'une façon considérable les besoins de crédit de l'Agriculture. Les avances de l'Etat vont, naturellement, grossissant. Rien que pour l'année, la Caisse Nationale distribue le maximum qui n'a pas été dépassé depuis, de 1 milliard et demi de francs.

Voici par ailleurs une brève situation des Caisses de crédit agricole mutuel (11).

	Cais- ses Régio- nales	Caisses locales affiliées		Montant des Prêts en cours (en milliers)	Avances de l'Etat, en cours
		Nombre des Caisses	Nombre d'Adhérents		
1900..	9	87	2.000	—	—
1905..	66	1.300	61.000	20.282	19.479
1910..	96	3.300	151.000	49.487	50.442
1920..	98	—	—	105.544	124.449
1925..	98	5.400	317.000	714.000	630.000
1930..	100	6.002	470.000	2.337.000	1.696.000
1935..	98	6.114	575.000	3.000.000	2.265.000
1938..	98	5.798	588.000	4.000.000	2.231.000

(11) Annuaire Statistique, 1938, p. 57.

Les avances en cours de l'Etat, après avoir progressé rapidement, se maintiennent et sont même en baisse, depuis l'inauguration de la politique du blé.

SECTION 6. — *Intervention de l'Etat dans l'assainissement du marché du blé et du marché vinicole*

§ 1. *La politique du blé et les classes moyennes paysannes*

Le blé est la marchandise type, la marchandise économique par excellence. Nous vivons encore sous l'influence des souvenirs ataviques de la famine. Cela n'a rien d'étonnant que de voir tous les économistes classiques documenter leurs théories en se rapportant presque invariablement au prix du blé. Nous sommes autant imprégnés de ces idées que les peuples bibliques eux-mêmes.

A la conférence du blé tenue à Londres en Août 1933, on pouvait entendre des propos comme ceux-ci : « Le blé est non seulement l'auteur de la crise industrielle et financière que nous traversons, mais il est aussi la clef de la possession future du monde » (12). Ailleurs on peut lire : « Le Blé (avec majuscule, *nota mea*) fournit l'index économique de base ; il peut être considéré comme constituant dans l'édifice économique, trois des quatre piliers principaux. Il est la fondation de toute la construction industrielle, commerciale et financière. » (13)

Il serait peut-être exagéré d'envisager toute la politique céréale et surtout la politique du blé, pratiquée par les régimes les plus divers aux époques les plus diverses, uniquement du point de vue social.

Un contraste fondamental apparaît entre la politique des 7 vaches maigres et des 7 vaches grasses, des temps pharaoniques et la politique moderne de soutien des cours du blé, par les moyens que l'on connaît. Dans le premier

(12) « L'Information » du 30 Sept. 1933. Cf. Thèse citée de Bourdin, p. 29.

(13) Id. : Le problème du blé, p. 19. Cf. Thèse citée de Bourdin, p. 29.

cas, la politique *annonaire* était une politique de stockage, qui répondait aux craintes des famines. Périodiquement, les populations étaient décimées par une sous-production de céréales et par de mauvaises récoltes. La sécheresse en était la cause.

Aujourd'hui, au contraire, les Etats producteurs de céréales, interviennent, non point pour stimuler la production des grains, mais pour la freiner et éviter une pléthore de produits, l'engorgement du marché, la débâcle des prix. La crise agricole causée par l'abondance, aurait pour conséquence, dans l'esprit du législateur, la ruine de la classe sociale la plus stable : la paysannerie.

Les mesures de *stockage* dans l'antiquité, l'abolition des « *corn laws* », en Angleterre, où la réglementation mercantiliste en France, du temps de Colbert, étaient des mesures d'un caractère économique, dans le sens classique du mot. Elles tendaient à l'abaissement du prix des céréales et voulaient prévenir la disette. Par contre, les mesures modernes de réglementation des prix ont un caractère plutôt social. Elles se proposent de maintenir une classe moyenne dans les campagnes. Cet effort de conservation sociale, se fait à l'encontre des tendances vers le moindre effort et le meilleur marché, qui devraient constituer la règle primordiale d'une économie.

Pratiquement, il est réalisé plutôt par un ensemble de mesures prohibitives et négatives, que par des mesures d'encouragement, positives. En voici quelques-unes qui datent d'avant la création de l'Office du Blé :

1) Soutien financier aux groupements agricoles qui s'engageront à écouler le blé entreposé, par des ventes à échelonnements déterminés.

2) Distillation obligatoire des récoltes.

L'Office National Interprofessionnel du Blé, crée en 1936, marque un effort de coordination des mesures disparates appliquées auparavant.

Le conseil central de l'Office est composé de 51 membres, représentant les intérêts des diverses professions ayant un rapport avec le blé : marchands en grains, minotiers, boulangers, etc... Mais les représentants des producteurs de blé sont en majorité (29 membres). L'Etat a ses représen-

tants aussi. Le conseil établit chaque année, au mois de juin, le prix du quintal de blé pour la récolte en cours. Il peut reconsidérer ce prix au cours de l'année, s'il y a lieu d'envisager de nouvelles circonstances. L'Office jouit d'une pleine autonomie de gestion, mais fonctionne sous le contrôle de l'Etat.

L'Office du blé est une application de la théorie du prix social ou du juste prix du temps des Corporations.

L'idée qui est à la base de cet Office, est que le cultivateur doit trouver, dans quelque circonstance que ce soit, un acheteur pour son blé. L'acheteur, c'est la coopérative agricole qui doit payer en espèces les premiers cinquante quintaux, livrés par le cultivateur et faire des avances importantes, pour le reste de la récolte. Ces avances peuvent aller jusqu'aux $2/3$ de la valeur du reste de la récolte.

Ces mesures nouvelles, combinées avec des mesures rigoureuses applicables aux commerçants en grains, ont modifié dans des proportions tellement considérables le volume des affaires traitées par les coopératives, que celles-ci auraient pu se trouver gênées par le manque de crédits. Le législateur a dû prévoir, conjointement, des modalités de financement pour ces coopératives qui remplaçaient dorénavant dans leurs attributions les négociants en grains.

Ce n'est pas que les marchands de grains patentés auraient été obligés de fermer boutique. Mais ils ne sont plus libres d'acheter à un autre prix et dans d'autres conditions, que celles pratiquées par les coopératives. Or, ces conditions laissent une marge de profit très limitée à ces commerçants. Ils sont devenus des simples fonctionnaires rétribués à un taux fixe. Ils gardent encore la plupart des risques inhérents à leur métier (pertes, avaries), sans la contrepartie d'un bénéfice à la vente, tel qu'il s'établit dans le commerce libre.

Toutes les conditions d'achat sont faites pour avantager le petit producteur, jusqu'à 100 quintaux. Ceci se comprendra mieux, lorsqu'on examinera les trois formes d'achat, pratiquées par les Coopératives.

1° *Achat comptant et livraison immédiate du blé.* La coopérative achète comptant et se fait livrer le blé dans ses silos, lorsqu'elle possède assez de place pour stocker. Cette

forme d'achat est obligatoire pour 50 ou 100 quintaux de blé, suivant la récolte du vendeur. L'argent est procuré auprès des Caisses de Crédit agricole, par des traites sur le blé. La coopérative doit payer ces traites dans un délai maximum de trois mois. A leur tour, les Caisses locales de Crédit agricole, font avaliser ces traites aux Caisses régionales et celles-ci, plus loin, à la Caisse Nationale, ou à la Banque de France.

2° *Achat au comptant, livraison différée.* Quand la Coopérative ne possède pas les silos et les emplacements nécessaires pour prendre livraison, elle est obligée d'acheter quand même et de payer comptant les 50 ou 100 quintaux de blé. La marchandise reste en dépôt chez le vendeur. L'argent est procuré par les mêmes moyens que pour le premier cas.

3° *Achat différé.* Il est appliqué surtout aux gros producteurs. L'excédent de leur récolte qui dépasse les 100 qx, ne sera écoulé que par ventes échelonnées qui peuvent s'étendre sur une année.

Sans entrer dans des détails plus compliqués sur le mécanisme de ces opérations, essayons de les résumer dans leurs répercussions sociales.

1° La création d'Office qui ont pour tâche primordiale de fixer le prix d'un produit, se fait à l'encontre des intérêts de la consommation.

2° Le prix ainsi obtenu ne résulte pas du libre jeu du mécanisme des prix ; on ne sait pas ce qu'il représente. Il ne peut pas être expliqué par le mécanisme général des prix dans une économie libre.

3° Si le prix est anti-économique, il paraît être accepté de bon gré par le consommateur. Le consommateur paraît y avoir consenti librement par l'intermède de la majorité parlementaire qui est censée le représenter.

4° Les prix des Cartels et des Trusts sont aussi anti-économiques. Ces prix sont formés aussi en dehors et à l'encontre des lois, sur la concurrence. Ils sont néanmoins acceptés par le consommateur.

5° Du point de vue social, les prix des offices étatiques sont cependant plus légitimes. Ils représentent des intérêts économiques, ou même le droit à une certaine forme

de vie, des couches de population très larges. Les prix des monopoles privés, les prix des trusts et des cartels, par contre ne représentent que des intérêts de quelques individus. Dans une première phase, ils paraissent très avantageux au consommateur, parce qu'ils réalisent par tous les moyens, un *bon marché* non encore atteint. Mais dans une seconde phase, lorsqu'ils sont parvenus à éliminer toute concurrence, ces prix s'avèrent anti-sociaux. Ils ont, pour commencer, provoqué la ruine ou la chute sociale d'une série de producteurs libres ; ils vont, par la suite, rançonner le consommateur, dépourvu de toute défense et de la défense essentielle qui lui est assurée par le libre jeu de la concurrence.

6° Les mesures économiques pratiquées par la politique des Offices et la politique d'assainissement du marché, que nous venons de voir, paraissent retarder, enrayer même, une certaine évolution sociale. Par contre, la politique des cartels paraît hâter cette évolution et la précipiter. Laquelle des deux politiques est la plus juste ?

Il n'y a pas de légitimité sociale. Une minorité agissante à la justice de son côté, lorsqu'une majorité endormie ne peut faire valoir la sienne. Mais lorsque cette majorité tâche d'agir, les mesures qu'elle entend prendre, sont justes, par cela même qu'elles émanent d'une majorité.

§ 2. *La politique vinicole et les classes moyennes paysannes*

Une brève analyse de la viticulture française, nous montrera d'une façon plus éclatante encore, la structure sociale de la paysannerie française.

La culture de la vigne est, certainement de toutes les branches de l'agriculture, celle qui exige le plus une certaine structure sociale. La grosse culture viticole est un phénomène beaucoup plus rare encore que la grande culture céréale. En effet, si dans cette dernière, le machinisme peut être appliqué à une vaste échelle, dans la culture de la vigne, ses applications sont encore assez rares, surtout dans la viticulture en côteau. Ici, l'homme joue encore un rôle essentiel, car presque toutes les opérations, à l'exception parfois des sarclages, des labours ou des binages, sont fai-

tes à la main. La machine (presseoirs, pompes, broyeurs, mus par des moteurs à essence ou des moteurs électriques), trouvera son emploi, une fois seulement que la récolte est rentrée. Mais 11 mois de l'année, cet outillage doit rester inactif. De ceci découle que son amortissement est opéré sur de longues années. Les petits producteurs ne peuvent se le procurer qu'étant associés dans une coopérative ou un syndicat. Très souvent on hésite à remplacer un outillage désuet par un outillage moderne, d'un rendement supérieur. Cependant, toutes ces conditions spéciales à la culture de la vigne, ne l'empêchent d'être, après le blé, la culture essentielle de la France.

BLÉ ET VIN EN 1937 (14)

	Superficie cultivée (milliers ha.)	Récolte totale (millions hl. ou qx.)	Valeur de la récolte (millions frs)	Rendement moyen à l'ha. (qx. ou hl.)
Blé	5.095	70.173	13.262	13,77
Vin	1.505	54.135	9.743	32.—

Malheureusement, dans une Europe, ou même dans un monde, vivant en autarcie, cette belle production vinicole, devait entretenir un grave malaise. Comme pour la culture céréale, mais d'une façon plus profonde encore, l'effondrement des prix menaçait d'imposer un changement de structure économique et social, qui devait alarmer le législateur.

Les prix sont en continuelle baisse. Voici les prix du vin rouge ordinaire, 9°, chez le producteur, au début de chaque récolte :

Octobre.....	1926	1930	1933	1935
	133 fr.	117 fr. 50	82 fr.	64 fr.

L'année 1935 devait marquer surtout un effondrement total par sa récolte pléthorique : près de 91 millions d'hectos (Algérie comprise). Pour l'écouler, chaque habitant eût

(14) Annuaire Statistique, 1938, pp. 74-75.

dû boire 200 litres de vin par an. Or, la consommation par habitant n'est que de 150 litres, en moyenne. Elle a beau être la plus forte du monde, cette consommation ne peut absorber la totalité de la production.

Mais examinons un peu la provenance de cette production, pour voir si elle est le fait de la petite ou de la grande culture. Voici la répartition de la production suivant les quantités obtenues (15) :

Catégories de production	Nombre des viticulteurs (en milliers)	Récolte (milliers d'hectos)	Moyenne de production par récoltant (hectos)
0 à 100 Hl.	1.527	22.919	22
100 à 400 Hl.	87	15.461	236
400 à 10.000 Hl.	19	24.128	3.458 ¹
10.000 Hl. et plus.....	0,25	4.236	32.695
	1.633,25	66.799	—

« Les petits ruiseaux forment les grandes rivières », dira le viticulteur émérite dont nous venons de citer l'ouvrage. Incontestablement, si on considère comme petit viticulteur, celui qui produit moins de 400 Hectos. Car les récoltes de cette catégorie représentent près des 3/5 de la récolte pour l'année envisagée. Mais lorsqu'on répartit les quelques 42 millions Hl. de vin entre les 1.600.000 producteurs, la part de chacun s'élèvera à 28 Hectos. Or, comme le nombre des personnes intéressées à la viticulture, s'élève, d'après les appréciations de M. Morel, à environ 7 millions d'habitants, il résulte que cette production est entièrement absorbée pour la consommation domestique des producteurs eux-mêmes. Une très faible quantité apparaîtra sur le marché. Par contre, le restant de la production est le fait de 19.000 producteurs ou grandes entreprises viticoles. En appliquant un pourcentage, nous dirons que le millième des producteurs de vin, participent pour les 2/5 dans la production de cette boisson, et comptent à peu près seuls sur le marché.

(15) D'après Léopold Morel : « L'économie dirigée en viticulture », thèse, Paris 1939, p. 32.

En effet, les quatre départements viticoles du Sud de la France, et l'Algérie, quoique forts consommateurs, livrent au marché 92 % de la production, pendant que les 67 autres départements producteurs, ne vendent que 59 % de leur production et consomment le reste.

Schématiquement, le problème de la viticulture, se présente ainsi : Le vignoble français, fortement éprouvé par le phylloxéra entre 1880-1890, s'est vite remis de cette calamité et a repris la place de premier ordre qu'il tenait dans la production mondiale. Jusqu'à la Grande Guerre, la viticulture française vivait en parfait équilibre. La production était normalement absorbée par le pays lui-même. L'excédent de 2 ou 3 millions d'Hectos, composé surtout de vins de marque, trouvait un écoulement à l'extérieur. Le vin français, « notre meilleur ambassadeur », a été de tous les temps le produit le mieux coté sur le marché mondial. On peut dire que la France a habitué le monde, tout au moins une certaine partie de ce monde, à boire du vin.

Le problème changea du jour où, dans l'Algérie pacifiée, on commença à cultiver, d'une façon intensive, la vigne. Ce nouvel apport venait concurrencer fortement la production de la Métropole. La question de la concurrence algérienne ne se posa pas seulement pour le vin, mais pour une quantité d'autres produits agricoles.

Le rendement supérieur du vignoble algérien, le bon marché de la main-d'œuvre, l'application des méthodes modernes de culture intensive, permettaient d'obtenir un prix beaucoup inférieur à celui de la métropole. Cependant le vignoble du midi de la France, celui qui fournissait la presque totalité des vins ordinaires, se voyait obligé de réadapter ses méthodes, en face de la concurrence algérienne.

En ajoutant, après guerre, les innombrables barrières douannières qui entravaient la circulation des biens, on tient une explication de la crise du prix du vin.

Que fallait-il faire ? Il fallait prendre des mesures pour sauver de la ruine plus d'un million de vignerons, avec leurs familles. D'une manière plus circonstanciée, on exigeait aussi d'empêcher que la qualité traditionnelle des produits français, soit avilie par la production quantitative.

En réalité, comme pour le blé, les solutions qu'on fut amené de prendre, sont exclusivement sociales. L'Etat ne devait plus se limiter, comme c'eût été son rôle, de faire la police de la production. Il ne se contentait pas de prescrire et de vérifier, par ses organes de contrôle, à ce que le consommateur, insuffisamment instruit, ne soit fraudé.

Dans un régime libéral, une définition légale du vin, « produit provenant exclusivement de la fermentation du raisin frais, ou du jus de raisin frais » (loi du 14 Août 1889), eut suffi pour protéger le consommateur. Les organes de contrôle auraient pu s'en servir pour déceler toute boisson frelatée, coupée, baptisée, mouillée, etc..., qui, quoique vendue sous l'étiquette de « Vin », voire « Vin supérieur », ne constituait pas en réalité un vin légal. « Dans une économie libérale, on aurait « laissé-faire » et, la qualité du produit étant réglementée, on aurait attendu que la culture de la vigne, devenue peu rémunératrice, soit partiellement abandonnée. « Automatiquement » les prix auraient monté et « le marché aurait trouvé son équilibre » (16).

Mais le législateur se voit contraint d'abandonner ce rôle de simple policier, pour prendre, comme pour le blé, des mesures d'un ordre beaucoup plus étendu. C'est qu'il n'entendait pas abandonner à la dérive les quelques 1.600.000 viticulteurs et leurs familles, — un ensemble de 4 millions de personnes qui formaient un groupe bien organisé et « remuant ». Leur « Confédération Générale des vignerons », dit M. Morel, fait partie des grandes congrégations économiques du pays, au même titre que le Comité des Forges » (17).

Voici quelques-unes de ces mesures particulièrement nombreuses, surtout depuis la loi du 4 Juillet 1931 (18).

1° *Interdiction des plantations nouvelles*, dans tous les départements où les superficies plantées s'étaient accrues depuis 1924. Cette interdiction des plantations se grève d'un

(16) L. Morel, thèse citée, p. 25.

(17) Id. Ibid., p. 24.

(18) Une liste très complète, dans la thèse ci-dessus, p. 160.

si grand nombre d'exceptions, qui avantagent uniquement le petit cultivateur, que son effet pratique a été nul ou presque nul.

2° *Arrachage de vieilles plantations.* Pour stimuler cette opération destinée à réduire l'aire viticole, le législateur (Décret-loi du 30 Juillet 1935), promet une indemnité pour chaque hectare de vignoble arraché et le reclassement au point de vue de l'impôt foncier.

3° *Mesures tendant à diminuer le rendement à l'hectare.* On réglemente le degré alcoolique des vins suivant leur provenance et leur appellation. Ainsi, on ne peut mettre dans le commerce sous l'appellation « vin d'Algérie », un vin titrant moins de 12°. On interdit le surpressurage des marcs. Cette opération donne des vins de qualité inférieure. On établit des taxes sur les hauts rendements. Par exemple, si le rendement à l'hectare dépasse 250 Hectos, le producteur doit payer une taxe de 100 fr. par Hecto de vin produit à ce rendement.

On interdit les irrigations des vignobles. On introduit la distillation obligatoire, dès que la récolte dépasse un certain nombre d'hectolitres par producteur.

La distillation du vin fait partie de cette série de mesures paradoxales que l'on peut comparer à la projection à la mer des récoltes de blé, ou à l'incendie des récoltes de café, au Brésil.

Les lois du 4 Juillet 1931 et du 22 Décembre 1937, réglementant la distillation obligatoire. D'après M. Morel, cette opération est non seulement anti-économique, mais elle constitue une vraie destruction de richesses. En effet, on oblige les viticulteurs à transformer en alcool, qui sera employé à divers débouchés « artificiels et anormaux » les excédents de leur récolte. Le fonctionnement de cette opération, nous démontre son caractère social. Elle pèse, comme une sorte d'impôt progressif, sur les grands producteurs. Les petits, ne sont pas contraints à distiller. Souvent on oblige de livrer à l'Intendance une quantité de vin, en dessus des achats normaux de celle-ci. Et M. Morel de remarquer, qu'après tout, il est préférable d'augmenter la ration de vin du soldat, que de détruire une boisson natio-

nale, en la transformant en alcool carburant. En effet, ce qui fait le paradoxe de cette distillation obligatoire, c'est son caractère absolument anti-économique.

Pour obtenir un litre d'alcool, qui incorporé à l'essence, donnera, dans les cylindres d'un moteur à explosion, 3.000 calories, on brûle sous l'alambic 2 kilos de charbon, qui en dégagent 12.000. Cela, sans faire entrer en ligne de compte le coût du vin soumis à la distillation. Au meilleur rendement, il faut 10 litres de vin, à 12° pour obtenir un litre d'alcool pur. On dépense donc $10 \times 3 = 30$ frs, pour avoir un litre d'alcool, qui sera vendu comme carburant, au prix de 3 frs. Ni le coût des installations, ni le temps perdu, ni l'appareil administratif et fiscal, exigé pour le contrôle de ces opérations, n'entrent en ligne de compte.

Les observateurs trouveront que ces mesures manquent de cohérence et l'idée directrice et en les jugeant exclusivement du point de vue économique, ils diront qu'elles sont foncièrement ruineuses et insensées.

L'Etat achète en 1935 environ 1 million d'hectos d'alcool. Il payait aux producteurs, pour cet alcool, environ 500 millions de francs. Les viticulteurs obligés à distiller, perdaient déjà dans l'affaire, car la quantité de vin nécessaire pour obtenir, par la distillation, cet alcool, eût été vendue 4 fois plus cher. Mais la perte ne se limite pas ici. Plus tard, l'Etat revend à son tour, cet alcool sous forme de carburant, pour un prix d'environ 200 millions de frs. Il réalise dans cette affaire un déficit net de 300 millions de francs.

Tout le monde se sent frustré : le viticulteur, qui a été obligé de distiller une partie de sa récolte, l'automobiliste, qui paye très cher un carburant de mauvaise qualité, et le Trésor, qui a enregistré une perte sèche de 300 millions de francs. Qui a gagné dans cette opération, puisqu'elle eut lieu quand même et elle continue à être pratiquée, chaque fois qu'il se produit un excédent de récolte ?

Quant aux mesures interdisant l'irrigation des vignobles, à partir du mois de Juillet, M. Morel les qualifie d'« hérésies biologiques ». « Tous les pays, dit-il, en résumé, organisent l'irrigation. La France elle-même, a dé-

pensé des sommes et des énergies coûteuses pour les travaux d'irrigation. Et tout cela, pour laisser, par crainte de récolte trop abondante, les plants crever de soif. »

Quel est le jugement d'ensemble que l'on puisse porter sur ces mesures ? Faut-il les condamner toutes en bloc, comme des mesures de la grande iniquité sociale, ou faut-il les admettre, précisément parce qu'elles rétablissent un équilibre social, et conservent une structure propre à la France ?

L'auteur qui nous a fourni nos brèves observations sur la viticulture, crie à l'injustice. Le poids de ce qu'on appelle l'assainissement du marché du vin est entièrement supporté par 3 % des viticulteurs de France et d'Algérie, pendant que la majorité ne participe en aucune sorte à cet « écrasant impôt ». Dès que l'on est rangé parmi les petits récoltants, on devient une catégorie intéressante pour le législateur.

Mais l'iniquité provient, en large mesure, de ce que, pour le petit producteur de vin, la viticulture est souvent un accessoire. Il cultive la vigne parallèlement aux céréales, aux légumes ou aux fruits. Tandis que les moyens et les grands producteurs méridionaux ou Algériens, font de la viticulture leur unique occupation. La vente du vin reste leur seule ressource financière.

« L'ensemble de cette législation qui protège le « petit », par de l'esprit nettement démagogique, diront ces auteurs. Il tend au nivellement de la propriété, mais en même temps il se détruit lui-même, car il est fondé sur le sacrifice de quelques-uns au profit de la masse. » (19)

Or, l'intérêt des consommateurs serait d'avoir une boisson saine, à un prix relativement bas. La monoculture viticole des départements du Midi et d'Algérie, est seule capable de réaliser ce prix. Cela ne veut pas dire qu'on doive laisser disparaître le vignoble de crû, les vins fins produits pour la consommation de luxe. Ces vins se suffisent d'une protection légale portant sur les appellations et les marques d'origine. Les producteurs eux-mêmes s'assu-

(19) L. Morel : thèse citée, p. 155.

rent une auto-défense en se groupant dans des syndicats et coopératives viticoles.

Ce qu'il faut, c'est que le législateur cesse d'entraver un développement naturel qui veut que la vigne donne un rendement supérieur dans le midi de la France et en Algérie et végète dans le Pas-de-Calais.

Il serait intéressant de comparer cette législation viticole avec la législation sur les blés. On a vu que la législation sur les prix et surtout la création de l'Office du blé, touchent d'avantage les intermédiaires, les marchands en grains. Elle protège nettement les petits producteurs de blé, au détriment parfois, des gros agriculteurs. De la fixation par voie d'autorité d'un prix de vente, les gros producteurs n'ont pas de raison de se sentir lésés. Ils sont plutôt gênés par les mesures prescrivant l'écoulement échelonné de leurs récoltes.

Au contraire, dans la viticulture, le seul effort est demandé au producteur et surtout au grand producteur. Celui-ci considère les mesures législatives tendant à éviter la surproduction permanente : arrachage, limitation de plantations, obligations de distiller, comme de graves atteintes au droit de propriété. Les intermédiaires, eux, ne sont touchés en rien. Mais pour les blés, comme pour les vins, la tendance du législateur est d'aboutir à un *prix social*. Le prix social est celui qui garantit le producteur contre tout risque de baisse. Par des moyens directs pour le blé, par des moyens indirects pour le vin, on fixe arbitrairement le prix du produit. Mais ce prix n'est pas une résultante économique et ne peut révéler les déséquilibres qui se produisent entre l'offre et la demande. Il manque d'automatisme. Il n'est pas fait pour satisfaire au meilleur compte les désirs des hommes — de tous les hommes en tant que consommateurs — « il est destiné à ordonner les hommes et les choses en vue d'obtenir un certain résultat. Le prix cesse d'être économique pour devenir politique » (20). Il se justifierait encore dans un régime totalitaire, qui se propose de réaliser une expansion nationale, un affranchissement du pays, de certaines servitudes de l'étranger, une autarcie.

(20) L. Morel : Thèse citée, p. 154.

Il n'a qu'un caractère démagogique dans des pays de liberté, car il classe les hommes d'après des critères erronés : la quantité de blé ou de vin produite. Economiquement il encourage le gaspillage, l'éparpillement des forces, la cherté, au lieu que la liberté assurerait un bon rendement, un bon produit et le bon marché.

Pour aller au fond de la pensée des auteurs dont nous résumons les griefs, nous dirons ceci : Les tendances de réglementation et d'immixtion de l'Etat dans des domaines qui ne sont plus de son ressort, indiquent une politique consciente ou inconsciente, en tout cas démagogique — de socialisation. Cette socialisation que l'Etat ne voudrait pas voir se produire par la violence, il la réalise chaque jour un peu plus, par des réformes. Petit à petit, l'Etat ne légifère plus pour l'ensemble de la Nation, mais bien pour des groupes qui ont su faire valoir leur force. C'est un retour aux corporations nanties de privilèges, de l'Ancien Régime. Avec cete seule différence, que les corporations s'entouraient de protections statutaires et de protections légales, pour le plus grand bien du consommateur, à qui elles assuraient un produit loyal et bon marché. Par contre, les corporations modernes mendient au législateur cette protection, au détriment du consommateur qui serait mieux servi dans un régime sans entraves et sans privilèges.

Au lieu de réaliser une harmonie sociale, cette façon d'agir, tend à dresser des congrégations au sein de la Nation.

Que peut-on répondre à ces objections ?

On peut répondre en somme ceci : L'ensemble des mesures que le législateur est amené à prendre, loin d'aboutir à une socialisation, ont pour but de reculer celle-ci le plus loin possible. Elles ne sont pas révolutionnaires, ni progressistes. Elles sont, au contraire, conservatrices. Elles ne marquent pas un empiétement sur le droit de propriété individuelle ; elles tendent au contraire, à conserver, au delà du possible, cette propriété, dans sa forme la plus pure : la petite propriété, celle où l'homme et la terre, l'homme et son outil de travail, l'homme et son capital — se confondent.

CHAPITRE V

LES CLASSES MOYENNES DANS LE COMMERCE

SECTION I. — *Structure sociale du commerce français*

Comme pour l'agriculture, nous allons examiner quelle est la structure sociale du commerce en France. Voici d'abord quelques chiffres :

NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX ET BANCAIRES ET LE PERSONNEL EMPLOYÉ. 1931 (1) (en milliers)

	Total	Aucun salarié	%	1 à 10	%	10 à 100	%	Au-dessus de 100	%
Nombre des établissements.	448	160	37	270	60	17	3	1	—
Nombre des Salariés....	1.353	—	—	591	43	425	30	337	27

Il ressort de ce tableau une tendance à la concentration assez poussée. Elle est vraisemblablement plus prononcée dans la banque que dans le commerce de détail ; les deux professions étant présentées ensemble, il nous est impossible de les séparer. Toutefois, il faut tenir compte que les succursales des grands instituts de crédit, de même que les succursales des magasins de détail, y figurent toujours comme entreprises séparées. Chacune des 18.000 succursales que tel magasin affiche dans toute la France, sont comptées comme établissements indépendants. En réalité, il s'agit de simples gérances n'ayant aucune autonomie, aussi bien pour effectuer leurs approvisionnements, que pour la fixation des prix de vente.

La grande entreprise commerciale, se présente par conséquent, sous deux aspects :

(1) Annuaire statistique, 1938, p. 103.

1° Elle peut n'avoir aucun grand magasin de vente et paraître au dehors sous la forme d'une multitude de succursales. La « centrale » qui effectue les livraisons et centralise les comptes de chacune de ses succursales, peut se cacher dans le tableau ci-dessus parmi les unités moyennes, celles de 10 à 100 employés salariés, ou même parmi celles de 1 à 10 salariés.

2° Le grand magasin type et le magasin à prix uniques. Quoique très souvent, plusieurs de ces magasins, surtout les derniers, n'ont qu'une autonomie de façade, ils figurent dans la statistique, parmi les grosses unités. Chacun d'eux emploie au dessus de 100 salariés, groupés dans un seul lieu de vente ; plusieurs milliers parfois, si on peut déceler les divers procédés financiers, qui permettent de présenter comme indépendants, des établissements, dirigés ou contrôlés par un même consortium, cartel ou groupe financier. Les mille établissements de ce genre (banques comprises), sont quantité négligeable dans la masse des 500.000 établissements commerciaux. Par contre, ils pèsent par l'importance du nombre des salariés qu'ils occupent (27 % du total).

SECTION 2. — *Justification du petit commerce*

On a beaucoup écrit sur le développement hypertrophique du petit commerce et sur le gaspillage, la perte de temps et l'enchérissement démesuré des denrées, qu'il provoque. « Le travail essentiel du petit boutiquier, consiste à attendre le client, et lorsqu'il le tient, de lui vendre toute la boutique, si possible ». On nous a maintes fois présenté le gaspillage de place, de loyers, d'éclairage, de décoration que font les petites boutiques. Le grand magasin, malgré les énormes frais généraux qu'il entraîne, se permet des décorations plus attrayantes, une présentation supérieure, dans l'ensemble à celle du petit détaillant. Et par rapport à son chiffre d'affaires, ces dépenses en frais généraux, sont proportionnellement beaucoup plus réduites que dans le petit commerce.

Cependant, malgré ces désavantages économiques, le petit commerce continue à vivre.

1° Il correspond encore à la psychologie de certaines catégories de consommateurs qui n'aiment pas se déplacer trop loin, dans les grands magasins, pour faire leurs achats.

2° Le commerce de détail sous la forme des grands magasins est impraticable dans les petites villes de province et dans les campagnes.

3° Le petit commerce sait bien se défendre ; moins par une politique de rationalisation et de modernisation de ses méthodes, que par l'appui incessant qu'il réclame à l'Etat. Périodiquement, le législateur est appelé à prendre des mesures de protection en faveur de cette catégorie d'intermédiaires : une des plus typiques parmi les classes moyennes.

« Le nombre des commerces de détail est démesuré dans l'ensemble de la population, a-t-on dit. » Il y a en Belgique un commerce de détail pour 37 habitants. Très souvent le commerce n'est pas la principale occupation destinée à fournir un appoint au budget familial. Ainsi, sur 100 petits commerçants en Belgique, il n'y en avait que :

— 65 faisant du commerce leur unique occupation.

— 20 d'entre eux étaient en même temps artisans.

— 15 étaient en même temps, employés ou ouvriers.

Le nombre des intermédiaires, surtout des commerçants au détail, est devenu trop disproportionné avec les besoins. Voici leur progression en France, d'après Gide : (2)

1866 973.000 ; 1911 2.053.000 ;

1921 2.314.000 ;

Ils ont augmenté de 226 % et pendant ce temps, la population n'a bougé que de 5 %. « Si la progression devait continuer à ce taux, en moins de 200 ans tous les habitants de France seraient devenus commerçants ».

Gide ne les ménage pas. « Remarquez, dit-il, que ces 2.300.000 commerçants, représentent avec leurs familles, plus de 8.000.000 de personnes. On peut dire, donc, qu'un

(2) Gide : « Cours », I, p. 356.

Français sur 5 est dans le commerce — ce qui ne veut nullement dire, que la France soit le premier pays commerçant du monde, mais au contraire, qu'elle entretient à grands frais des serviteurs inutiles, comme ces maisons de lords Anglais, où il y a tout un régiment de domestiques » (3).

« Cette multiplication des intermédiaires, en réduisant la part de chacun, a pour résultat de grever chaque article de frais généraux proportionnellement énormes et d'empêcher la baisse naturelle des prix dans le commerce de détail. Ces intermédiaires tendent donc à devenir de véritables parasites. Le tribut que nous leur payons est certainement supérieur à celui que nous payons à l'Etat par l'impôt.

On doit se demander, si les services rendus par ces intermédiaires, ne sont pas payés aujourd'hui, trop chers et si on ne pouvait pas trouver quelque autre mode d'organisation de l'échange, moins onéreux pour la société (4).

On sait quel est ce mode plus avantageux que cherchait Gide et bien d'autres avec lui ; c'est la coopérative. Nous aurons à nous occuper plus loin des rapports qui existent, rapports pas toujours amicaux, entre les coopératives de consum et le petit commerce. Retenons pour le moment que la critique de Gide est un peu poussée au noir.

Le chiffre de 2.300.000 englobe l'ensemble des professions commerciales et bancaires. Aujourd'hui, il s'est encore accru, puisque dans l'annuaire statistique il est porté à 2.700.000 pour 1931. Mais que représentent les professions commerciales et bancaires du total de la population active qui est de 21.611.000 unités ? A peine 12,5 %.

Si l'on compare, comme pour la Belgique, le nombre des établissements de commerce et de crédit, au chiffre de la population, nous aurons un établissement pour 80 habitants. Est-ce excessif ? Qui peut le dire. Il est peut-être de trop pour la Belgique, d'avoir un établissement de commerce pour 37 habitants. En échange, il peut paraître très raisonnable d'en avoir un pour 80 habitants, en France. Tout ceci est question d'interprétation.

(3) Gide, « Cours », op. cit. I, p. 356.

(4) Id. *ibid.*, p. 357.

Du point de vue économique, nous n'avons pas à prendre parti ; nous constatons que l'institution existe et c'est là, la meilleure preuve qu'elle doit rendre un service social, autrement elle finirait par disparaître. On doit tenir compte que les 2.700.000 personnes de la catégorie commerce, banque et spectacle, constituent l'ensemble des intermédiaires entre la production et la consommation. Le commerce de gros, les représentants, les entrepositaires, les mandataires, le commerce de demi-gros, les grands et les petits détaillants (l'accouplement des deux mots paraît bizarre, mais il ne faut pas oublier que le grand magasin est un commerce de détail), les assurances, les grandes banques et leurs succursales, le personnel des théâtres, cinémas, etc... les coopératives de consum et de crédit, les instituts d'épargne (sauf les instituts officiels) — toutes ces activités sont comprises dans le chiffre qui effraya Gide.

SECTION 3. — *Les points de vue socialistes*

Les doctrinaires socialistes vinrent joindre souvent leurs voix à celles de coopératistes.

« Le petit commerce est, par excellence, le refuge des écopés du Capitalisme, écrit Emile Vandervelde (5), le refuge de tous ceux qui préfèrent au dur labeur de la production, le maigre rapillage de l'intermédiaire ou qui, ne trouvant pas un revenu suffisant dans l'industrie ou l'agriculture, éprouvent le besoin d'ajouter une corde à leur arc, en ouvrant quelque boutique. Ceci explique notamment le pullulement des débits de boisson, des cabarets de toute espèce, — le plus facile et le moins coûteux à installer de tous les commerces ».

D'où vient cet extraordinaire « pullulement » des petites entreprises ? Il est caractéristique pour cette phase transitoire de l'économie domestique fermée, à la large économie sociale, collective. Dans l'économie domestique, le commerce et l'argent en général, jouent un rôle secon-

(5) « Le collectivisme et l'évolution industrielle ». Paris, 1931.

daire. Il y a peu d'intermédiaires, pour la simple raison que le producteur est toujours doublé d'un commerçant : le savetier vient en contact avec la clientèle, il travaille sur commande, le paysan porte lui-même ses produits au marché de la ville. Mais l'évolution technique et le machinisme, accroissent la spécialisation professionnelle. L'économie d'échange, remplace l'économie domestique et le commerçant se détache de plus en plus de la production. L'économie d'échange s'installe même au village. « Tel village jadis exclusivement agricole, dont les habitants cuisaient leur pain et troquaient leur beurre et leurs œufs contre des marchandises, chez le négociant de la ville prochaine, possède maintenant sa boulangerie et son épicerie. » On y rencontre « un de ces hétéroclites magasins où l'on vend à la fois des aunages et des denrées coloniales, des casseroles et des almanachs, du cirage et des harengs saurs, des corsets et des chapeaux de paille. » (6)

Ceci est fort exact et correspond à une évolution qui, de nos jours, s'opère encore dans les pays qui entrent seulement dans la phase de production capitaliste. L'auteur cité continue : « Dans les milieux urbains, au contraire, le développement des coopératives et surtout des bazars, des grands magasins, dont quelques-uns occupent plusieurs milliers d'employés, inflige aux petits détaillants un préjudice qui se traduit d'abord par la réduction de leur profit, puis, dans certaines branches, par la réduction de leur nombre. Néanmoins, il n'est pas douteux, et c'est un des inconvénients du régime actuel, que les petits détaillants conservent une importance numérique hors de proportion avec les services qu'ils rendent au consommateur. » (7)

Pour Vandervelde, la poussée à la concentration est incontestable. Ce qu'il ne peut s'expliquer, c'est uniquement la résistance que paraissent opposer ces petits commerçants à une évolution fatale. Et pourtant, il y a bien une explication. Ce serait une erreur, dit-il, de croire que ces minuscules exploitations, que les statistiques officielles nous présentent comme entreprises indépendantes, puis-

(6) Vandervelde, op. cit. p. 58.

(7) Id. ibid. p. 58.

sent être, d'une manière générale, considérées comme la propriété personnelle de ceux qui les exploitent. Il en est un grand nombre et un nombre croissant, au fur et à mesure que le régime capitaliste se développe, qui n'ont qu'un fantôme d'indépendance et qui se trouvent, plus ou moins, dans la main d'un gros bailleur de fonds ou de marchandise ; commerçant ou industriel. Ainsi, les commerces de boisson, pour la plupart, ne pouvant s'approvisionner qu'à un grossiste attitré qui les tient en main, par des billets de fonds, savamment échelonnés. De même les boulangeries, qui vendent du pain qu'elles ne fabriquent pas, les épiceries, les crémeries, etc...

Il faut donc compter trois sortes d'établissements de commerce au détail :

— Entreprises comptées comme unités indépendantes par les statistiques, mais qui, en réalité, ne sont que des dépôts, des succursales des grandes entreprises.

— Entreprises qui ne fournissent à l'exploitant qu'un revenu accessoire (leur nombre doit être assez important en Belgique, puisque tous les auteurs belges en parlent).

— Entreprises qui forment réellement des exploitations indépendantes, dont l'inventaire est la propriété personnelle du petit détaillant. Celui-ci exerce le commerce comme unique profession.

Mais pratiquement un dénombrement sur ces bases est impossible, ou tout au moins les statistiques officielles ne le font pas.

De notre point de vue, il nous est de peu d'importance, car pour nous il s'agit de voir si les professions commerciales constituent une catégorie des classes moyennes. Il s'agit encore de distinguer, à partir de quel point un commerçant devient capitaliste et jusqu'à quelle limite il reste classe moyenne. Car c'est absurde de parler d'un prolétariat commerçant, à moins d'entendre par là, les salariés des grands magasins, des banques, des assurances, etc...

Mais, considéré indépendant ou non par les socialistes, le commerçant s'estime toujours « classe moyenne ». Et le critérium le plus sûr, pour lui décerner cette qualité, reste, comme pour toutes les professions moyennes, le même :

tant que le commerçant exerce une active matérielle seul, ou aidé par quelques employés, c'est un petit ou moyen commerçant. Dès qu'il doit abandonner, non seulement les opérations matérielles du commerce : classement des marchandises, pesage, emballage, — mais même la caisse et les écritures — aux employés salariés, il cesse d'être un commerçant moyen. Il déploiera une activité spéculative d'organisation d'ensemble, de haute direction : c'est un capitaliste.

SECTION 4. — *Mesures étatiques pour la défense du petit commerce*

La défense des classes moyennes du commerce s'exerce plus souvent par les moyens de politique pure, que par une auto-organisation. Les secours arrachés au législateur peuvent se grouper en deux catégories :

— Mesures fiscales, tendant à l'allègement des loyers commerciaux, l'allègement des impôts et taxes sur le petit commerce, certaines préférences accordées dans les achats des administrations au petit commerce, réglementation de la vente des fonds de commerce. Ces mesures vont de pair avec des aides effectives et une politique de crédits, propre à sauvegarder le petit commerce, une politique douanière.

— Mesures contre les grands magasins, les magasins à succursales multiples, les magasins à prix uniques. (8)

Le législateur fut contraint de considérer comme insuffisant le code commercial et lui annexa une législation d'exception et de faveur, une législation de classe.

Nous avons vu la même tendance pour l'agriculture, où le code civil ne réglemente aujourd'hui, presque aucun des rapports et des situations créées entre les personnes du fait de leurs activités économiques. Toutes ces catégories de producteurs moyens, peuvent se prévaloir d'une législation spéciale, faite, soit pour imposer des conditions plus

(8) Simonet : « Le petit commerce de détail en lutte avec le grand commerce de détail », Paris 1937.

lourdes aux producteurs qui dépassent un certain chiffre d'affaires, aux capitalistes proprement dits, soit pour leur accorder des régimes de faveur.

*
* *

Le crédit agricole a pris en France une extension assez appréciable. Nous avons vu le nombre des Caisses de crédit agricole coopératif (mutuelles) qui dépassent cinq mille. L'Etat les a largement financées, elles lui doivent toujours près de trois milliards de francs d'avance et la dette va croissant.

Il n'en est pas de même pour le crédit des classes moyennes urbaines et pour les petits commerçants plus spécialement. Car si l'on peut argumenter d'une organisation de crédit spéciale pour l'agriculture petite et moyenne il est, plus difficile de concevoir des mesures et organismes bancaires spéciaux pour le petit commerce. Ici, plus que dans toute autre entreprise, « un petit patron c'est une petite échéance de fin de mois, un grand patron, c'est une grande échéance ».

Le petit, comme le grand commerce de détail, subissent les mêmes règles de crédit ; et on ne voit pas, s'il fallait créer des institutions bancaires propres au commerce de détail, à quoi serviraient les banques en général. Pourtant la haute banque se montre peu intéressée à faire du crédit aux petits détaillants qu'elle ne connaît pas suffisamment bien. Et alors ceux-ci doivent s'adresser à des banquiers de deuxième zone, qui profitent souvent de certains embarras, pour leur prêter à des taux exorbitants. Ainsi, les petits commerçants voudraient, d'une part, créer des banques populaires du type Raiffeisen. Mais d'autre part, leur individualisme, leur sentiment d'indépendance, les en empêche. Alors ils se contentent de réclamer au législateur une protection. Ils voudraient bien détruire cette illusion que l'Etat peut tout ; mais à chaque impasse ils ne cherchent point leur salut dans une organisation coopérative autonome, mais toujours et uniquement, dans des mesures étatiques.

De là, le torrent d'innombrables lois « qui ont rompu les solides barrages des traditions juridiques » (9). Les contrats ne lient plus personne, ils peuvent être révisés, unilatéralement, et le législateur lui-même, quand il n'encourage pas, absout régulièrement, par des lois à caractère rétroactif, des pratiques, qui n'ont rien de l'orthodoxie économique.

Pendant et sitôt après la guerre de 1914, ce furent les *moratoria*. Des dérogations aux règles sur les faillites, dont l'essentiel est contenu dans le code de 1807. Le principe de *l'imprévision* trouva de larges applications :

— dans les lois sur les loyers et surtout sur les loyers commerciaux ;

— dans les lois sur les achats à crédit des fonds de commerce (1934-1935) ;

— dans les avances accordées par l'Etat au titre du commerce et de la petite industrie.

Ces mesures furent condamnées en bloc par des doctrinaires qui attendaient que le petit commerce se sauvât de lui-même, sans aucune aide des pouvoirs publics. Ils voyaient dans ces procédés, une espèce d'aumône et de mendicité, qui ne pouvait être un signe de bonne santé pour une classe sociale.

M. Germain-Martin (10) se montre très indigné d'un commerce, de demander une réduction de prix, s'il a été commerce, de demander une réduction de prix, s'il a été lésé de plus de 33 % depuis l'époque où la vente a été conclue. L'Etat se mêle ainsi de départager des individus et ceci, non pas dans le cas où son intervention est nécessaire, pour rétablir l'équilibre contractuel, faussé par une des parties, ayant eu recours à des moyens que le code civil appelle le dol, la fraude, l'éviction.

Il ne s'agit, pour l'acquéreur d'un fonds de commerce, que d'un risque économique habituel. La prospérité ou la déconfiture de l'affaire qu'il a acquise, ne dépend pas seu-

(9) J. R. Coudry : « Les petits débiteurs commerçants ». Thèse, Paris 1938.

(10) « De la civilisation latine... » op. cit, p. 115.

lement des circonstances économiques générales — de la prospérité ou de la dépression — mais bien des qualités personnelles du commerçant. Il ne s'agit donc pas d'un risque social, et encore moins de l'usage des moyens, de nature à fausser le contenu réel d'un contrat ; il s'agit uniquement d'un risque professionnel.

En se mettant au même point de vue, on serait en droit d'exiger du législateur, d'intervenir pour augmenter la dette d'un acheteur d'un fonds de commerce, chaque fois que la valeur de celui-ci a augmenté de 33 %. Or, même dans les cas les plus éclatants, comme ceux d'une dette contractée avant une dépréciation monétaire, en une monnaie saine, aucun législateur, à aucun moment, n'a obligé le débiteur à se libérer en une monnaie, autre que celle ayant cours le jour du paiement. Il a sanctionné ainsi, une iniquité sociale évidente.

Ces considérations sont, peut-être, très exactes, du point de vue des principes d'une *justice absolue*. Mais nous avons appris à connaître, que lorsqu'il faut juger la situation des classes moyennes, il ne faut pas se rapporter à ce genre de principes, qui d'ailleurs n'ont jamais existé et qui n'existeront jamais, sinon dans les cerveaux des abstraicteurs.

Le législateur ne prétend pas, encore une fois, fausser l'équilibre de la vie économique, comme certains l'en accusent. Au contraire, chaque fois qu'il est amené à prendre des mesures de cette nature, par la force dont il dispose, en tant que majorité, il entend *rétablir la liberté contractuelle*, en protégeant la plus faible des deux parties.

On a beau chercher, on ne trouvera jamais dans l'histoire un législateur ayant augmenté les dettes, sous le prétexte d'une plus-value quelconque qui eût pu se produire entre le moment où le contrat a été passé et la date de son échéance. Par contre, innombrables sont les mesures — depuis Solon — de réduction ou de gratification de dettes. Serait-ce parce que la valeur de l'unité monétaire alla en croissant ? Non, puisque au contraire, celle-ci diminue sans arrêt.

En réalité, les seules considérations, combien relatives, de justice, qui puissent être données à ces mesures, ten-

dent à empêcher les petites unités économiques d'aller grossir la masse de ceux, plus petits encore, les prolétaires. Ces réductions de dettes (car, quelque soit leur nature, les mesures envisagées se résument en dernière analyse en une rémission ou réduction de dettes) — ont quelquefois, lésé le créancier qui obligeait son débiteur de s'exécuter à la lettre. Elles n'ont pas toujours encouragé la morale, car l'argent prêté, représentant parfois « le fruit de beaucoup de privations » n'avait pas toujours été utilisé à des fins productives.

Néanmoins, le législateur a pris et continuera à prendre, des mesures semblables, chaque fois qu'il s'agira d'empêcher certaines couches de la population de se prolétarianiser. Il n'est pas dans son intérêt de les laisser s'engloutir dans cet enfer, sur les portes duquel sont écrits, en lettres de feu, les mots de Dante :

« *Lasciate ogni speranza, voi chi entrate.* »

CHAPITRE VI

LES CLASSES MOYENNES COMMERÇANTES ET LES MAGASINS A PRIX UNIQUES

SECTION 1. — *Explication économique des magasins à prix uniques*

Les réactions les plus intéressantes des classes moyennes commerçantes, sont celles qui se manifestent dans des proclamations *anti-trusts* et dans les mesures qu'elles réclament aux Parlements, contre les grands magasins de vente au détail et les magasins à prix uniques.

A quoi tient le succès de ces magasins?

Serait-ce à leur nom frappant et sec : Priminime, Monoprix, Dimax, Unifix, Fixprix, Uniprix, Basprix, Prisunic ? Ce sont autant de consonnances barbares et dures pour les oreilles françaises, mais qui attirent une certaine catégorie de consommateurs. La sécheresse de leurs énoncés, évoque une rationalisation dans la vente, une simplification des méthodes et par conséquent le bon marché.

Il n'est pas lieu d'examiner par le détail, les procédés et les méthodes commerciales qui ont fait le succès de ces formes de vente (1). Enonçons seulement quelques-uns, pour nous expliquer les réactions qu'ils ont suscitées de la part du petit et moyen commerce de détail :

— Achats d'un nombre d'articles très réduit. Les magasins à prix uniques, ne gardent pas, en quincaillerie, par exemple, toute la gamme de mèches et forets à métaux, mais uniquement les quelques dix grandeurs utilisées par « le bricoleur ».

(1) Parmi les ouvrages traitant en détail des questions, voir :

— Louis Odette : « Les magasins à prix uniques ». Thèse, Paris, 1934.

— Cassé Noël : « Etude sur les magasins à prix uniques », Thèse, 1935.

— Achats en grande quantité. Les achats portent à la fois sur des milliers d'unités. Ainsi, on nous donne l'exemple d'un magasin de ce genre qui a vendu 5 millions de mouchoirs en une seule année.

— Achats par l'intermédiaire d'une centrale d'achats et d'approvisionnements, lorsqu'il s'agit d'une maison à succursales.

— Rotation très rapide des stocks (Articles de mode, dix fois dans l'année, jouets, 7 fois, alimentation 18 fois). Or le commerçant de détail en boutique arrive à une moyenne de rotation de 3,3 fois.

— Ensemble de frais généraux très réduits en comparaison du chiffre d'affaires. Ainsi, pour un chiffre d'affaires 100, les magasins à prix uniques déclarent avoir 22,63 de frais généraux. Ces frais sont beaucoup plus élevés dans les grands magasins et dans les petits magasins de vente au détail.

On sait que les magasins à prix uniques opèrent des réductions dans ce chapitre, grâce à :

— La simplification des emballages ;

— La suppression du personnel de caisse. Chaque vendeuse est sa propre caissière.

— Inexistence du crédit et des « rendus » ;

— Inexistence de la publicité. La seule publicité qu'ils se font consiste dans l'aménagement — très peu compliqué d'ailleurs — des vitrines et dans une présentation des rayons à l'intérieur du magasin.

SECTION 2. — *Critiques de ces formes de vente*

L'ensemble de ces pratiques a été vivement critiqué par les petits commerçants indépendants. Leurs organes (2) ainsi que les divers groupements de détaillants, ont réclamé au Parlement des mesures qui aboutirent à des propositions de loi très diverses. En voici quelques exemples :

(2) Dont voici quelques titres : « L'épicier » ; « Le Jouet Français » ; « La revue de la mercerie » ; « Le quincaillier » ; « La France foraine ».

— Le 6 Mars 1934, la Chambre est saisie d'une proposition de loi « ayant pour but de réglementer la concurrence déloyale à l'endroit du petit commerce ». Dans l'exposé des motifs, les auteurs de la dite proposition, s'élèvent contre la « rationalisation commerciale, aussi néfaste pour les classes moyennes, commerçants et artisans, que la rationalisation industrielle, l'a été pour les classes ouvrières ».

Les magasins à prix uniques ne réussissent pas, disent les auteurs du projet, à abaisser le coût de la vie par des procédés favorisant le consommateur. Au contraire, ils font miroiter aux yeux du consommateur certains avantages, tout apparents ; ils ont l'air de lui consentir certains sacrifices temporaires. Une fois le petit commerçant disparu, ces magasins n'hésiteront pas à reprendre avec usure, les avantages ainsi consentis. On propose alors d'empêcher la ruine de ces petits commerçants, éléments utiles de la concurrence, contre-poids destiné à balancer un développement hypertrophique.

L'Etat n'a pas intérêt à laisser sombrer ces catégories sociales. Si le consommateur paye un peu plus cher, certaines marchandises chez le petit commerçant, il les paiera encore plus cher aux grands magasins, lorsque le boutiquier aura fait faillite. Car, il est évident, suggèrent les auteurs du projet cité, que le grand magasin ne pourra occuper, sous forme d'employés, ces commerçants qui ont été obligés de fermer boutique. Ces déclassés vont s'inscrire au chômage et en cette qualité, ils vont réclamer encore des secours de l'Etat et par conséquent du consommateur.

Donc, du point de vue d'une simple comptabilité sociale, ce que le consommateur croit prendre avec une main, il sera obligé de le donner de l'autre. Et ceci, sans compter les troubles, qui accompagnent nécessairement des transformations sociales de ce genre.

Tous les projets de lois argumentent à peu près de la même façon la réglementation qu'ils proposent. Quant à cette réglementation, elle porterait sur :

— Interdiction d'ouvrir dans les années à venir, tous magasins de vente au détail portant un des noms que l'on connaît.

— Interdiction de tout agrandissement des magasins de ce modèle; existants.

— Soumission de ces magasins à autant de fois la taxe de patente qu'ils possèdent de rayons de vente.

— Taxes croissantes sur le chiffre d'affaires.

Tant que ces propositions se limitent à des mesures fiscales ou à des réglementations générales de police — autorisation d'ouverture, interdiction d'agrandissements, etc... — elles pourraient garder encore un certain caractère économique. Elles deviennent nettement sociales lorsqu'elles voudraient intervenir dans les contrats pour en modifier les clauses à l'avantage d'une seule partie estimée lésée :

« Art. 7. — Les contrats de toute nature, liant les détaillants d'une façon permanente à des fournisseurs et obligeant les premiers à vendre exclusivement les marchandises fournies par les seconds ; seront suspendus de plein droit et sans qu'il y ait lieu à dommages et intérêts, dans tous les cas, où les marchandises égales par leur nature, à celles qui sont mentionnées dans ces contrats, seront mises en vente à des prix qui constituent une concurrence déloyale » (3).

On s'étonne qu'on ait pu proposer des mesures de ce genre qui « renversent les principes de droit essentiels que le commerçant doit respecter » (4). Cette disposition serait à rapprocher du *principe social*, contenu dans l'art. 1780 du Code civil. « On ne peut louer ses services, qu'à temps et pour un service déterminé. » Mais ici, il s'agit du contrat de location du travail. Il faut se rappeler qu'on veut abolir l'esclavage.

Des textes de loi, comme celui de la proposition citée ci-dessus nous feraient croire que, la « suzeraineté » des fournisseurs et « l'esclavage » des petits détaillants, ne sont pas de vains mots.

(3) Proposition à la Chambre des Députés, du 19 Octobre 1933, d'une loi ayant pour but de réglementer les magasins à prix uniques et d'empêcher la concurrence déloyale à l'endroit du petit commerce.

(4) Allain Leenhardt : Les magasins à prix uniques. Thèse, Paris 1935, p. 121.

Une proposition non moins critiquée a été celle-ci : « Les magasins de détail n'ont pas le droit de mentionner dans leurs locaux, sur leurs affiches, papiers d'affaires, circulaires, publications, etc... « magasin à prix uniques » ou autre dénomination semblable, même sous une forme abrégée. »

Comme on voit, on est loin de ce qu'on appelle la liberté du commerce. Aussi, lorsqu'il a fallu traduire en lois ces propositions, on s'est régulièrement heurté à l'opposition du Sénat.

SECTION 3. — *Mesures étatiques tendant à empêcher leur développement*

Parmi les mesures prises en application de la loi du 8 Juin 1935 « portant réglementation de la vente par camions bazars ». « Art. 1. — ...il ne pourra plus être mis en circulation de camions bazars servant à la vente au détail des marchandises diverses, autres que ceux qui étaient utilisés à cette date. »

Une loi du 22 mars 1936 concernant les magasins à prix uniques « interdit l'ouverture pendant la durée d'un an de tout magasin de vente au détail dit « à prix uniques ». Interdictions aussi concernant les agrandissements, ouvertures de rayons nouveaux, ouvertures de succursales, etc. »

La loi définit ainsi ces magasins : « des établissements de vente de marchandises au détail, dans lesquels celles-ci sont exclusivement ou principalement offertes à un seul prix ou à plusieurs prix échelonnés ».

La loi autorise les transformations en cours, les agrandissements, etc...

Une loi du 22 Mars 1936, interdit également l'ouverture d'usines, fabriques, ateliers, etc... de chaussures ; de même l'ouverture des magasins de vente de chaussures.

Ces mesures prises d'abord pour une durée d'un an, ont été constamment prorogées en 1937, 1938, 1939.

On voit que le législateur a été beaucoup moins audacieux que les projets dont nous avons donné quelques exemples.

SECTION 4. — *Justification et rôle économique
du petit magasin*

Quels que soient les services rendus et les rôles sociaux des petits magasins, on a vu que du point de vue économique on a été souvent très dur avec eux. « Qu'est-ce, que tous ces vendeurs à faux poids et mesures, tous les falsificateurs de denrées, tous les filous trichant sur la monnaie à rendre, les logeurs proxénètes se disputant la clientèle de filles publiques, les laitiers empoisonneurs de nouveau-nés, toute la bande des épiciers, boulangers, bouchers, mas-troquets, charcutiers, traiteurs, fruitiers, charbonniers, marchands de chaussures à semelles de carton, toute la boutique volèuse, embusquée pour détrousser le passant » (5).

La violence de ces diatribes, vient de joindre à la critique très scientifique que nous avons rencontrée sous la plume des économistes libéraux (P. Leroy-Beaulieu), des socialistes (Vandervelde), ou des coopératistes (Gide).

Cependant les petits magasins continuent à exister. C'est là, la meilleure preuve qu'ils sont utiles à quelque chose, qu'ils remplissent encore un rôle non seulement social, mais encore économique. Autrement, malgré les soutiens artificiels d'une législation « de classe », ils sombreraient. Parmi les conditions économiques qui réclament encore cette forme de commerce, il faut énumérer principalement les suivantes :

1° Le petit magasin est la formule qui correspond le mieux aux campagnes. On ne peut pas créer des formes « gigantesques » de commerce au détail, là où il n'y a pas la clientèle correspondante.

Dans les campagnes, le petit commerce se voit plutôt évincé par le magasin à succursales multiples et les camions bazars, qui vont chercher la clientèle des hameaux éloignés des centres. Mais il subsiste, parce que, le petit commer-

(5) Journal « L'Aurore », du 29 Avril 1902. Cf. Martin St-Léon : « Le petit commerce Français », Paris 1911, p. 261.

cant a adopté, à son tour, cette forme de vente. Il a su s'adapter. Dans les marchés et les foires des campagnes et même dans les marchés des villes, le petit commerce se défend avec succès contre le grand, surtout dans le rayon de l'alimentation.

2° Dans la grande ville, elle-même, une consommation de quartier subsiste, correspondant aux habitudes et aux goûts d'une certaine clientèle, qui même à une sensible différence de prix, n'aime pas se déranger de trop et perdre beaucoup de temps pour les courses. On ne saurait préciser si cette pratique s'explique par la paresse, ou si encore elle est une preuve de sage calcul économique. Toujours est-il qu'elle existe. La consommation de quartier s'explique aussi, tout au moins pour l'alimentation, par le fait que l'ouvrier ne peut pas acheter pour faire des stocks chez lui, mais au fur et à mesure de ses besoins.

On l'a toujours dit, depuis Marx, que les classes moyennes seraient le plus sérieux obstacle à la destruction sociale et l'ascension du prolétariat. Or, il est paradoxal de constater, que c'est précisément la classe ouvrière qui constitue la meilleure clientèle des plus solides professions des classes moyennes : débitants de boissons, petits épiciers, commerçants d'alimentation, etc...

Retournant la médaille, nous voyons d'un autre côté, que les grands magasins, les magasins à prix uniques, malgré la réglementation, voire les entraves légales qu'on leur impose, continuent à se maintenir et à prospérer. On a cru expliquer leurs premiers succès, par le fait que ces magasins étaient une institution de crise. Ils ont réussi pendant le temps de crise, où ils profitaient de cet état de malaise, quand chacun ayant des ressources diminuées, songea à acheter bon marché. « Sitôt que l'économie aura retrouvé une certaine stabilité, disait-on, il est certain que les gens reviendront, pour une grande part, à des conceptions plus saines. »

Or, à moins d'admettre que l'économie n'a pas encore retrouvé cette stabilité — ce qui est après tout possible — les gens, tout au moins certaines catégories d'acheteurs, refusent de revenir à ces « conceptions plus saines ».

Voilà comment on justifie couramment ces institutions.

Le législateur a raison d'intervenir pour protéger le consommateur risquant d'être trompé par des procédés manifestes de concurrence déloyale. Mais son intervention est nettement inefficace et anti-économique lorsqu'il prend des mesures qui entravent la concurrence normale, celle dont le résultat est de baisser le coût des produits et d'en améliorer la qualité.

« Le consommateur souffre depuis trop longtemps de payer trop cher. Le Français surtout, achète ses produits à un tarif supérieur à ceux généralement pratiqués. La faute ...en revient en partie au commerce. Après tous ceux qui ...en ont fait l'apologie, nous ne louerons pas le petit et le moyen commerce. Il a bénéficié de la période qui a suivi les hostilités, où l'on achetait sans compter. Durant les années d'inflation, il a prospéré en majorant suffisamment ses prix, de façon à garder une marge bénéficiaire importante, malgré la dévaluation qu'il aurait à supporter entre le jour de la vente et celui de ses approvisionnements. Mais le grand tort de ce commerce, c'est de ne pas avoir compris, d'après les signes précurseurs de la crise, que le moment était venu de mettre un terme à ses procédés abusifs, à des méthodes restées les mêmes depuis trente ans. L'acheteur mal reçu par le détaillant et payant trop cher, s'est facilement laissé attirer par le grand magasin, surtout lorsque celui-ci, sous la forme des multiples succursales, est venu à sa portée, dans son quartier, lui évitant des déplacements coûteux et fatigants.

Les détaillants se virent atteints dans leurs œuvres vives. Beaucoup de faibles et d'inadaptables durent disparaître, d'autres, assez nombreux, se virent obligés de se réadapter, de reconsidérer leurs méthodes de vente, de se mettre à la page, pour conserver une clientèle qu'ils sentaient leur échapper. On a parlé que l'apparition de cette forme de vente au détail a occasionné dans certains quartiers, une baisse générale de 10 ou 15 % des prix. En ce sens, l'existence de ces magasins a constitué un stimulant pour les commerçants trop enclins à se laisser aller à une vie facile, en toute quiétude, protégés par des textes de loi arbitraires. » (6)

(6) Allain Leenhardt : thèse citée, in conclusion.

* * *

En conclusion de ce chapitre, il est à retenir que si les classes moyennes commerçantes sont celles qui paraissent les plus menacées par la tendance de concentration économique, elles sont aussi celles qui manifestent la plus grande combativité. Elles parviennent à garder un secteur d'activité propre, et cela, en faisant très peu d'efforts pour une modernisation de leurs méthodes.

Le petit commerce n'est pas la création de quelques lois arbitraires, comme le prétendent ses détracteurs. Il a rempli son rôle dans le passé. On lui reproche aujourd'hui de manquer de la force nécessaire pour s'imposer une adaptation. On l'incrimine d'avoir choisi le chemin plus commode des appels à l'Etat. Mais aucune loi arbitraire ne peut empêcher une évolution naturelle. Les classes moyennes commerçantes sont encore bien en vie, parce qu'elles répondent à une nécessité de l'économie.

Le jour où elles ne pourront plus accomplir ce rôle, avec toutes les lois arbitraires ou non, elles se seraient transformées ou elles auraient cessé de vivre.

CHAPITRE VII

LES CLASSES MOYENNES DANS L'ARTISANAT ET LA PETITE INDUSTRIE

SECTION I. — *Fondement doctrinal de l'artisanat*

Le fondement doctrinal des classes moyennes artisanales est une négation de la théorie marxiste sur la séparation entre l'ouvrier et l'instrument de son travail. Mais, remarquons tout de suite, que le fait de posséder et surtout de manier l'outil, relègue ces catégories moyennes à l'extrême gauche du mouvement — s'il nous est permis d'employer la terminologie politique.

Ainsi, les artisans sont, depuis la Guerre, ceux qui ont répondu le moins aux appels proclamant la solidarité d'intérêts entre tous ceux qui assument une tâche de direction dans l'entreprise. Ils se situent toujours à l'extrémité opposée, au patronal capitaliste et tout près de l'ouvrier salarié. L'artisan a une vague intuition, que la loi de la concurrence, la raison d'être de la grande entreprise, est pour lui la raison de disparaître.

Si des artisans se sentent peu de caractères communs avec les capitalistes, ils ne se considèrent guère plus près de ces classes moyennes commerçantes dont nous avons perçu quelques manifestations. Un commerçant, à leur avis, ne saurait leur être assimilé, car l'essentiel de son activité est la spéculation ; il ne *crée* rien. Or, les artisans veulent tirer leur raison économique et la justification de la protection légale qu'ils réclament, du fait qu'ils sont des créateurs de valeurs économiques et non pas de simples intermédiaires.

SECTION 2. — *En quoi consiste la concentration dans l'industrie*

Comme pour les catégories examinées précédemment, le problème se pose pour l'artisan et le petit industriel, de distinguer, à partir de quel moment, de quel revenu, et surtout jusqu'où, peut-on le considérer « classe moyenne ».

TABLEAU DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS. 1931 (1)
(en milliers)

	Total	Aucun salarié	%	1 à 10	%	10 à 100	%	Au-dessus de 100	%
Nombre des Etablissements.	582	58	10	454	78	57	10	13	2
Personnel employé ...	5.618	—	—	1.131	20	1.179	30	2.808	50

Il y a une forte tendance à la concentration. Car, 2 % des entreprises industrielles occupent la moitié de la main-d'œuvre, tandis que la petite entreprise, à qui on pourrait encore concéder le titre d'entreprise artisanale (2), n'emploie que 20 % de cette main-d'œuvre. On est loin des affirmations que l'on rencontrait dans les proclamations des classes moyennes, réclamant pour elles une bonne moitié de la population active.

Cette tendance à la concentration est plus manifeste encore lorsqu'on la suit sur quelques décades en arrière.

Voici le même tableau pour 1921 et 1901 (3).

Entreprises occupant :	1901	%	1921	%	1931	%
1 à 10 ouvriers.....	1.131	32	930	22	1.131	20
10 à 100 ouvriers.....	999	28	901	21	1.679	30
Au-dessus de 100 ouvriers	1.397	40	2.400	57	2.808	50
	3.527	100	4.231	100	5.618	100

(1) Annuaire statistique, 1938, p. 103.

(2) La loi limite le nombre des employés salariés que peut occuper un artisan, à 5.

(3) Gide, Cours I, p. 275.

En comparant ces trois années on serait même porté à croire à une légère décroissance du mouvement de concentration. Cependant il ne faut pas oublier que la statistique de 1921 est faite à une époque, où du fait de la guerre, beaucoup de petits industriels et artisans avaient fermé leurs ateliers. On peut dire que la guerre pousse à la concentration industrielle par l'effort qu'elle réclame à la production. Le petit producteur est soit mobilisé sur le front, soit mobilisé à l'usine.

SECTION 3. — *Bref examen de l'évolution historique de l'artisanat*

Ce serait une tâche parfaitement inutile que celle de retracer ici les origines historiques de l'artisanat. Tous les manuels d'économie politique en font mention. Une chose est à retenir : La disparition des fameux « cadres juridiques du régime corporatif » (loi Dallarde sur la suppression des corporations des 2-17 Mars 1791 et loi Le Chapelier des 14-17 Juin, sur l'interdiction des associations) n'a pas « jeté l'artisanat dans un oubli profond et une situation précaire », comme on a l'habitude de le déclarer.

L'artisan a continué à vivre aussi bien après la dissolution des corporations ; il ne faut pas croire que tous les métiers ont été jetés par la force dans l'usine ou dans la manufacture et ceci pour la simple raison qu'il n'y avait encore pas d'usines et très peu de manufactures à l'époque considérée. Tranchant d'une façon méthodique dans l'évolution économique, l'économiste historien Karl Bücher (4) nous dit :

« Quand le travailleur ambulant s'établit et ouvre échope ou boutique, il se transforme en artisan ». Cette transformation s'est opérée d'après lui, dans le haut moyen âge.

Rien de plus arbitraire. Des artisans sédentaires, il y en eut bien avant le moyen âge. Depuis que l'homme sut forger des métaux, façonner le cuir, tourner la poterie, il

(4) Die Entstehung der Volkswirtschaft : 16 Aug. 1922.

y eut des artisans fixés en boutiques. Et les métiers de forgeron, de savetier, de potier, de tailleur de pierres, et de sculpteur sont connus partout dans l'antiquité. Inversement, des artisans « nomades » existent encore de nos jours ; ils viennent à domicile : le plombier, le vitrier, le peintre en bâtiment, l'électricien. Ces gens exercent leur activité le plus souvent sur un chantier ; s'ils ont une boutique, elle leur sert uniquement de bureau et de remise à matériaux. De ces matériaux mêmes ils n'en possèdent pas de grandes réserves.

L'artisan garde son « indépendance », tant qu'il travaille directement pour le client. Il est en contact avec son public, qui lui passe des commandes très variées. Mais un jour vient où un patron groupe dans un atelier un nombre croissant de compagnons. Ce patron ne trouve plus le temps de mettre lui-même « la main à la pâte » et se contente de la tâche de direction. Il répartit les commandes, il veille à leur exécution. Une nouvelle forme de production est née : la manufacture.

Parallèlement à cette concentration, quelques-uns des artisans libres verront leurs commandes tarir. Ils n'auront plus qu'une seule solution : continuer à travailler avec leur outillage, mais pour un client qui n'est plus le public consommateur, mais l'entrepreneur. Ainsi naît l'industrie à domicile. L'artisan y garde encore un semblant d'indépendance, tant qu'il conserve ses outils. Il peut encore former des apprentis et des compagnons, quand bien même ceux-ci devraient le quitter un jour, pour la manufacture. Cette indépendance, il l'aura perdue tout à fait, lorsque le patron manufacturier lui fournira, non seulement les commandes, et la matière première, mais même les outils pour la travailler. Cet « ouvrier à domicile » exigera d'être payé au fur et à mesure des livraisons, car il n'a pas la possibilité de faire crédit.

On peut encore considérer comme artisans les *canuts* de Lyon, qui tissent sur des métiers qui leur appartiennent, les fils de soie fournis par un patron. On ne peut plus considérer comme tels, ce retraits, qui fait le métier de polisseur de couverts (cuillers et fourchettes) pour une fabrique de couverts. Le fabricant lui a fourni et installé le pe-

tit tour polisseur équipé de son moteur électrique. Le fabricant lui apporte chaque semaine le produit semi-fabrique et prend le travail exécuté. Le fabricant paye la consommation de courant électrique.

Le rôle de cet « artisan » se borne donc à un travail de pure exécution, ne demandant aucun calcul, si ce n'est celui de savoir s'il peut atteindre un rendement journalier assez élevé pour y gagner son pain à raison de 5 frs la centaine de pièces à polir. Il n'aura donc ni comptabilité à tenir, ni calcul du prix de revient, ni même la peine d'estimer un travail, comme le fait le garagiste réparateur, pour le coût d'un lavage de voiture, d'un graissage ou d'un dépannage quelconque. Cet artisan polisseur de couverts, ne peut être considéré comme artisan. Du point de vue économique, il sera un simple ouvrier à domicile.

* * *

De ce qui précède, nous retiendrons deux choses :

1° L'évolution de l'artisanat, ne se fait pas, comme d'ailleurs l'évolution de l'économie entière, par étapes déterminables dans le temps. Des formes de production considérées comme archaïques (artisans ambulants, ouvriers à domicile) coexistent avec des formes perfectionnées (industrie, grande usine). Des activités artisanales se créent chaque jour, imposées par la grande production d'usine elle-même.

2° Il y a des artisans, qui, en tant que classe sociale, se placeraient mieux avec le monde salarié, à cause de la précarité de son existence. Si l'artisanat constitue l'aile gauche des classes moyennes, certains artisans-ouvriers à domicile, forment l'aile gauche de l'artisanat lui-même.

SECTION 4. — *L'Artisanat comme classe sociale, dans la Législation*

Il y a lieu de distinguer dans l'attitude du législateur vis-à-vis des artisans, deux sortes de dispositions se traduisant dans les lois fiscales.

La première est celle observée, dans ses grandes lignes, jusqu'à la guerre de 1914. L'artisanat subsiste, il continue à travailler, mais économiquement, il n'apparaît pas comme classe sociale distincte. Dans les lois fiscales on soumet les industriels et les commerçants à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux ; les ouvriers et les salariés, à l'impôt sur les salaires. Donc, le législateur ignore l'artisanat, en tant que catégorie sociale à part. On parle vaguement des ouvriers façonniers à domicile, mais c'est pour les assimiler aux ouvriers tout court.

2° Après guerre, se forme une conscience artisanale. Elle est l'écho d'une concentration industrielle que nous vîmes déjà dans les chiffres donnés au début de ce chapitre. Les ouvriers-artistes entendent que soit établie une discrimination entre le patron chef d'entreprise, le patron capitaliste, et l'artisan, patron de lui-même. Cette discrimination ne pouvait se faire, qu'à travers les lois fiscales.

Un idéal syndical remue ces catégories de petits producteurs. Ils se groupent en une « Confédération générale de l'Artisanat français » (C.G.A.F.). De cette façon, on laisse entendre qu'on veut trancher nettement sur les organisations similaires existantes : La Confédération Générale de la Production française (C.G.P.F.) et la Confédération Générale du Travail (C.G.T.).

La C.G.A.F. avoue que cet idéal « était fonction de l'intérêt, de la peur du fisc, notre meilleur agent de recrutement » (5). La pression que ce groupement exerce conjointement avec d'autres, sur les pouvoirs publics, aboutit au vote de la loi du 30 Juin 1929. L'art. 10 de cette loi ne fixe pas le contenu exact d'une classe sociale, en la dotant d'un statut fiscal particulier. Il se propose seulement de décharger d'impositions trop lourdes, certaines catégories mal définies de producteurs en les assimilant à d'autres plus nettement caractérisées. En un mot, le législateur soustrait les artisans à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, pour les assujétir à l'impôt sur les traitements et salaires, considéré moins lourd. Comme toujours

(5) Debré : L'artisanat, classe sociale, Thèse, Paris 1935, p. 190.

en pareil cas, il y eut une vraie ruée vers cette cédula plus avantageuse, ce qui n'était pas dans l'intérêt du fisc. Le législateur s'efforça alors de définir les catégories qui avaient droit à se prévaloir de cette disposition fiscale de faveur : c'étaient les faconniers de toute sorte, n'employant d'autres aides en dehors de leur famille.

Cependant, ce régime de faveur, n'allait pas sans graves inconvénients pour le budget d'une part et sans des protestations véhémentes de la part de ceux qui croyaient en avoir droit ; mais qui en étaient exclus par la loi de 1923.

A côté de ce petit artisan, travaillant seul ou avec l'aide de sa famille, s'érige l'artisan moyen et le grand artisan. Certes, une fois engagé dans cette voie, on peut reculer les limites à l'infini, car il n'y a pas un critère absolu et immuable. On ne saurait même prendre comme indication le recours aux machines, puisqu'elles sont employées aujourd'hui dans le plus petit atelier : le moindre cordonnier réparateur possède un moteur électrique qui lui entraîne un « banc de finissage ».

La C.G.A.F., propose alors de définir les artisans d'après le nombre des ouvriers qu'ils emploient :

1° Le petit artisan : celui créé par la loi de 1923. Il ne peut se faire aider que par la main-d'œuvre familiale, par un apprenti, ou un ouvrier engagé de temps en temps, pour des « coups de main ».

2° L'artisan moyen, employant au maximum cinq aides salariés.

3° Le grand artisan, employant de 6 à 10 ouvriers.

Pour ces trois catégories de producteurs, la Confédération Générale de l'Artisanat, réclame un régime fiscal spécial qui les situe entre la cédula de l'impôt sur les salaires et la cédula de l'impôt sur les bénéfices agricoles, les bénéfices industriels et commerciaux. On insiste toujours sur le fait que le revenu d'un artisan provient du travail et qu'il n'est pas un bénéfice capitaliste.

N'allons pas nous égarer à nouveau dans le dédale des

distinctions difficiles à opérer, le législateur lui-même hésite à s'y engager, puisque de nos jours, la création de ce cédulaire reste encore à réaliser (6).

BÉNÉFICES DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE SOUMIS
A L'IMPÔT SUR LE REVENU 1936 (7)

Professions industrielles et commerciales	Nombre des rôles (milliers)	Montant des bénéfices (millions)
Tarif réduit et rôle individuel	1.013	5.053
Plein tarif	343	15.204
Professions artisanales et as- similées	129	1.766
	1.485	22.023

Sur 1 million et demi de rôles inscrits à cette cédulaire, les petits producteurs, ceux qui sont assujettis au tarif réduit et ceux englobés dans les professions artisanales et assimilées, représentent 77 %. Le montant des revenus déclarés par eux, n'occupe, par contre, que 30 % du total. Néanmoins les artisans continuent à réclamer l'avantage d'un impôt cédulaire artisanal. Ainsi le régime fiscal, correspondrait à une organisation syndicale qui se précise de nos jours.

1° Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, réservé aux ressortissants des Chambres de Commerce.

2° Impôt sur les bénéfices agricoles, réservé aux membres des Chambres d'Agriculture.

3° Impôt sur les revenus des artisans (non pas sur les bénéfices ; ce mot ne leur convient pas, car ils ne sont pas capitalistes), inscrits dans les Chambres des Métiers.

(6) Les revenus des professions artisanales et assimilées, sont incorporés dans la cédulaire N° 2 : bénéfices industriels et commerciaux.

(7) Annuaire statistique, 1938, p. 203.

SECTION 5. — *Le Crédit Artisanal*

Après avoir examiné la façon dont se précise l'artisanat, comme classe sociale à part, dans les mesures fiscales, il nous reste de l'envisager à travers l'organisation du crédit.

Comme pour l'agriculture, comme pour le petit commerce, le régime de crédit créé par le législateur, spécialement en faveur de l'artisanat et de la petite industrie, part du principe que l'Etat est le premier intéressé au maintien et à la vie de cette catégorie de producteurs urbains et ruraux. Cependant, avant de faire appel au crédit et aux avances de l'Etat, l'artisanat a tenté de s'organiser de lui-même.

Il n'y avait qu'une forme viable d'institut de crédit par les producteurs : La coopérative ou le syndicat du type Raiffeisen ou Schulze-Delitsch ? Le principe de mutualité et de solidarité intégrale qui est à la base de ce genre de coopératives, a fait leur prospérité en Allemagne. Cette forme coopérative ne peut se développer que là, où subsistent encore les cadres corporatifs eux-mêmes. En Allemagne, elle prit un ample épanouissement, consacré par la loi du 1^{er} Mai 1889, encore applicable en Alsace-Lorraine. En France cependant, l'organisation corporative ne gardait rien de ces formes, sinon les vestiges des mots « artisan » (mot ressuscité) « compagnon », « apprenti », « métier », etc.

En France, on ne devait s'occuper que sporadiquement du problème du crédit coopératif. Les écrivains socialistes, les utopistes, s'en occupèrent dès le commencement du xix^e siècle, mais aucune réalisation pratique ne vit le jour. Au commencement du xx^e siècle, on envisage le crédit coopératif comme un moyen pour remédier aux « maux du capitalisme » et de libérer la classe ouvrière. On espère joindre dans une même personne, les deux notions antagonistes, que Marx paraissait avoir brouillées à jamais : le Capital et le Travail. Les ouvriers devaient gérer eux-mêmes, en dehors des patrons, des ateliers de producteurs libres.

Mais les tentatives dans cette voie n'aboutissent pas à d'heureux résultats. Après la guerre, le problème fut re-

pris. Mais alors, remarque Gide, on ne se propose plus de si grandes ambitions. On se contente seulement de développer, par le moyen du crédit populaire, une classe moyenne, composée de producteurs indépendants, sans cesse menacés de tomber au rang du prolétariat.

Le petit producteur, ne trouve pas facilement du crédit. Travaillant dans de petites boutiques ou ateliers, souvent sans aucune enseigne et sans réclame, il est mal connu du gros banquier. La seule solution reste pour lui de s'associer à d'autres producteurs semblables, pour se secourir mutuellement. Mais l'artisan français n'est pas éduqué dans ce sens, dit Gide. Et voilà pourquoi : parce que les artisans préfèrent user de l'action politique, que de l'action économique. Pour lutter contre les grands magasins, les grandes compagnies et les coopératives (8) ils pèsent sur les députés, ils obtiennent quelques subventions et parfois des lois fiscales destinées à surcharger leurs concurrents : c'est plus commode en effet, comme tactique, mais très dangereux pour l'évolution économique du pays ».

C'est en cela que Gide se trompe. Ce n'est pas à cause de leur paresse, que les classes moyennes de France, ne parviennent pas à se donner des moyens de crédit propres et à les faire reconnaître par le législateur. C'est plutôt, parce que la notion elle-même de classe moyenne a été balayée par la Révolution, avec les cadres corporatifs qu'elle implique. Tandis qu'en Allemagne, les syndicats, guildes, hanse, corporations, etc... subsistèrent jusqu'à l'avant-dernière Guerre. La Grande Guerre transforma l'Allemagne, Etat féodal, en un Etat démocratique ; encore que cette démocratie fut toute de façade et que ce pays ne réussit jamais à trouver son équilibre. Lorsque « le malaise » se fit sentir et pesa sur les catégories moyennes, qui, sans bruit, avaient vécu tout le long du grand xix^e siècle, à côté de la grosse industrie, elles n'eurent pas, en France, d'autre moyen, que de se tourner vers l'Etat.

(8) ...contre les coopératives ; il faut entendre les coopératives de consum, telles que les préconisait Gide et non pas les coopératives de crédit artisanal, que les intéressés eux-mêmes souhaitent ardemment, mais qu'ils sont incapables de créer.

Le crédit « populaire » qu'on essaya de mettre sur pied en France, devait, au siècle passé, aider à « marier le capital et le travail » comme nous l'avons vu. Surtout sous le Troisième Empire, il y eut des tentatives de Crédit au Travail. Elles ne furent pas plus fructueuses que les fameux Ateliers sociaux qui les avaient précédés. Aujourd'hui encore, il y a une « Banque des Associations ouvrières de production ». Par son intermédiaire, l'Etat alloue chaque année aux associations coopératives ouvrières, quelques millions de francs, soit à titre de don, soit à titre de prêt. Mais ces coopératives languissent, tant il est évident que la production s'accommode mal de la philanthropie.

A ceux qui s'étonnent, avec Gide, que des institutions de crédit populaire n'aient pu se développer en France, qui pourtant est le pays de la petite bourgeoisie industrielle et commerçante par excellence, on peut répondre, en plus de ce qu'on vient de dire : La petite industrie et le petit commerce se servaient des banques qui n'étaient pas populaires ; des banques communes à toute la bourgeoisie. Les comptes courants au « Crédit Lyonnais », s'élevaient à plus de 633.000 en 1912 (9). Ils étaient aussi nombreux à « La Société Générale » ou au « Comptoir National d'Escompte ».

Après guerre seulement, la crise des classes moyennes pose le problème des instituts de crédit qui leur soient spécialement destinés. Une loi du 13 Mars 1917, inspirée des lois déjà existantes sur le Crédit agricole, a élevé un monument bancaire à deux étages :

1° Un premier réseau de Sociétés de caution mutuelle, correspondant aux Caisses locales de Crédit agricole, et

2° au-dessus, les « Banques Populaires », équivalant aux Caisses régionales.

Comme leurs sœurs de l'agriculture, les Sociétés de caution mutuelle, devront être constituées par les petits commerçants et industriels seuls ; Le capital sera versé par des souscriptions qui s'appellent parts (et non pas actions, nom qui évoquerait une institution capitaliste). Ces parts

(9) J. Lescure : L'épargne en France. II éd., p. 61.

sont fixées à 40 frs., mais on peut souscrire des parts honoraires. Le capital ne doit être employé en prêts, ni autres opérations commerciales ou de crédit ; il sert simplement comme fonds de garantie. Quand un membre de la « Mutuelle » aura besoin d'argent, il souscrira un effet de commerce, qui sera endossé par la Société et engagera la responsabilité collective de celle-ci. Cet effet sera ensuite remis à la « Banque Populaire », qui, elle, avancera l'argent, en réescomptant le titre.

Mais, comme le remarque Gide, la caution mutuelle, comprise dans la titulature de ces Sociétés, est en réalité, très peu mutuelle. Car la responsabilité des sociétaires n'est engagée que jusqu'à la concurrence de leurs parts. C'est une solidarité collective, si on veut, mais une solidarité limitée.

Où les Banques Populaires trouveront-elles les fonds ? Elles se les procureront par les souscriptions de parts, comme on l'a vu, mais surtout, elles recevront de l'Etat, sans intérêts, des avances prélevées sur sa participation aux bénéfices de la Banque de France. Elles peuvent recevoir, en outre, des fonds des Caisses d'Epargne, quand celles-ci sont autorisées à leur prêter (avec leur fortune personnelle seulement et non pas avec les dépôts). Au reste, si la Banque Populaire n'a pas les fonds nécessaires, elle pourra toujours faire escompter l'effet à la Banque de France ; ce sera possible puisqu'il porte les trois signatures requises.

Quelle est l'activité de ces banques ? L'Annuaire Statistique, nous indique seulement, que les Banques Populaires étaient au nombre de 76 en 1937, après avoir été de 102, en 1925 (10). A quoi servirent donc ces banques ? Plus encore que leurs sœurs agricoles, elles servirent à la distribution entre les sociétaires, des subventions allouées par les Chambres, sous la forme de crédits extraordinaires.

Ainsi, une loi du 24 octobre 1919 ouvre au ministre du commerce, un crédit de 50 millions destiné à consentir des prêts, aux petits commerçants, industriels, artisans, démobilisés. Les Banques populaires furent chargées de sa répartition parmi les intéressés. Ce qui fut fait entre 1920-

(10) Annuaire cité, 1938, p. 57.

1922. « Malheureusement, il est difficile d'estimer l'importance de la part dont l'industrie artisanale a profité » (11).

En plus de ces formes de subvention, on légiféra les avances aux sociétés et unions coopératives d'artisans (Loi du 17 Décembre 1923 et du 1^{er} Mai 1929). Les sociétés coopératives qui remplissent certaines conditions de fonctionnement, sollicitant ces avances, envoient une demande au Ministère du Travail, qui statue s'il y a lieu d'octroyer ou de refuser l'avance sollicitée.

Voici un tableau des avances ainsi consenties à l'artisanat : (12)

1933.	Solde créditeur du Compte spécial du Trésor pour la dotation de l'artisanat	27.000.000
1932.	Montant des avances accordées aux Coopératives artisanales	9.000.000
1933.	Avances accordées aux banques populaires.....	40.000.000
1933.	De cette somme, avances accordées par ces Banques aux artisans	25.000.000
1932.	Prêts accordés aux artisans ruraux, par l'intermédiaire des Caisses Régionales de Crédit agricole	13.000.000
Total.....		114.000.000

SECTION 6. — Les « Banques de classe »

« Une bonne organisation du crédit populaire, dit-on d'habitude, peut avoir sur les destinées de l'artisanat, une très grande influence ». Mais on se rend compte, que pour être efficace, cette organisation doit venir des intéressés eux-mêmes et non pas attendre des subventions libéralement consenties, plus ou moins mendiées à l'Etat. Or, pour la France, les résultats ne paraissent pas correspondre à ces désirs. Quand une classe sociale est amenée à demander des banques propres, des banques de classe, comme on dit, elle ne peut pas se maintenir.

(11) Debré, thèse citée, p. 219.

(12) Debré : thèse citée, p.

« Les banques de classe, dit M. Lemoine (13), ce sont des banques créées par un groupe social déterminé, pour satisfaire à ses propres besoins de crédit, le groupe étant à la fois bailleur de fonds, entrepreneur et client ». Or, « un groupe social ne demande des institutions de crédit propres que lorsque, se trouvant en décadence, il est écarté du marché des capitaux. Lorsqu'une classe réclame le privilège des institutions exclusives, la mettant à l'abri de la concurrence, cette classe traverse déjà une crise économique et sociale profonde. »

Il y a sans doute, une part de vérité dans cette affirmation, mais il ne faut pas se laisser aller à trop de pessimisme. Dans un sens très large, et pourtant dans le seul sens économique acceptable, toutes les banques sont des banques de classe, la Banque de France, la première. En effet, toutes les banques sont créées par ceux qui ont de l'argent et fonctionnent pour ceux-là même. Toute la bourgeoisie, la grande comme la petite, a accès aux banques libres. Le prolétariat peut s'y adresser également, mais comme il ne dispose que de l'argent nécessaire à sa subsistance, il n'y a pas recours, pas plus qu'il ne réclame la création des banques prolétaires.

Ce n'est pas le fait de créer certaines formes de crédit et d'en demander une réglementation légale, qui constitue le signe de décadence d'une classe sociale. Ce qui montre un mal social, c'est plutôt une certaine forme de mendicité : le fait de ne pouvoir maintenir ces banques sans l'appui de l'Etat. Et il s'agit, comme on le sait, non pas d'un appui limité à une législation prescrivant les formes juridiques des Sociétés de Crédit populaire, pour les empêcher d'être accaparées par des institutions de crédit plus puissantes, il s'agit de subventions, d'avances, de prêts sans intérêt, de primes d'encouragement, de décharges fiscales et autres avantages traduisibles en monnaie sonnante et trébuchante. En ce cas, la banque populaire prend plutôt

(13) Lemoine : Art. dans la Rev. de Sociologie. Bruxelles, 1937.
Cf. Lhomme : le problème des classes, op. cit., p. 292.

l'aspect d'une institution d'Etat, destinée à satisfaire les besoins spéciaux d'une seule classe. Quelle est l'objection qu'on puisse lui faire ?

Les théâtres subventionnés profitent aussi à certaines classes sociales, à l'exclusion des autres, qui pourtant contribuent, à travers le budget général, à leur entretien. Puisque les chemins de fer ne peuvent se maintenir sans l'appui financier de l'Etat, on devait les incriminer eux aussi, d'être des chemins de fer de classe. Car certaines catégories de la population, la paysannerie par exemple, voyagent moins que les autres classes de l'Etat. A partir de ce moment, la paysannerie pourrait se révolter contre l'injustice sociale, qui veut que le déficit dans l'exploitation des réseaux, soit comblé par le budget général, auquel elle est partie payante.

Il serait équitable que les chemins de fer couvrent leurs frais d'exploitation, uniquement par les recettes provenant du trafic des voyageurs, des marchandises, de la publicité, etc. Etant un service public de nature industrielle, les chemins de fer devraient être entretenus par les usagers et par eux seuls ; Mais on nous assure que le déficit des exploitations ferroviaires sont en réalité des comptes que l'Etat, leur principal usager, règle d'une façon globale, à la fin de chaque exercice budgétaire.

Le raisonnement pourrait s'étendre ainsi à l'infini. Pourquoi une législation protégeant les petits agriculteurs, au détriment des grands agriculteurs, des meuniers, des boulangers, des marchands en grains, du consommateur ?

Pourquoi une protection du petit cultivateur, au désavantage du grand producteur de vins d'Algérie et du Midi, au détriment même de l'Etat et encore, du consommateur ?

Autant de questions qui restent sans réponse, à moins de répliquer : « Parce que c'est là, le bon plaisir du souverain ».

Sont-ce les classes moyennes, ce souverain ?

Nous tâcherons de le voir dans la conclusion.

CHAPITRE VIII

L'ARTISANAT ET L'APPRENTISSAGE

SECTION UNIQUE. — *L'apprentissage s'adapte à l'évolution économique*

On a beaucoup écrit sur la décadence de l'apprentissage, lorsque la Révolution de 1789 eut détruit les Corporations. Il est certain, en effet, que la loi du 2 Mars 1791, en supprimant les Corporations et en permettant à tout individu de s'établir à sa guise, fit disparaître du même coup, les minutieux règlements d'apprentissage, qui étaient contenus dans les statuts des Corporations.

Désormais, chacun pouvait exercer le métier de son choix, sans être obligé de prouver un apprentissage préalable. Aucune condition n'est exigée par la loi, aucun examen, aucun chef-d'œuvre, ni pour devenir ouvrier, ni pour s'établir patron. En pure logique, il faudrait dire que le législateur révolutionnaire *a voulu* la décadence des métiers, car il est évident, que malgré la liberté théorique de les pratiquer ; personne ne peut s'improviser ciseleur sur métaux, ébéniste, ou même maréchal ferrant.

« L'apprentissage se meurt en France et sa décadence nous menace d'un désastre d'autant plus redoutable, que l'industrie nationale est essentiellement d'art, de goût, d'adresse, d'intelligente habileté, d'un ensemble de qualités ataviques, naguère cultivées avec un soin jaloux et transmises de génération en génération comme un dépôt sacré. » C'est là une lamentation qu'on entendra tout le long du XIX^e siècle et encore de nos jours.

Pourquoi cette crise de l'apprentissage ? Pour plusieurs causes :

1° A cause du grand développement du machinisme et de la division du travail. La machine ! Elle est habituée à entendre des récriminations : « La machine pense pour l'ouvrier, le dispense d'avoir de l'initiative, substitue la force brutale à la pensée harmonieuse et créatrice du producteur ». La machine entraîne la spécialisation, la funeste spécialisation, elle est servie par l'homme incomplet.

2° Le monde est corrompu : l'appât du gain immédiat se fait voir, tant du côté des parents que du côté des enfants. Les parents n'ont qu'un désir : que l'enfant finisse le plus vite l'école primaire, pour pouvoir « se placer ». Les enfants eux aussi, « les têtes dénaturées par l'atmosphère des grandes villes » tendent à s'émanciper le plus tôt possible de la tutelle des parents, gagner leur vie et leur indépendance.

3° Les abus patronaux. Le patron, à qui les parents de l'apprenti réclament, dès le début, un certain salaire, se voit obligé de récupérer cette dépense en faisant exécuter à son élève des travaux rémunérateurs, courses, travaux domestiques, etc., au détriment de son instruction professionnelle.

4° Le mauvais vouloir des ouvriers. Les compagnons de l'atelier ne se donnent pas la peine d'instruire les jeunes apprentis qui leur sont confiés. Quand on oblige l'ouvrier à travailler aux pièces, celui-ci n'a qu'un but : en faire la plus grande quantité possible, pour gagner le plus possible. Tout le temps que l'ouvrier compagnon doit distraire de sa besogne pour guider l'apprenti, constitue, par conséquent, pour lui, une perte de salaire.

A ces causes on ajoute encore d'autres du même ordre : le dédain du travail manuel, la ruée vers le fonctionnarisme, etc.

Cependant, peut-on parler de la décadence totale des métiers, en France, au cours du xix^e siècle, comme suite logique de la crise de l'apprentissage ? Au contraire.

Economiquement, la France ne fut jamais plus prospère. Cependant aujourd'hui, il est naturel, qu'avec la remise à l'honneur de l'artisanat, on reparle de la crise de l'apprentissage.

Déjà au siècle passé, le législateur ne put rester impassible vis-à-vis des conventions d'apprentissage que patrons et parents continuaient à passer entre eux. Après un grand hiatus, la loi de 1851, réglementa les conditions dans lesquelles les parties pouvaient se lier par un contrat d'apprentissage.

L'apprentissage devient une éducation manuelle d'atelier. On crée les écoles professionnelles.

De nos jours, l'apprentissage perd de plus en plus sa forme familiale et artisanale, en honneur sous le régime des Corporations de l'Ancien Régime. Il devient une éducation manuelle d'atelier. L'enseignement primaire lui-même, est prolongé, par un cours d'enseignement primaire supérieur, fortement imprégné de notions techniques, dessin, mathématiques, sciences exactes, etc... Des écoles techniques, des écoles professionnelles et des écoles d'apprentissage sont créées dans tous les secteurs de la production par l'Etat, autant que par les particuliers. Les industriels, surtout dans la métallurgie, entretiennent des écoles particulières auprès de leurs usines. Les compagnies de chemins de fer, ont des écoles destinées à former leur personnel de mécaniciens, télégraphistes, magasiniers, etc... Les municipalités des grandes et moyennes villes, instituent ou subventionnent des cours du soir, des cours à demi-temps. Dans la plupart de ces écoles, où l'enseignement est collectif, les notions techniques sont données aux élèves, de pair avec des notions de culture générale. Est-on en droit de parler encore de l'écrasement de l'âme, de l'abrutissement de l'ouvrier par la spécialisation ?

Cependant, l'apprentissage artisanal continue à fonctionner, parallèlement à l'apprentissage dans les écoles. La loi du 20 mars 1928 en a complété la réglementation. Elle est teintée d'un vague retour aux principes des corporations. Ainsi par exemple, le contrat d'apprentissage doit être passé par écrit, sous la forme authentique ou sous seing privé. En ce dernier cas, il doit être déposé, non pas à la Corporation qui n'existe plus, mais au secrétariat du conseil des prudhommes ou au greffe du juge de paix.

On s'en doute, que malgré ces formes, l'apprentissage ne garde plus le caractère familial des Corporations. L'ap-

prenti ne loge plus chez le patron, celui-ci ne le considère plus comme un membre de sa famille. La durée de l'apprentissage est moins longue. On ne trouve plus de contrats d'apprentissage de 7 ans, courants sous l'Ancien Régime. Devenu compagnon, l'élève continue rarement l'atelier de son patron, qui, rarement aussi, devient son beau-père. Il prend le chemin de l'usine. Est-on sûr qu'il pourra y faire montre de quelques supériorités sur les ouvriers formés dans les écoles professionnelles et techniques ?

Il serait risqué d'exagérer l'importance des contingents d'ouvriers formés par l'artisanat et livrés à la grande industrie. On verra plus loin qu'en Allemagne, où l'apprentissage auprès des artisans, a gardé — de même que les Corporations — une vie propre, cet apport est d'une certaine importance. Il n'en est pas de même pour la France. On en trouve un signe dans le fait que les Chambres de Métiers s'intéressent et réclament le secours de l'Etat pour la création d'écoles d'artisan rural (décret du 25 Décembre 1926.) « Plus de deux mille élèves suivent les cours de ces diverses écoles (écoles de maréchaux-ferrants, par exemple), mais il est difficile d'apprécier dans quelle mesure, ces jeunes gens sont ensuite attirés par les métiers d'artisanat, un grand nombre entrent dans l'industrie » (1).

Cela indique que l'apprentissage familial est lui-même une formule creuse, une de ces vagues aspirations qui n'ont plus aucun fondement économique. On continue à les mettre en avant, chaque fois qu'il s'agit d'expliquer un certain malaise social et de réclamer la protection de l'Etat.

La plupart des artisans se recrutent — comme ils le disent eux-mêmes — parmi les ouvriers qui « ont mal tourné ». Le jeune apprenti apprend un métier dans une école professionnelle. Il travaille à l'usine. C'est là qu'il manifeste « certaines velléités d'indépendance ». Il se marie. Il s'établit à son compte. Souvent encore cet affranchissement vient tard, comme le résultat d'une vie de petites économies, d'un plan longuement caressé. On trouve peu de jeunes artisans.

(1) Debré, thèse citée, p. 279.

On s'aperçoit, combien est complexe ce va-et-vient. L'usine peut alimenter l'artisanat, l'artisanat alimente rarement l'usine ; aussi bien en apprentis, qu'en déclassés.

Il y a peu d'artisans qui ne soient pas passés par l'usine. Alors, puisqu'ils ont réussi à « conquérir leur indépendance », pourquoi toujours parler d'un déclassement social ? Pourquoi ne pas voir aussi l'élévation ?

CHAPITRE IX

LES CLASSES MOYENNES ET L'ÉPARGNE

SECTION I. — Généralités

On entend par l'épargne deux choses : 1° Le processus d'accumulation de richesses, grâce à une administration de son bien, volontairement dirigée dans un certain sens ; 2° La richesse épargnée elle-même.

On voit tout de suite la différence entre économie et épargne. *L'économie*, dans un sens très large, est l'application de la loi du maximum de rendement avec le minimum d'effort. *L'épargne*, c'est la tendance à soustraire à la consommation immédiate une partie de son revenu.

Les économistes observent une évolution de l'épargne, ou plutôt des méthodes d'épargner (2). L'épargne primitive était individuelle. Le bas de laine est le symbole de cette forme d'épargne. La richesse épargnée est soustraite au circuit économique, enfouie sous terre, elle devient improductive, parfois elle perd sa valeur.

L'épargne moderne est collective. Les ouvriers épargnent collectivement dans les sociétés de secours mutuel, par les cotisations dans leurs organisations syndicales, qui les aident lorsqu'ils sont au chômage. Les capitalistes épargnent collectivement dans les sociétés par actions. L'Etat épargne collectivement dans ses entreprises industrielles par l'amortissement.

L'épargne est collective surtout dans un Etat socialisant. Ici les capitaux sont formés, distribués, investis dans les entreprises par le soin d'une administration étatique. L'Etat les prélève sur la production en cours, sous la forme

(2) J. Lescure : *L'Epargne en France*, III^e éd., p. 9.

d'impôts, de contributions en nature (machines, produits fabriqués, etc...) il les répartit dans la production future.

On explique l'épargne comme une consommation différée. En effet, une consommation différée joue le rôle d'une épargne assurance : l'homme se prémunit contre la maladie, la sécheresse, la grêle, etc... en mettant de côté en vue d'un manque éventuel. Mais l'épargne économique c'est l'épargne-capital. Le capital naît d'une consommation différée, d'une abstention, mais aussi la quotité épargnée est déviée de son but initial : la consommation. Le revenu épargné est canalisé vers une production nouvelle, épargne déviée.

Beaucoup de gens considèrent l'épargne comme un non-sens économique et même comme la cause des crises et des ruptures d'équilibre. En réalité, l'épargne se révèle comme un facteur d'équilibre. Il s'agit seulement qu'elle soit bien canalisée.

SECTION 2. — *Explication de la puissance de l'épargne française*

La France était considérée avant 1914 comme le premier pays par l'abondance de ses capitaux. Elle était le pourvoyeur en capitaux de tous les nouveaux pays d'Europe.

L'abondance des capitaux disponibles dans un pays peut tenir soit à une offre importante soit une demande modeste, déclare M. Lescure. Au premier cas, elle signifie une épargne très puissante, dans le second cas, il y a abondance de capitaux parce que l'esprit d'entreprise manque dans le pays. L'épargne peut être aussi le résultat de ces deux effets réunis. Cependant, on ne conçoit pas une puissante épargne, sans une forte activité productrice de richesses matérielles.

En France, il y eut stagnation autour de 1900, année où l'épargne était pourtant très puissante. Mais depuis, la création de nouvelles industries réclama des investissements croissants et accrut les placements intérieurs.

Au début du xx^e siècle, l'épargne française atteint le

maximum de son épanouissement. Parmi les causes qu'on a proposées pour expliquer sa puissance, il en est plusieurs.

— La faiblesse de la natalité encourage l'épargne. Les enfants coûtent à être élevés. Pour un même revenu, une famille à enfant unique épargne plus facilement qu'une famille de 6 enfants. Il est vrai aussi que l'éducation de l'enfant unique sera plus soignée et donc plus coûteuse que celle d'un enfant de famille nombreuse. Comme l'observe d'une façon très lapidaire M. Lescure : « Il en est de la production de l'humanité comme de la production des marchandises. Le coût de la production s'abaisse avec l'accroissement de la production » (3).

D'autres économistes ont renversé le problème en se demandant si la présence d'une famille nombreuse ne pouvait être, au contraire, un stimulant pour l'épargne. Les classes moyennes surtout, épargnent pour leurs « vieux jours », mais aussi pour les enfants. De plus, ce ne sont pas toujours les gros revenus qui donnent les grandes épargnes. « Un revenu de 100.000 frs, partagé entre quatre familles, dans les petites villes ou à la campagne, sera susceptible de donner davantage d'épargne que s'il appartient à une seule famille riche, habitant une grande ville. Or, la France est une nation riche par l'agriculture, sa population vit à la campagne ou dans les villes petites et moyennes ; rarement dans les grandes villes. C'est là, la vraie raison de la puissance d'épargne de notre pays. » (4)

ous avons vu en effet, combien la France reste, malgré tout, le pays de la campagne et de la petite ville.

Cette structure du pays n'est pas d'importance négligeable pour expliquer la grandeur de l'épargne française. Le morcellement des fortunes est la conséquence de ce genre de vie. On a eu l'occasion de constater que ce morcellement est plutôt dans le nombre des fortunes — qui est immense — que dans leur productivité. Car, l'agriculture mise à part, les grands rendements et les gros rapports sont le fait des grosses unités économiques.

(3) Jean Lescure : « L'Épargne en France », op. cit., p. 44.

(4) Id., Ibid., p. 44.

Il s'agit de pouvoir déterminer si la propriété de ces grandes unités est, elle aussi, assez morcelée. Le nombre des détenteurs d'actions et d'obligations est exorbitant en France. La grosseur du paquet groupant leurs titres dépasse, de loin, celle des paquets réunis appartenant aux grands actionnaires. Cependant, la fortune reste assez concentrée.

M. Lescure estime que les 90.000 fortunes supérieures à 2.500.000 frs avant la guerre de 1914, représentaient presque la moitié des fortunes privées : 100 milliards sur 230 milliards environ. Après cette guerre encore, la France reste le pays où l'on émet beaucoup de valeurs mobilières.

ÉMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES EN 1938 (5)

France	(en millions) Grande-Bretagne	Allemagne
21.735 Frs	180,1 Livres	8.674 R.M.

La structure sociale de l'épargne française nous est très bien rendue à travers les statistiques de la Caisse Nationale d'Epargne.

NOMBRE DES LIVRETS ET MONTANTS DES DÉPÔTS A LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE EN 1937 (6)

Livrets	Nombre	% dans le total	Montant en milliers	% dans le total	Montant par livret
Jusqu'à 3.000 frs..	7.374.675	71,07	3.552.151	9,80	924 frs
3.000 à 20.000 frs..	2.498.359	24,08	22.102.472	60,96	9.866 frs
Au-dessus de 20.000	501.869	4,75	10.601.148	29,24	26.293 frs
Total.....	10.374.903	100	36.255.771	100	3.495 (moyenne)

(5) Annuaire Statistique, 1938, p. 118.

(6) Id. p. 211.

Il est précaire de faire une discrimination dans les livrets des Caisses d'Epargne, car le faible montant des sommes qu'on peut y déposer est strictement limité à 20.000 frs (Loi du 31 mars 1931). Les livrets dont le montant dépasse cette somme sont passibles de se voir réduits d'office. Pour l'excédent non retiré, la Caisse Nationale d'Epargne doit acheter des rentes sur l'Etat. Le législateur a voulu que cette institution d'épargne soit réservée aux petits épargnants.

Leurs professions mêmes nous montrent que la Caisse d'Epargne est une institution pour les classes moyennes.

PROFESSIONS DES NOUVEAUX DÉPOSANTS A LA CAISSE
NATIONALE D'ÉPARGNE. 1937 (7)

Chefs d'Etablissements agricoles, commerciaux, industriels	32.066	5,06 %
Ouvriers agricoles, industriels, domestiques, nomades	161.092	25,45 %
Militaires de Carrière, professions libérales, employés, rentiers, mineurs sans profession	439.845	69,51 %
	633.003	100 %

Bien entendu, les mineurs forment une partie importante des épargnants, mais il faut juger d'après l'appartenance sociale des parents. Les mineurs sont titulaires de petits livrets : elle est connue la tradition, enracinée dans les campagnes d'offrir comme prix scolaire, un livret de Caisse d'épargne.

La Caisse Nationale d'Epargne n'a pas le monopole de ce genre d'opérations. L'épargne revêt mille autres formes, surtout lorsqu'elle ne se limite pas à être une consommation différée et vient se placer dans l'économie.

En plus de la Caisse Nationale d'Epargne que nous avons vue, il y a en France, en 1938 :

— 559 caisses d'épargne privées, avec 2.229 succur-

(7) Annuaire statistique 1938, p. 211.

sales. Elles comptent dix millions de livrets pour un montant de 37 milliards de francs (8). La moyenne par livret est de 3.500 frs.

L'ensemble des Caisses Nationale et privées, chiffre un totale de 21 millions de livrets avec un solde de 66 milliards de francs (9).

Un Français sur deux est épargnant et pour la somme moyenne de 3.000 francs.

Le placement de l'épargne dans l'économie se fait normalement par l'intermédiaire de la Bourse, mais aussi, par exemple, par des prêts hypothécaires. Les notaires, surtout dans les campagnes, dirigent une petite partie de cette épargne des classes moyennes.

SECTION 3. — *L'inflation monétaire et les classes épargnantes*

Traitant de l'épargne en général, et de son rapport avec les classes moyennes — il faudrait examiner combien ces classes ont été touchées par la crise monétaire et l'inflation. Si l'inflation monétaire n'a pas touché l'épargne dans son ensemble, puisque le pays réussit à se retrouver et à remédier aux ruines de 1914, elle eut, paraît-il, un effet désastreux sur les classes moyennes.

Etudiant la classe moyenne en France pendant les 5 années de l'après guerre (1918-1924), M. de Chilly la trouve mortellement affaiblie par l'inflation.

« La cause première est essentielle de la crise de la classe moyenne, dit-il, c'est la diminution du pouvoir d'achat de notre monnaie. » (10).

La monnaie n'a plus aucune valeur entre les mains de ceux qui entendent en profiter suivant les méthodes classiques d'une saine gestion de père de famille. La classe moyenne vivait d'une façon stable et assurée, car ses re-

(8) Annuaire statistique, 1938, p. 187.

(9) Annuaire statistique, 1938, p. 188.

(10) Chilly, Thèse citée, p. 39.

venus provenaient pour une part du placement de quelques petits capitaux, pour une autre de son travail. Or le jour, où la monnaie — par la volonté de l'Etat — n'a plus de stabilité, il est tout naturel qu'on ne puisse la faire produire autrement que par des coups de hasard, d'audace, en un mot par des méthodes qui firent la fortune des « nouveaux riches » d'après guerre. M. de Chilly les oppose constamment aux nouveaux pauvres.

Ces nouveaux pauvres ne sont pas les ouvriers, disposant de moyens efficaces pour faire valoir leurs revendications. Par leur nombre, par leurs groupements syndicaux, les ouvriers sont en mesure de suivre au jour le jour l'ascension des prix, en réclamant un relèvement équivalent des salaires.

Mais la classe moyenne de M. de Chilly est désarmée en face de cette crise. « La grande faiblesse de cette classe est sans doute son individualisme. Elle ne réagit pas. Elle s'adonne à ses affaires avec ordre et économie. Ceux qui la coposent, réservent leur temps, leurs efforts, leur passion profonde à la vie familiale et consentent rarement à donner un peu d'attention aux intérêts qui ne sont pas leurs intérêts immédiats. » C'est tout juste si M. Chilly ne lance le cri d'indignation, si souvent répété après la Grande Guerre : « Ils ne pensent qu'à leurs gros sous ».

M. de Chilly analyse, d'après la méthode employée par Le Play, le budget d'une famille-type de classe moyenne urbaine. Il résulte de cet examen que cette famille ne pourra continuer d'exister qu'en changeant totalement ses méthodes. Elle doit, ou chercher dans la spéculation une source nouvelle de revenus, ou modifier radicalement son genre d'existence, renoncer à sa liberté, se restreindre, se priver.

Tout cela est bien vague, mais on sent ce que les auteurs, comme M. de Chilly, voudraient dire : Il n'y a pas une classe moyenne stable sans une monnaie stable. Que l'Etat se dépêche (l'ouvrage en question est écrit en 1924) d'assurer la stabilité monétaire et le problème social se trouvera résolu par cela même.

L'Etat a réagi, puisqu'entre 1926-1928 il a réussi l'opération de la stabilisation monétaire. Cependant, la classe moyenne ne paraît pas avoir trouvé son équilibre.

Le « malaise » social continue, tout au moins dans les écrits, même après que cette stabilisation eut été réalisée.

Serait-ce, parce que l'inflation, qui nous était présentée comme une cause n'est, elle-même, que l'effet des causes plus profondes et qui nous échappent ? Ou alors peut-être le mal ne se trouva pas guéri parce que la stabilisation fut toute factice ?

Qui peut répondre d'une façon exacte à ces doutes ?

CONCLUSION

« Il est commode de pérorer et d'ignorer,
mal commode d'expliquer. »

Arrivés au terme de cette étude très sommaire d'un problème fort complexe, qu'allons-nous conclure sur le rôle et la place qu'occupent les classes moyennes dans la société contemporaine ?

Nous avons constaté à chaque pas, combien il est malaisé de traiter des classes moyennes du seul point de vue économique et de faire abstraction du côté politique.

On entend par économique dans le langage courant, l'ensemble de conduites individuelles et collectives par lesquelles les hommes s'efforcent de surmonter leur pauvreté radicale, d'effacer la disparité entre leurs besoins et exigences d'une part, et leurs ressources, de l'autre.

Par politique on entend, l'ensemble des rapports d'autorité et de dépendance qui s'établissent entre des individus et des groupements d'individus. Mais politique et économique sont deux notions qui se superposent et se mélangent, car il n'y a pas de rapports économiques sans une nuance d'autorité, de commande, de subordination.

« Ce qui oppose les classes les unes aux autres, ce ne sont pas seulement les antagonismes d'intérêts, dit H. de Man, ce sont aussi les sentiments de supériorité et d'infériorité, des besoins de prestige, de rang, de considération ».

Le problème des classes moyennes ne s'est jamais posé autrement qu'en fonction des tendances à la concentration qui serait la règle de la production capitaliste. « Si on se demande quels sont les effets de la loi de concentration, dit Gide, soit pour les ouvriers, soit pour les consommateurs, il faut répondre que, somme toute, ils sont favorables. Aux consommateurs, elle procure généralement les avantages

du bon marché et la rapidité dans la satisfaction des besoins, aux ouvriers des salaires plus élevés et plus stables, des conditions de travail plus salubres et moins inconfortables que ne peut offrir la petite industrie. » (1)

On pourrait croire que les socialistes doivent être hostiles à la grande industrie parce qu'elle tend nécessairement à étendre le régime du salariat, en éliminant progressivement tous ceux qui produisaient pour leur compte — petits artisans, petits boutiquiers, petits propriétaires, — tous producteurs indépendants, pour les transformer en prolétaires, réduits à louer leurs services aux grandes entreprises, dirigés par de gros capitalistes ou des sociétés anonymes. Mais au contraire ! C'est par l'effet de la prolétarisation, que la loi de la concentration tient à cœur aux socialistes marxistes. C'est pour cette raison, que jusqu'à ces derniers jours, ils en faisaient la pierre angulaire de leur doctrine. C'est parce qu'ils pensent, que du jour où la loi de concentration aura aggloméré tous les instruments de production, entre les mains de quelques individus et réduit la masse des producteurs indépendants, au rôle de salariés, — alors l'édifice capitaliste sera comme une pyramide reposant sur la pointe, au moindre choc elle culbutera. Il suffira d'exproprier les quelques capitalistes au profit de tous, sans rien changer, par ailleurs, à l'organisation de la production. De plus, les socialistes marxistes ont une admiration sans réserve pour la grande industrie, pour sa puissance d'organisation des masses, pour les richesses qu'elle a su créer, et ils professent un souverain mépris pour la petite production, pour l'entreprise individuelle.

« Perpétuer le régime de la production individuelle, ce serait décréter la médiocrité en tout », a dit Marx.

Avec les libéraux et les classiques ; encore plus que les libéraux, les socialistes prodiguèrent des louanges aux mérites de la production capitaliste.

La société économique, disent-ils, vivait au moyen âge dans une forme cristallisée. Elle se trouvait divisée en trois ordres qui paraissaient figés et immuables. Elle donnait une impression statique. Il y avait néanmoins, dans ce bloc

(1) Gide, Cours, I, p. 275.

cristallisé, quelques cristaux qui fondaient, d'autres qui changeaient de structure. De nouveaux cristaux apparaissaient, et l'ensemble de ces remous, indiquait quand même une société en transformation, sous l'apparence de rigidité et d'immobilité qui transpire par exemple dans les statuts des Corporations. La révolution politique de la fin du ^{xvii}^e siècle, a prouvé que cette société qui reposait sur un système de production « au ralenti », avait reçu des germes virulents et frais destinés à la bouleverser de fond en comble. Les ceintures corporatives, pourtant solidement forgées, dans un métal de bon aloi, comme tout ce qu'on fabriquait sous le régime de la production artisanale, sautèrent comme de vieux cerceaux, sur un tonneau en ébullition.

Et ce fut la liberté, la liberté pour la machine à produire à un rythme sans cesse accru. Ce fut la belle époque où l'écorce terrestre se vit sillonnée en tous sens par ces rails parallèles et monotones mais pourtant beaux. Ils représentaient la beauté nouvelle de la ligne droite et de la ligne courbe ; et la musique rythmique des lourdes roues de fer qui roulaient dessus, fut le nouvel hymne à la production trépidante.

Les ballots de marchandises, que transportaient les convois interminables de wagons sur ces voies d'acier, éclipsaient de loin, par leur abondance, par leur qualité, par leur homogénéité et leur bon aloi, tout ce qu'aurait pu s'imaginer la conteuse des mille et une nuits.

Le capitalisme fit en un siècle, plus que ne fit l'humanité, depuis son existence, pour changer l'aspect de la terre que nous habitons. Dans sa lutte contre la nature, pour la corriger, pour la modifier à son goût, pour se la rendre propice, le capitalisme atteint des résultats insoupçonnés auparavant. Il remue des montagnes de terre et de roc pour unir, par des canaux, les mers et les cours d'eau. Il utilise des montagnes de pierre et de ciment pour faire des digues et des barrages hydro-électriques. Dans les chaudières des machines, il brûle des montagnes de charbon, qui se transforment en énergie, remplaçant des milliards de forces humaines et animales. Dans les cales béantes de ses navires, il transporte des montagnes de céréales et de

vivres, pour nourrir ceux qui dirigent ses machines. Il habitue le primitif à s'habiller de ces cotonnades qui sortent par millions de kilomètres, en un ruban interminable de la bouche d'acier de ses métiers mécaniques.

Quelqu'un a quelque chose à reprocher à tout cela, demandent les socialistes ? Et quand même trouverait-on des mécontents, leurs plaintes pourront-elles changer quelque chose, freiner la machine, ou même l'obliger de faire marche arrière ? Cela fut, parce que cela ne pouvait être autrement. Et d'une façon sincère et compatissante, de se tourner vers les classes moyennes pour leur dire : « Vous devez disparaître en vertu d'une loi implacable. Vous ne correspondez plus aux conditions de la production moderne. Déblayez donc le terrain et laissez la place libre pour la lutte incessante entre le prolétariat et la bourgeoisie capitaliste. »

Cependant, les classes moyennes s'entêtent à subsister. Si on leur demandait : « qu'êtes-vous devenues pendant le grand développement du capitalisme du xix^e siècle ? », elles pourraient répondre comme Talleyrand : « Nous vécûmes ! » Les classes moyennes tinrent, en effet, largement leur place dans la production capitaliste pendant la première moitié du siècle précédent. Elles ne s'apercevaient même pas de l'immense changement qui s'opérait autour d'elles, changement dont elles étaient justement le matériel d'expérience. Elles n'ont pas appelé au secours un Etat, qui se tient dans les sphères sereines de la législation classique. L'Etat reste gardien de l'ordre public et se mêle le moins possible des affaires économiques et des affaires tout court.

Il avait bien décrété en 1791 que « les citoyens d'un même état ou profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers ou compagnons d'un art, ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, nommer ni présidents, ni secrétaires, ni syndics, ni tenir des registres, prendre des arrêts ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs ». Après 70 ans à peine, les « prétendus intérêts communs », étaient devenus tellement puissants, que l'Etat se voit obligé de leur laisser une possibilité de l'exprimer, car les mécontente-

ments grondaient de toutes parts, aussi bien du côté ouvrier que du côté patronal.

L'Etat, cette fiction, est obligé de descendre dans l'arène économique et sociale et de mettre ordre dans le conflit qui se précise, entre le monde du Travail et celui du Capital. Il croyait aboutir assez vite et se retirer dans son rôle traditionnel, sitôt après le vote de la loi de 1864. Mais une fois qu'il y est, il ne peut plus se soustraire de cette fonction d'arbitre-tuteur. Sa présence devient indispensable. De plus en plus, il est appelé au secours par une troisième classe, à laquelle personne n'avait pensé auparavant, la classe moyenne. Et ce fut, parallèlement à la législation sociale ouvrière, une avalanche grandissante de mesures légales, que l'on croyait mortes depuis la Révolution.

L'Ancien Régime avait réglementé par d'innombrables ordonnances, la vie économique. Le souverain, qui était l'Etat, à cette époque, surveillait de près la constitution et le fonctionnement des corporations dans « ses bonnes villes » (2). Mais ces ordonnances n'avaient pas le caractère social, des mesures prises surtout après la Grande Guerre, en faveur du petit commerce, de la petite industrie et de l'artisanat. Le Prince ne versait pas des subventions aux Corporations, au contraire, il en tirait d'importants revenus, à l'occasion du renouvellement de leurs privilèges..

La législation sur les Corporations (1879 et 1889) en Autriche-Hongrie et en Allemagne, encore féodales avant la Guerre 1914-1918, quoique en bonne partie différente de celle de la France sous la Monarchie, ne revêt pas non plus, un caractère social. Dans ces pays les métiers existent avec leur organisation médiévale intacte. Ils sont bien encadrés dans leurs règlements corporatifs. La Corporation fonctionne et remplit son rôle social, qu'elle a cessé de remplir en France, pays de liberté de la production. L'Autriche et l'Allemagne au XIX^e siècle, étaient au même stade d'évolution que la France au temps de Colbert.

Donc, dans les mesures législatives d'avant la Grande

(2) Olivier Martin. *L'organisation corporative de la France d'Ancien Régime*. Sirey, Paris, 1938.

Guerre, considérées par certains comme des mesures de protection de la classe moyenne, (le terme n'est pas encore couramment employé à cette époque), il ne faut pas voir — tout au moins pour des pays qui n'étaient pas encore arrivés au stade suprême du capitalisme (W.Sombart) — des mesures d'ordre social.

Le problème des classes moyennes ne se pose en pleine lumière qu'à partir du jour où le capitalisme atteint certaines formes d'épanouissement comme les cartels, les trusts, les comités, les konzerns, les syndicats, les comp-toirs et tous autres aspects, que peut prendre la concentration des capitaux, sous la forme juridique de la société anonyme. Il n'y a pas de classes moyennes, tant qu'on ne rencontre qu'une petite bourgeoisie, correspondant à la forme de production du type manufacturier. Et même lorsque les manufactures employant 100 ouvriers dans un ou plusieurs ateliers se chiffraient à quelques unités, la production restait encore corporative.

Il en est autrement quand la forme anonyme permet de grouper des capitaux, dont le montant égale celui d'un budget de petit Etat, quand le gros de la production est le fait de quelques centaines d'entreprises dépassant mille ouvriers, quand certaines branches de l'économie, sont le monopole de fait d'une seule industrie, détenue par un seul groupe de personnes.

Or, les maux sociaux qu'allait entraîner la concentration des capitaux sous la forme de la société anonyme, sont entrevus bien avant Marx. C'est Law, qui est considéré pour la France, comme le protagoniste de cette forme de propriété : « l'action ». Le jurisconsulte d'Aguesseau, qui assistait aux expériences financières du célèbre banquier écossais, voyait dans l'invention de l'action une découverte comparable, dans ses ordres et ses effets, à la découverte de la force de la vapeur, dans la physique. Il est intéressant de retenir que les deux « découvertes » vont de pair.

D'Aguesseau représentait la vieille noblesse, qui tout au long du xviii^e siècle, se cramponne encore aux formes traditionnelles de l'Etat, comme si elle pressentait le grand orage qui devait les balayer. Il tombe en disgrâce pour s'être élevé contre les méthodes financières entièrement révolutionnaires, que Law importait d'Angleterre. Dans sa disgrâce, retiré à son château de Fresne, il se mit à rédiger un mémoire sur ce que devait être l'expérience de Law, sur les passions qu'elle allait déchaîner, sur la passion du jeu que l'*agio* allait susciter parmi la paisible bourgeoisie de France. Il ne se trompait point.

es phrases on les dirait écrites par Proudhon, parfois par Marx, tant elles constituent un réquisitoire contre cette « Finance », dont on ne sait pas encore grand chose, mais dont on sentait déjà les « tentacules accaparer tout ce qu'il y avait de sain et de traditionnel dans le pays ».

La vision de D'Aguesseau sur l'avenir des classes moyennes, est tout à fait significative.

Rien n'est plus dangereux à l'Etat, dit-il, que d'en retrancher presque un étage entier, pour ne plus laisser que les deux extrémités : c'est-à-dire ceux qui gagnent leur vie par leur travail, et ceux qui jouissent d'une fortune extraordinaire, en sorte que, l'étage du milieu, ou la condition médiocre, qui est celle où il habite plus d'honneur, de sagesse et de vertu, est presque anéantie, ou du moins réduite à une fâcheuse nécessité. » (3)

Tout le long des xix^e et xx^e siècles, et surtout dans les années après la Guerre, nous entendrons ce genre de phrases pronées par tous les partis politiques. Certains groupements de classes moyennes en ont fait leur *credo*. Mais leur attitude envers l'Etat appelé à intervenir, n'est plus celle de s classes moyennes sous l'Ancien Régime. Nous savons que sous l'Ancien Régime l'Etat se voyait contraint de se défendre contre les organisations corporatives, les encadrer dans une réglementation sévère. Il en tirait des substantielles ressources budgétaires, et on peut dire que tou-

(3) Cf. Albert Bayart. *Psychologie patronale et ouvrière*. Sirey, 1929.

tes les guerres de la Monarchie, sont financées par la bourgeoisie artisanale et corporative. Au xx^e siècle, au contraire, ce sont les successeurs affaiblis de cette même bourgeoisie, qui réclament la protection de l'Etat, des avantages financiers, exemptions fiscales, avances et subventions.

Cependant, malgré leurs propres lamentations et malgré les lamentations de leurs protecteurs, les classes moyennes subsistent. Elles s'imposent certainement des transformations, elles s'adaptent aux situations nouvelles.

Aucune société, aucune forme de production économique, ne peut se soustraire aux lois de l'évolution. Or, évoluer, n'est pas mourir. Certes, si on garde les yeux immobiles, fixés sur des conditions de production patriarcales, si on prend comme idéal immuable d'une société une structure sociale qui correspondait à ces formes de production, on ne peut que regretter de voir combien on s'en éloigne. Le regret s'accompagne de ce malaise causé par le fait qu'on ne sait de quelle façon envisager l'avenir, ce secret des dieux.

L'homme de science, l'homme qui, en toute sincérité, cherche à projeter un peu de lumière sur les faits sociaux, n'a pas à s'occuper de l'avenir. Sa tâche doit se limiter à l'examen de ces faits. L'explication qu'il pourra leur fournir sera certainement fort relative, mais en aucun cas elle ne peut être pessimiste. Car, à moins de mal s'entendre sur le sens du mot « progrès », on ne peut nier la ligne ininterrompue d'amélioration sociale qui se dessine dans l'histoire.

Vu : *Le Président*,
Jean LESCURE.

Vu : *Le Doyen*,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
------------------------	---

INTRODUCTION	7
------------------------	---

LES DOCTRINES

CHAPITRE PREMIER. — DES CLASSES SOCIALES EN GÉNÉRAL	19
---	----

<i>Section</i> 1. — Généralités	19
---	----

<i>Section</i> 2. — Classes sociales et pitié sociale	20
---	----

<i>Section</i> 3. — Critères de classification	22
--	----

<i>Section</i> 4. — Origines raciales des classes	24
---	----

<i>Section</i> 5. — Définitions économiques et sociales des classes sociales	25
---	----

CHAPITRE II. — NOMBRE DES CLASSES ET LEURS RAPPORTS ENTRE ELLES.	35
---	----

<i>Section</i> 1. — Généralités	35
---	----

<i>Section</i> 2. — Division bipartite des classes selon les socia- listes	35
---	----

<i>Section</i> 3. — Autres divisions des classes	39
--	----

<i>Section</i> 4. — Définition strictement économique des classes, d'après Gide	43
--	----

<i>Section</i> 5. — Les revenus seuls ne suffisent pas pour créer une notion de classe sociale	45
---	----

CHAPITRE III. — DES CLASSES MOYENNES EN GÉNÉRAL	47
---	----

<i>Section</i> 1. — Généralités	47
---	----

<i>Section 2. — Définitions tautologiques</i>	48
<i>Section 3. — Définitions larges</i>	49
<i>Section 4. — Toutes les définitions acceptent le schéma Marxiste</i>	54
<i>Section 5. — « Les déclarations » des classes moyennes ..</i>	58
§ 1. Elles acceptent encore le point de vue marxiste	59
§ 2. Caractères communs des classes moyennes. Leur précarité	60
§ 3. Énumération	63
§ 4. Pourquoi la prolétarianisation ?	65
§ 5. Ce que peut l'Etat	66
§ 6. Ce que peut le Syndicalisme	68
<i>Section 6. — Considérations d'ensemble sur les classes moyennes</i>	69
 CHAPITRE IV. — QUELQUES BRÈVES CONSIDÉRATIONS SUR LES THÉO- RIES DE LA POPULATION PAR RAPPORT AUX CLASSES SOCIALES....	71
<i>Section unique. — Comment envisager la théorie de Malthus</i>	71
 CHAPITRE V. — BRÈVES CONSIDÉRATIONS SUR LES RAPPORTS ENTRE LA VILLE ET LA CAMPAGNE. L'EXODE RURAL	75
<i>Section 1. — Les vues des utopistes et des socialistes</i>	75
<i>Section 2. — La France pays d'équilibre démographique —</i>	76
<i>Section 3. — Désertion des campagnes et remèdes proposés</i>	79
<i>Section 4. — L'infondé des vues pessimistes</i>	80
 L E S F A I T S 	
CHAPITRE PREMIER. — LES CLASSES MOYENNES DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE	83
<i>Section 1. — Généralités</i>	83
<i>Section 2. — Bref examen de la population active de la France</i>	85
<i>Section 3. — Répartition de cette population, selon M. Oua- lid</i>	89
<i>Section 4. — Les classes moyennes dans les statistiques de la production</i>	92
<i>Section 5. — Les classes moyennes françaises vues à travers les statistiques des revenus</i>	95

CHAPITRE II. — MESURES PROPRES A CRÉER LA PETITE PROPRIÉTÉ	97
<i>Section 1.</i> — Généralités	97
<i>Section 2.</i> — Un exemple historique : les réformes agraires des Gracchi	97
<i>Section 3.</i> — La petite propriété rurale en France	100
<i>Section 4.</i> — L'exploitation agricole vue à travers la statisti- que des revenus	103
CHAPITRE III. — LES CLASSES MOYENNES PAYSANNES EXAMINÉES DU POINT DE VUE DE LA FORME DE CULTURE. CRÉDIT ET FISCALITÉ AGRICOLLES	105
<i>Section 1.</i> — <i>Faire-valoir direct, fermage métayage</i>	105
<i>Section 2.</i> — Morcellement ou concentration de l'exploita- tion agricole ?	107
<i>Section 3.</i> — Justification d'un crédit spécialement conçu pour l'agriculture	109
<i>Section 4.</i> — Crédit agricole libre	111
<i>Section 5.</i> — Crédit agricole officiel	113
<i>Section 6.</i> — Intervention de l'Etat dans l'assainissement du marché du blé et du marché vinicole	115
§ 1. La politique du blé et les classes moyennes paysan- nes	115
§ 2. La politique vinicole et les classes moyennes paysannes	119
CHAPITRE V. — LES CLASSES MOYENNES DANS LE COMMERCE	129
<i>Section 1.</i> — Structure sociale du commerce français	129
<i>Section 2.</i> — Justifications du petit commerce	130
<i>Section 3.</i> — Les points de vue socialistes	133
<i>Section 4.</i> — Mesures étatiques pour la défense du petit com- merce	136
CHAPITRE VI. — LES CLASSES MOYENNES COMMERÇANTES ET LES MA- GASINS A PRIX UNIQUES	141
<i>Section 1.</i> — Explication économique des magasins à prix uniques	141
<i>Section 2.</i> — Critiques de ces formes de ventes	142
<i>Section 3.</i> — Mesures étatiques tendant à empêcher leur dé- veloppement	145
<i>Section 4.</i> — Justification et rôle économique du petit ma- gasin.	146

CHAPITRE VII. — LES CLASSES MOYENNES DANS L'ARTISANAT ET LA PETITE INDUSTRIE	150
<i>Section 1.</i> — Fondement doctrinal de l'artisanat	150
<i>Section 2.</i> — <i>En quoi consiste la concentration dans l'industrie</i>	151
<i>Section 3.</i> — Bref examen de l'évolution historique de l'artisanat	152
<i>Section 4.</i> L'artisanat comme classe sociale dans la législation	154
<i>Section 5.</i> Le crédit artisanal	158
<i>Section 6.</i> — Les « banques de classes »	162
CHAPITRE VIII. — L'ARTISANAT ET L'APPRENTISSAGE	165
<i>Section unique.</i> — L'apprentissage s'adapte à l'évolution économique	165
CHAPITRE IX. — LES CLASSES MOYENNES ET L'ÉPARGNE	170
<i>Section 1.</i> — Généralités	170
<i>Section 2.</i> — Explications d'ensemble de la puissance d'Épargne française	171
<i>Section 3.</i> — L'inflation et les classes moyennes épargnantes	175
CONCLUSION	179

